

RAPPORT
FINANCIER
ANNUEL
2022



SOMMAIRE

01



Présentation de **RISMA**

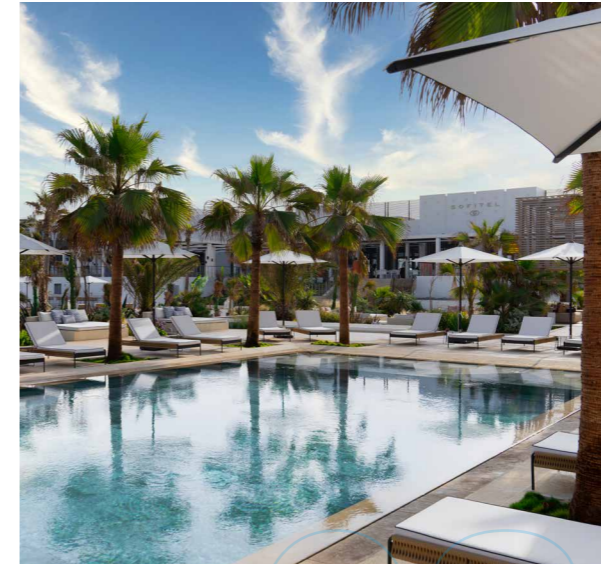
- Chiffres clés
- Présentation des activités
- Dates clés
- Actionnariat



Rapport **D'ACTIVITÉ**

- Faits marquants de l'année 2022
- Performances financières
- Perspectives

02



Rapport **ESG**

- Les parties prenantes du Groupe
- Politique de RISMA en matière sociale et environnementale
- Informations environnementales
- Informations sociales
- Empreinte socio-économique de RISMA
- Gouvernance

03



Comptes annuels et **RAPPORTS**

- Comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Rapport de gestion
- État des honoraires versés aux contrôleurs de comptes
- Rapport des commissaires aux comptes

04

ENTRETIEN AVEC M. AMINE ECHCHERKI, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DE RISMA



Après deux années de crise sanitaire, 2022 a été marquée par l'ouverture des frontières et la reprise du tourisme au Maroc. Cela a permis à notre activité et à l'ensemble du secteur touristique national de renouer avec la croissance.

Les hôtels de RISMA ont de nouveau vibré au rythme des rencontres, des découvertes et des moments inoubliables. Nous avons été ravis de pouvoir offrir à nos clients des expériences exceptionnelles au sein de nos établissements, en mettant tout en œuvre pour garantir leur confort, leur sécurité et leur satisfaction.

Avec la reprise internationale du tourisme, et la diversité de notre portefeuille d'hôtels qui nous permet de profiter pleinement de la reprise du tourisme, les résultats de nos efforts sont déjà visibles : le taux d'occupation s'établit à 51% et enregistre une progression de 17 points par rapport à l'année précédente, et le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 1.037 MDH, en progression de 97% par rapport à 2021. Cette dynamique de reprise est encourageante et nous laisse entrevoir de bonnes perspectives pour l'année à venir, avec un retour escompté des performances financières à des niveaux normatifs. Par ailleurs, les subventions étatiques sont également venues soutenir la reprise du secteur et ont aidé à faire face aux conséquences économiques de la pandémie.

Forts de cette reconnaissance, nous sommes plus déterminés que jamais à continuer à investir dans nos activités pour améliorer constamment nos prestations et participer à renforcer l'offre touristique du Maroc en matière d'hôtellerie.

Nous avons au cours de cette année poursuivi notre programme de rénovation, qui n'a pas été interrompu, même durant la période difficile de la pandémie. Nos investissements ont notamment porté sur les équipements liés à l'efficacité énergétique et à l'introduction de l'électricité verte dans nos unités hôtelières, dans une volonté de promouvoir la durabilité et de contribuer à la protection de l'environnement.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans notre vision d'avenir pour RISMA. Nous sommes

convaincus que la durabilité est un enjeu majeur pour l'industrie touristique, et nous nous engageons à continuer d'innover et de prendre des mesures concrètes pour minimiser notre impact environnemental et favoriser un tourisme plus responsable.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers toutes les équipes de RISMA, dont la mobilisation et l'engagement ont été essentiels pour poursuivre nos activités dans des conditions favorables, ainsi que tous nos actionnaires pour leur confiance et leur soutien continu. Je suis convaincu que l'année 2023 sera une année prometteuse pour RISMA. Nous continuerons à offrir des services de qualité et à renforcer notre positionnement sur le marché de l'hôtellerie, tout en poursuivant nos recherches de nouvelles opportunités de développement.



« Nous sommes plus déterminés que jamais à continuer à investir dans nos activités pour améliorer constamment nos prestations et participer à renforcer l'offre touristique du Maroc en matière d'hôtellerie »



Présentation de
RISMA



1^{ER} OPÉRATEUR TOURISTIQUE AU MAROC

RISMA, créé en partenariat avec le Groupe Accor en 1993 pour gérer les contrats de location de deux villages de vacances sous l'enseigne Coralia, est devenu le principal opérateur touristique du Maroc en accompagnant au fil des années la stratégie nationale de développement touristique.

RISMA dispose d'un réseau d'hôtels de trois, quatre et cinq étoiles dans les principales villes du Royaume, offrant un large choix pour satisfaire les besoins de tous les voyageurs. Avec une forte présence dans 11 villes du Royaume, RISMA

est le leader national du secteur de l'hôtellerie grâce à ses cinq marques internationalement reconnues : Sofitel, M'Gallery, Mercure, Novotel et Ibis. RISMA couvre les segments du luxe, du haut de gamme, du milieu de gamme et de l'hôtellerie économique.

RISMA détient un portefeuille de 23 unités hôtelières, dont la gestion est confiée au Groupe Accor, partenaire historique qui apporte son expertise et son savoir-faire en matière d'hospitalité.



LUXE ET HAUT
DE GAMME

SOFITEL
HOTELS & RESORTS



MILIEU
DE GAMME

Mercure
HOTELS

NOVOTEL
HOTELS, SUITES & RESORTS

ÉCONOMIQUE



les 4 Ibis Budget qui
étaient détenus par SMHE,
filiale de RISMA, ont été
cédés fin 2022.

UNE FORTE PRÉSENCE GÉOGRAPHIQUE

RABAT

- SOFITEL RABAT JARDIN DES ROSES
- M'GALLERY DIWAN
- MERCURE RABAT SHÉHÉRAZADE
- IBIS RABAT AGDAL

TANGER

- IBIS TANGER CENTRE

OUJDA

- IBIS OUJDA

CASABLANCA

- SOFITEL CASA TOUR BLANCHE
- NOVOTEL CCC
- IBIS CASABLANCA SIDI MAAROUF
- IBIS ABDELMOUMEN
- IBIS CASABLANCA CASA VOYAGEURS
- IBIS CCC
- IBIS NEARSHORE

FÈS

- IBIS FÈS

MEKNÈS

- IBIS MEKNÈS

OUARZAZATE

- IBIS OUARZAZATE

EL JADIDA

- IBIS EL JADIDA

MARRAKECH

- SOFITEL MARRAKECH PALAIS IMPÉRIAL ET LOUNGE & SPA
- NOVOTEL MARRAKECH
- IBIS MARRAKECH GARE
- IBIS MARRAKECH PALMERAIE

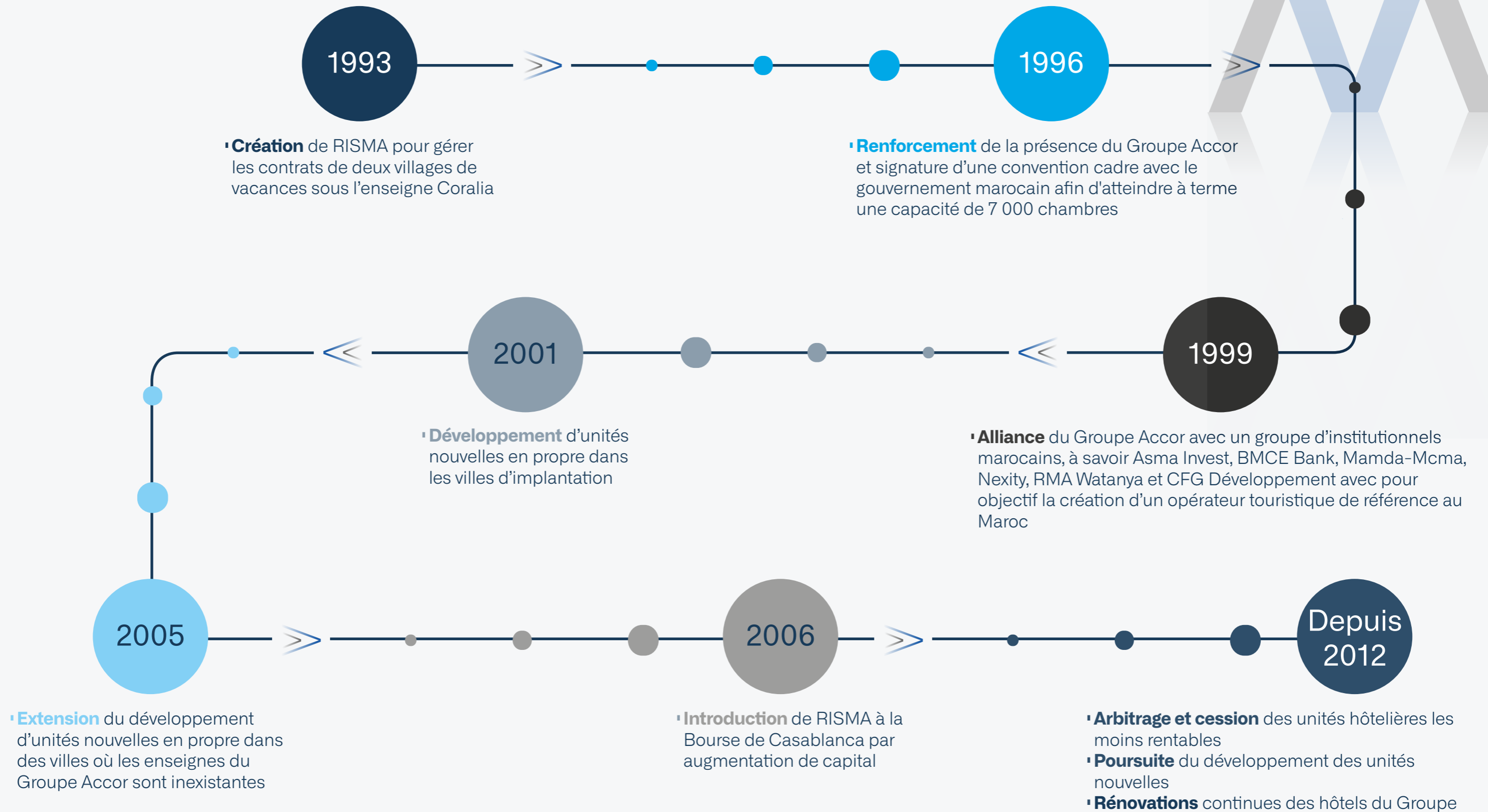
ESSAOUIRA

- MGALLERY LE MEDINA ESSAOUIRA

AGADIR

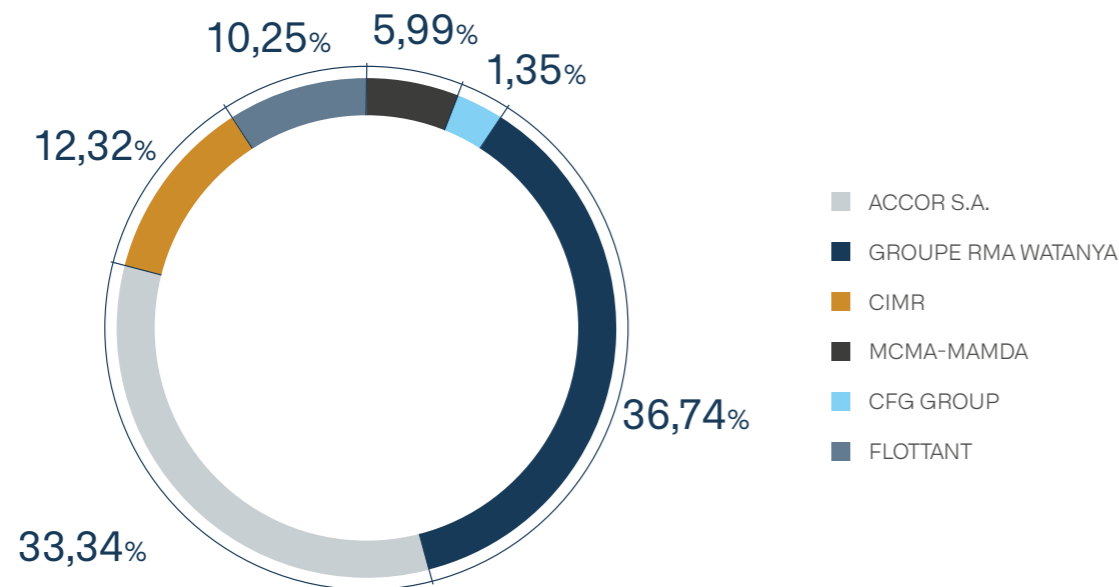
- SOFITEL AGADIR THALASSA SEA & SPA

30 ANS DE DÉVELOPPEMENT HÔTELIER AU MAROC

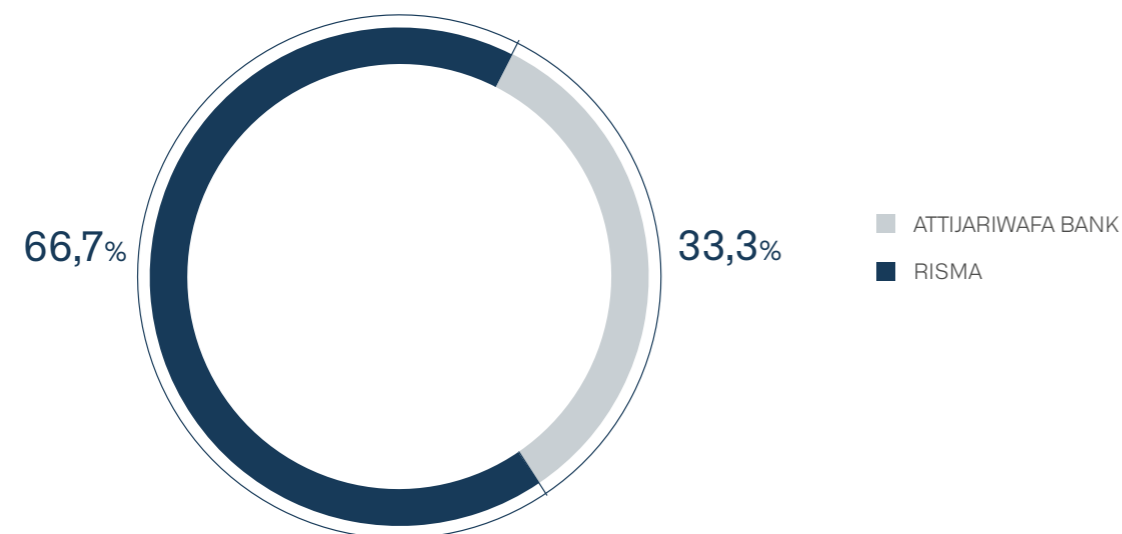


UN ACTIONNARIAT DE RÉFÉRENCE

Au 31 décembre 2022, l'actionnariat de RISMA se constitue comme suit :



Les hôtels de la marque Ibis sont des actifs de la filiale Moussafir détenue à 66,7% par RISMA et à 33,3% par Attijariwafa Bank



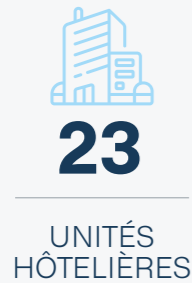
UNE EXPERTISE HÔTELIÈRE, POUR LE SERVICE DE TOUS NOS CLIENTS.

RISMA est un acteur majeur de l'industrie hôtelière au Maroc, offrant aux voyageurs une variété d'options pour répondre à leurs besoins spécifiques.

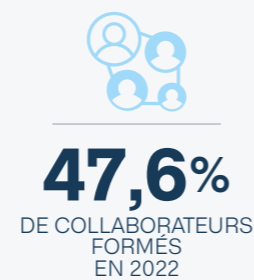
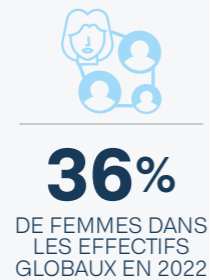
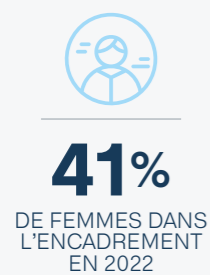
- **Hôtellerie Luxe et Haut de gamme** : L'hôtellerie Luxe et Haut de gamme comprend les marques Sofitel Luxury et M'Gallery. RISMA a créé des adresses emblématiques dans les destinations phares du Maroc dans cette gamme.
- **Hôtellerie milieu de gamme** : Présent avec les enseignes Mercure et Novotel, ce segment comprend 3 hôtels : Mercure Shéhérazade à Rabat, Novotel CCC à Casablanca et un Novotel à Marrakech
- **Hôtellerie économique** : L'hôtellerie économique constitue un pilier essentiel de la stratégie de RISMA à travers les enseignes d'hôtels Ibis. Ce segment comprend 14 hôtels dont trois Ibis « Nouvelle génération » : Ibis Rabat Agdal, Ibis Casablanca Gare et Ibis Casablanca Abdelmoumen



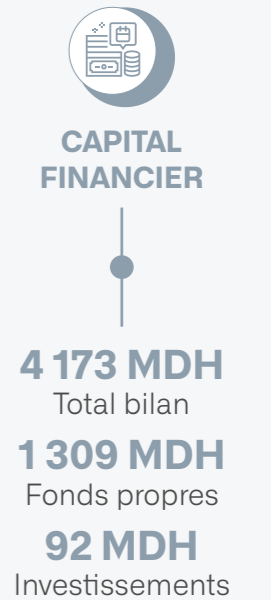
RISMA EN CHIFFRES AU 31/12/2022



PERFORMANCES EXTRA-FINANCIÈRES



RESSOURCES

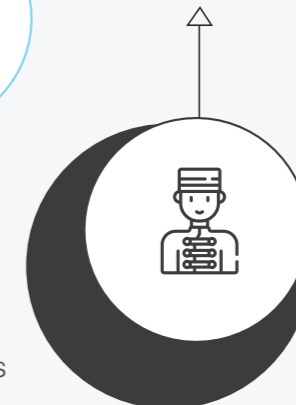


STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT UN DÉVELOPPEMENT HÔTELIER CONTINU

Une recherche
continue d'actifs
pour renforcer
notre portefeuille
d'actifs



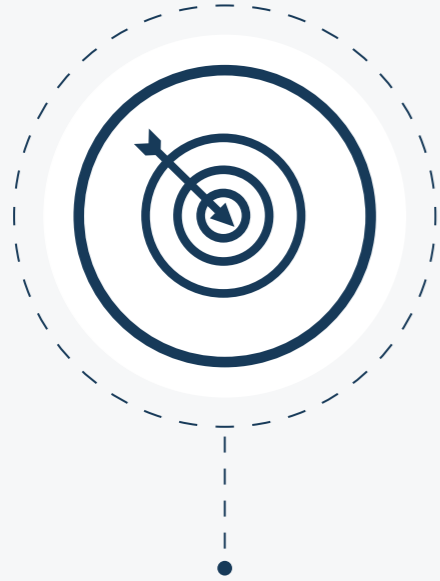
Une gestion hôtelière
confiée au Groupe
Accor, qui apporte
son expertise et son
savoir-faire en matière
d'hospitalité



Un programme
de rénovations des
actifs hôteliers les
plus représentatifs

Un accompagnement
permanent de la
stratégie nationale
du développement
touristique au Maroc

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE



VALEUR CRÉÉE

Pour les collaborateurs

69 Recrutements
613 Collaborateurs formés
36% Taux d'équité

Pour les clients

51% Taux d'occupation

Actionnaires et investisseurs

152 MDH Résultat net part du Groupe
1 037 MDH Chiffre d'affaires
352 MDH Excédent brut d'exploitation



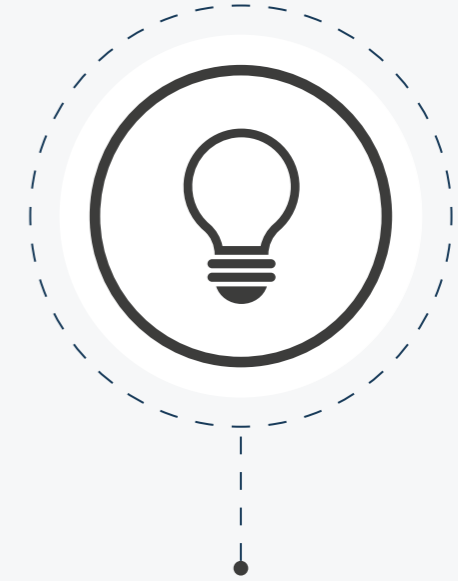
NOTRE MISSION



Consolider nos actifs existants à travers les rénovations pour offrir le meilleur à nos clients, et continuer à développer des hôtels qui répondent à leurs besoins.



M. Amine ECHCHERKI
Président du Directoire



NOS LABELS



Rapport
D'ACTIVITÉ



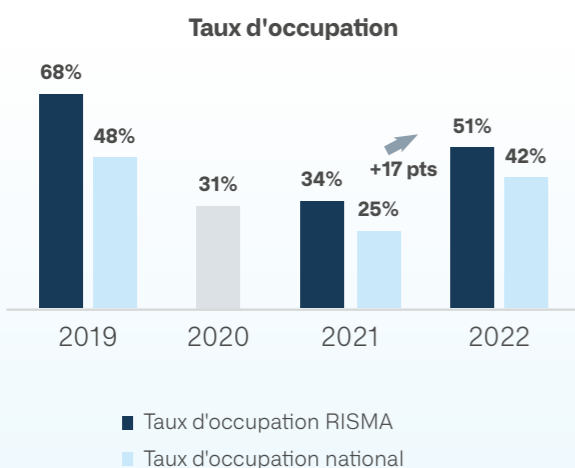
FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE & INDICATEURS DE PERFORMANCE

	2021	2022	Variation
Taux d'occupation consolidé	34%	51%	+17 Pts
Chiffre d'affaires consolidé	525 MDH	1 037 MDH	+97%
Excédent Brut d'Exploitation consolidé	58 MDH	352 MDH	
Résultat net, Part du Groupe	-172 MDH	152 MDH	

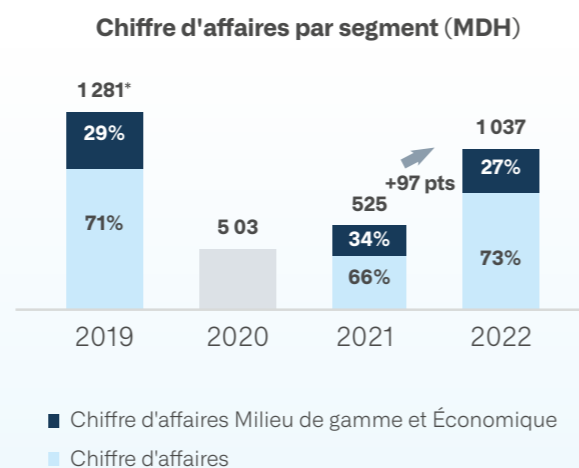
Une année marquée par :

- La reprise du tourisme national suite à l'ouverture des frontières le 7 février 2022, permettant ainsi à RISMA d'afficher un taux d'occupation de 51%.
- Les aides de l'État qui ont contribué à encourager la reprise de l'activité du secteur touristique.
- La poursuite des rénovations des hôtels de RISMA.

Un taux d'occupation et un chiffre d'affaires consolidé en nette progression



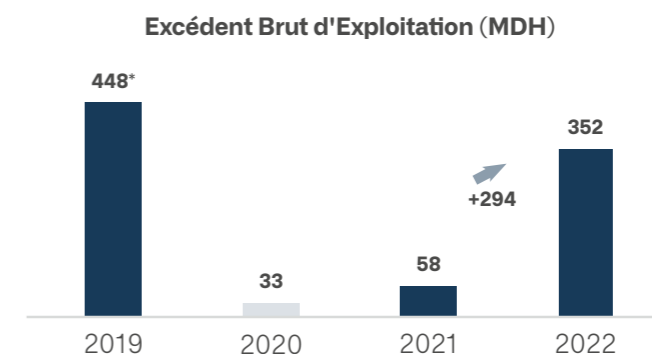
Un taux d'occupation à 51% (+17 pts par rapport à 2021), qui surperforme le taux d'occupation national.



Un chiffre d'affaires à 1 037 MDH, en progression de 97%

*En données comparables
Tous les chiffres sont issus des comptes consolidés aux normes IFRS
Sortie du périmètre RISMA du Sofitel Agadir Bay le 30 juin 2020

Un Excédent Brut d'Exploitation en très forte amélioration



Un EBE qui s'élève à 352 MDH, en progression de +294 MDH.

Résultat net, Part du Groupe

Le résultat net part du Groupe s'établit à 152 MDH au 31 décembre 2022, compte tenu de la reprise d'activité, mais également du résultat financier amélioré par les moratoires bancaires. Pour rappel, le RNPG de 2019 était de 140 MDH, avec des amortissements et provisions impactés par l'amortissement accéléré du Sofitel RBR (sortie du périmètre de RISMA) et des provisions pour risques et charges.

Dettes nettes

La dette nette consolidée** s'élève à 1 446 MDH au 31 décembre 2022, en baisse de 347 MDH par rapport à 2021 compte tenu de l'amélioration de l'exploitation des hôtels du Groupe. Le levier financier*** s'élève à 52% au 31 décembre 2022 contre 61% au 31 décembre 2021.

Émission d'un emprunt obligataire par placement privé

Dans le but de soutenir le développement de ses unités hôtelières et de diversifier ses sources de financement, RISMA a entrepris en 2022 une émission d'emprunts obligataires par le biais d'un placement privé, pour un montant total de 250 000 000 DHS. Cette opération a été structurée en une seule tranche à taux fixe, avec un remboursement in fine après une période de 5 ans, et a été exclusivement réservée aux investisseurs qualifiés.

Perspectives

- Depuis l'ouverture des frontières au 7 février 2022, les indicateurs ont connu une progression continue, avec une forte augmentation du chiffre d'affaires.
- Les rénovations des hôtels de RISMA continuent. Pour rappel, RISMA avait maintenu les rénovations de ses hôtels pendant la crise sanitaire.
- Par ailleurs, RISMA est en recherche continue de nouvelles opportunités de développement qui présentent une rentabilité satisfaisante.
- Ces éléments nous permettent d'envisager prochainement un retour aux performances de l'année de référence 2019 au cas où la situation sanitaire ne venait pas à changer.

* En données comparables

** La dette nette a été retraitée des intercos

*** Dette nette / (capitaux propres + dette nette)

Tous les chiffres sont issus des comptes consolidés aux normes IFRS

Rapport
ESG



PRÉAMBULE

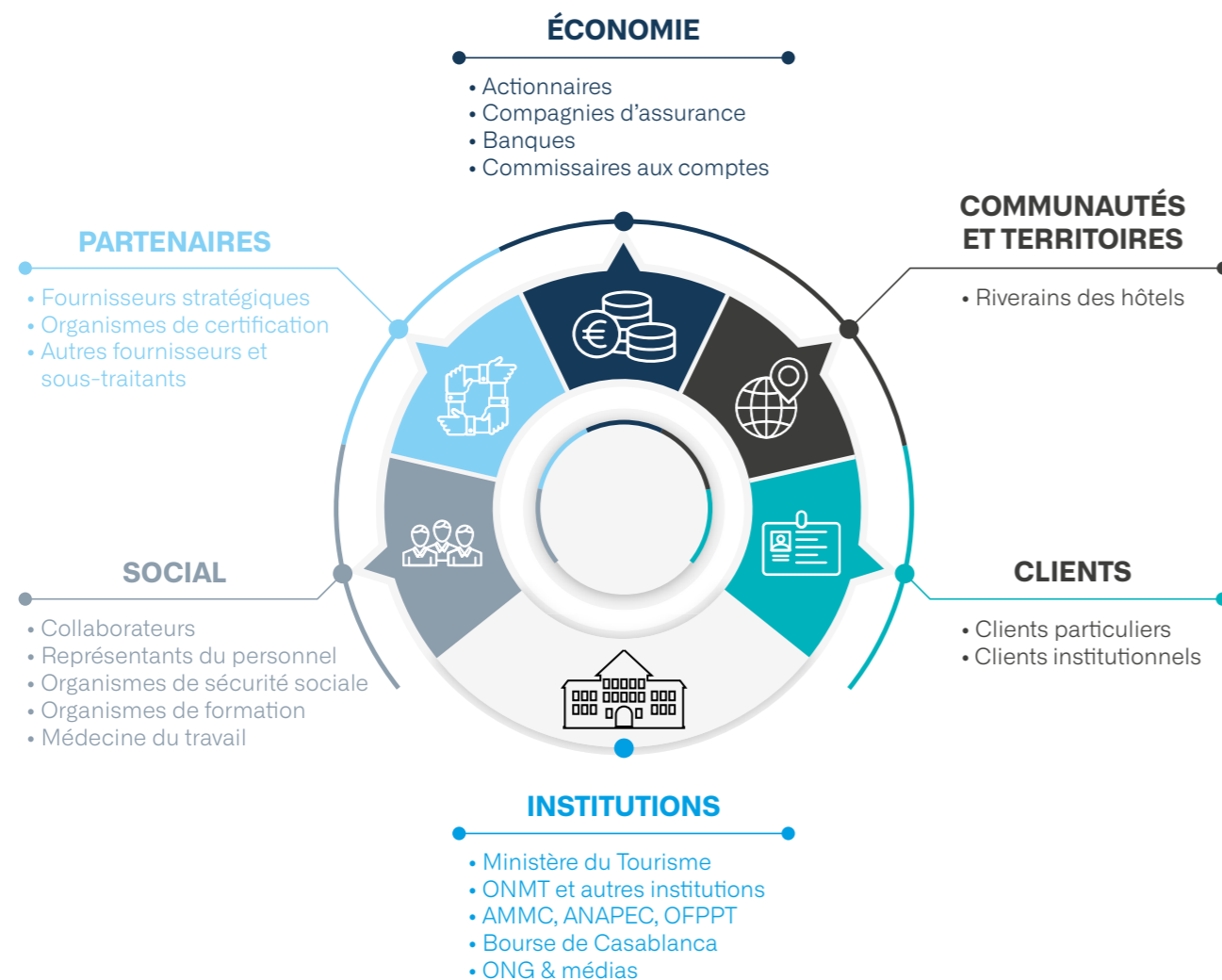
Les informations contenues dans le présent chapitre du Rapport Financier Annuel (RFA) de RISMA regroupent les informations et indicateurs extra-financiers, en réponse aux exigences de la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières.

UNE DÉMARCHE AU SERVICE DES PARTIES PRENANTES

Les unités hôtelières de RISMA se conforment à la stratégie du Groupe Accor, qui s'applique à tous les hôtels en gestion.

Elles s'engagent à respecter les valeurs éthiques du Groupe, notamment en respectant les droits de l'homme, en luttant contre la corruption, en protégeant la vie privée des clients, en favorisant le développement durable, en préservant les écosystèmes menacés, en luttant contre

l'exclusion et en soutenant les initiatives locales. RISMA est consciente de l'importance d'entretenir une relation positive avec ses parties prenantes, c'est ainsi qu'elle a dressé une cartographie de son écosystème afin d'identifier les parties prenantes avec lesquelles RISMA entretient des relations directes ou indirectes et mieux répondre à ses engagements.



LES COLLABORATEURS, CAPITAL DE RISMA

Grâce au partenariat stratégique avec le Groupe Accor, RISMA bénéficie de l'expertise et des outils développés par le Groupe en matière de gestion des ressources humaines.

En effet, RISMA décline la politique du Groupe dans ses hôtels et met en place des pratiques de gestion de carrière, de formation et de promotion

de la diversité conformes aux standards établis par le Groupe Accor.

Cette collaboration permet à RISMA de renforcer ses pratiques de gestion des ressources humaines et d'améliorer la qualité de vie au travail de ses employés.

Répartition de l'effectif par genre

	2020	2021	2022
Femmes	506	481	451
Hommes	908	852	804
Effectif total	1 414	1 333	1 255

Répartition de l'effectif par catégorie

	2020	2021	2022
Femmes cadres	81	77	90
Femmes non cadres	425	404	361
Total femmes	506	481	451
Hommes cadres	132	113	129
Hommes non cadres	776	739	675
Total hommes	908	852	804
Effectif total	1 414	1 333	1 255

Répartition de l'effectif par nature du contrat de travail

	2020	2021	2022
CDD	1	3	6
CDI	1 413	1 330	1 249
Saisonniers	0	0	835
Effectif total	1 414	1 333	2 090

Dès 2018, RISMA a mis en place une politique de promotion de la diversité au sein de ses unités en adhérant au réseau international RIISE.

Cette initiative vise à encourager la diversité, la parité et l'équité au sein de l'entreprise et de lutter contre les stéréotypes, le sexisme ordinaire et le harcèlement sexuel.

Dans ce cadre, RISMA s'est fixé l'objectif d'augmenter le nombre de femmes occupant des postes d'encadrement et le nombre de femmes directrices d'hôtels dans l'ensemble de ses unités hôtelières. En 2022, les efforts de RISMA ont porté leurs fruits, avec une part des femmes occupant des postes d'encadrement atteignant 41% et 5 femmes occupant le poste de directrice d'une unité hôtelière.

Cette réussite témoigne de l'engagement de RISMA en faveur de la promotion de la diversité et de l'égalité des genres au sein de l'entreprise, ainsi que de son engagement à atteindre des objectifs clairement définis pour améliorer sa performance en la matière.



Un canal de signalement sécurisé

Une plateforme d'alerte confidentielle est mise à la disposition de tous les hôtels pour que les employés puissent signaler en toute sécurité tout comportement non conforme ou exprimer leurs préoccupations. Cette plateforme couvre toutes les situations potentielles telles que la corruption, la fraude, la pollution, le harcèlement

moral ou sexuel, le travail des enfants, la liberté syndicale, la sécurité alimentaire et la gestion des déchets.

En outre, les hôtels du Groupe utilisent diverses signalétiques et affichages pour sensibiliser les employés à ces questions.

RISMA priorise la pérennisation de l'emploi, elle fait toutefois appel à du personnel saisonnier durant les hautes saisons de son activité.



Répartition de l'effectif par ancienneté

	2020	2021	2022
Moins de 2 ans	84	39	130
Entre 2 et 5 ans	171	176	458
Entre 5 et 10 ans	421	357	226
Entre 10 et 12 ans	135	141	155
Entre 12 et 20 ans	416	432	203
Entre 20 et 25 ans	89	101	37
Plus de 25 ans	98	87	46
Effectif total	1 414	1 333	1 255

La marque employeur de RISMA se reflète à travers la longévité de son personnel, et grâce à la culture d'entreprise partagée par l'ensemble des collaborateurs.



35%

EFFECTIF AVEC PLUS DE 10 ANS D'ANCIENNETÉ

Évolution de l'emploi

	2020	2021	2022
Recrutements	24	22	69
Démissions	83	89	121
Licenciements	19	54	7

Organisation de sessions de formation

Les activités de RISMA dépendent fortement du capital humain et de la qualité du service pour leur réussite.

Dans le cadre de son partenariat stratégique avec le Groupe Accor, RISMA fournit des formations dispensées par des professionnels pour améliorer les compétences métier de tous ses collaborateurs, afin de pouvoir offrir un excellent service aux clients et aider les effectifs

à atteindre leur plein potentiel professionnel. Le cycle de formation, basé sur le référentiel du Groupe Accor, vise également à développer les compétences managériales et de leadership pour préparer les collaborateurs à des évolutions de carrière.

En 2022, 29,3% des collaborateurs de RISMA ont bénéficié de formations, avec un budget annuel total alloué de 544 931 DH.



Dialogue social

Dans le cadre de la promotion d'une culture d'entreprise positive et solide au sein de ses effectifs, RISMA priorise la communication transparente et ouverte avec ses collaborateurs.

Le dialogue social au sein de RISMA contribue à mieux comprendre les attentes des employés et joue un rôle crucial dans la prise de mesures pour mieux répondre à leurs besoins.

	2020	2021	2022
Nombre de jours de grève	0	0	0
Nombre de représentants du personnel	26	26	50

Santé et sécurité au travail

RISMA accorde une attention particulière aux aspects de santé et de sécurité au travail.

La sensibilité de son activité rend obligatoire le respect des règles instaurées, que ce soit par les collaborateurs ou les partenaires qui ont accès aux locaux.

	2020	2021	2022
Nombre d'accidents de travail avec arrêt	20	13	13



Santé et sécurité des clients

Le Groupe Accor a élaboré un référentiel de normes d'hygiène et de propreté encore plus rigoureuses. Le label ALLSAFE, approuvé par Bureau Veritas, instaure des normes strictes en matière de propreté et de désinfection pour toutes les zones sensibles et les chambres. Les unités hôtelières propriété de RISMA ont été labellisées ALLSAFE par un auditeur tiers pour garantir le respect des normes de sécurité sanitaire.

En outre, 8 établissements ont également obtenu le label Welcome Safely, développé par le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport

aérien et de l'Économie Sociale.

Toutes les unités hôtelières de RISMA répondent aux normes de sécurité sanitaire et alimentaire, avec des audits réguliers effectués par un prestataire externe selon les exigences du Groupe Accor et de la législation en vigueur au Maroc.

Les restaurants des différentes unités ont également pris des dispositions pour produire des repas équilibrés tout en prenant en compte les différents aspects liés aux allergies et intolérances alimentaires.

Relations avec les fournisseurs

La charte Achats 21 du Groupe Accor est utilisée par RISMA pour gérer les achats de ses 23 unités hôtelières.

Cette charte éthique vise à respecter les règles de concurrence en utilisant des appels d'offres et des procédures de référencement transparentes, équitables et basées sur des critères objectifs.

La charte vise également à sélectionner des fournisseurs qui respectent les engagements en matière d'amélioration des performances environnementales, de respect des conditions sociales et de limitation des emballages dans les produits fournis.

Pour les achats en matière de blanchisserie, RISMA a opté pour des fournisseurs utilisant des produits respectueux de l'environnement.

Quant aux achats de produits alimentaires destinés aux préparations en cuisine, l'équipe achats utilise la liste rouge mondiale des espèces menacées de l'UICN pour éviter de proposer des produits provenant d'espèces en voie de disparition.

Des audits sont effectués par RISMA auprès de ses fournisseurs, notamment lors de leur référencement, dans le cadre de cette charte.

Impact sur l'environnement et les communautés

Le Groupe Accor a initié le programme "Plant for the Planet" dans le cadre de son initiative "Planet 21". Ce programme vise la réduction de l'emprunte carbone, notamment grâce à son action finalisée de plantation de 10 millions d'arbres dans le monde.

En partenariat avec l'ONUDI et 10 coopératives féminines pratiquant l'agroforesterie, RISMA avait lancé le programme de plantation d'arbres à Ouezzane dans la région du Rif en 2011 pour lancer le programme localement.

Ce programme a deux objectifs principaux : limiter l'érosion des sols et permettre aux femmes de la région de générer des revenus grâce à la vente d'olives.

Depuis son lancement, le programme a permis la plantation de 30 000 arbres et a permis à 350 femmes de gagner leur vie grâce à cette activité.

Afin d'encourager l'économie circulaire, les hôtels RISMA s'approvisionnent en huile d'olive biologique et équitable en provenance de ces coopératives, ce qui contribue à l'économie circulaire.

En dehors de ce programme, chaque unité hôtelière a la liberté de nouer des partenariats avec des associations locales pour réaliser des actions ayant un impact social ou environnemental.



Politique de prévention du harcèlement

La politique du Groupe Accor vise à prévenir toute forme de harcèlement dans ses hôtels dans le monde entier.

RISMA a mis en place un dispositif pour lutter contre toutes les formes de harcèlement moral ou sexuel, conformément à cette politique, dès 2019 après la phase pilote dans les hôtels Accor en France.

Un système d'alerte a été créé pour permettre à chaque employé de signaler un incident de manière anonyme et sécurisée.

Chaque incident est rapporté et suivi pour une action corrective.

Un dispositif similaire est également disponible pour les clients des unités hôtelières.

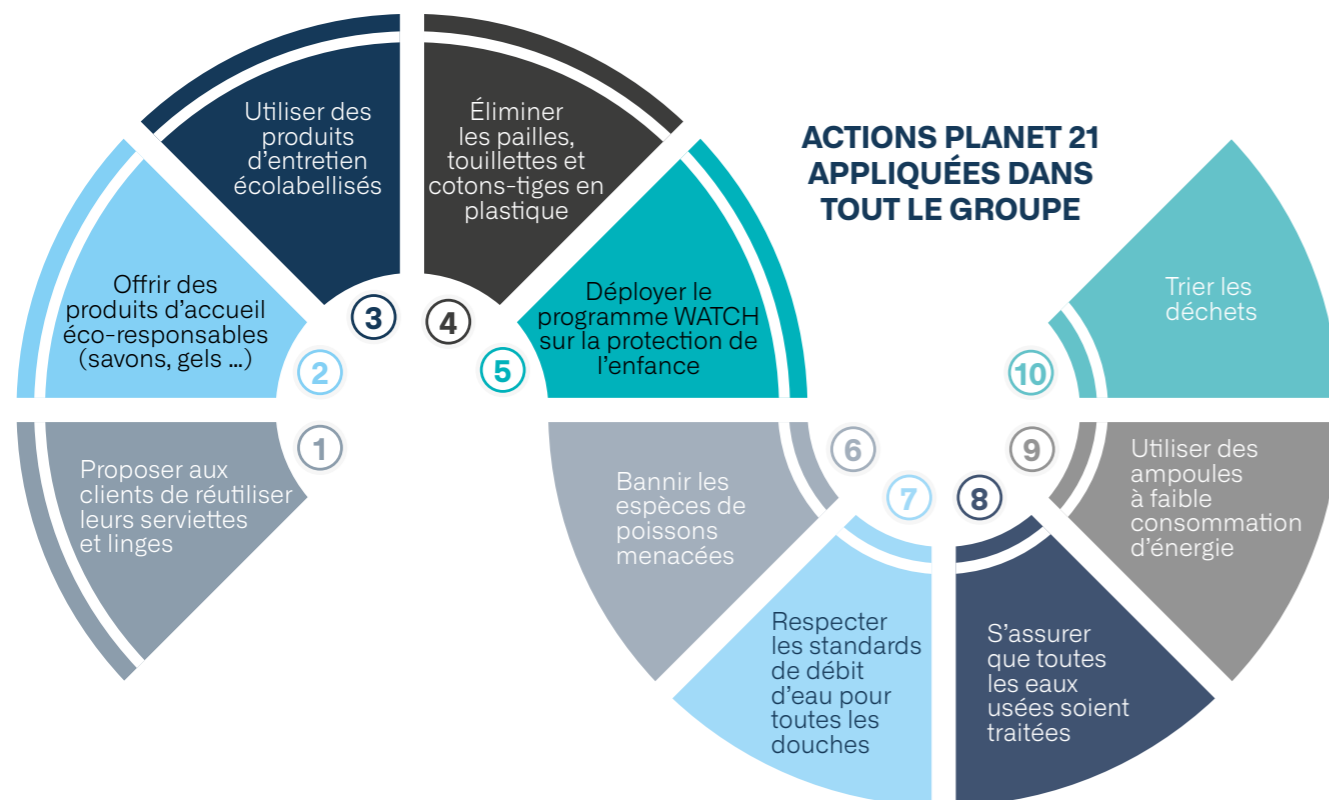
UNE DÉMARCHE ACTÉE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



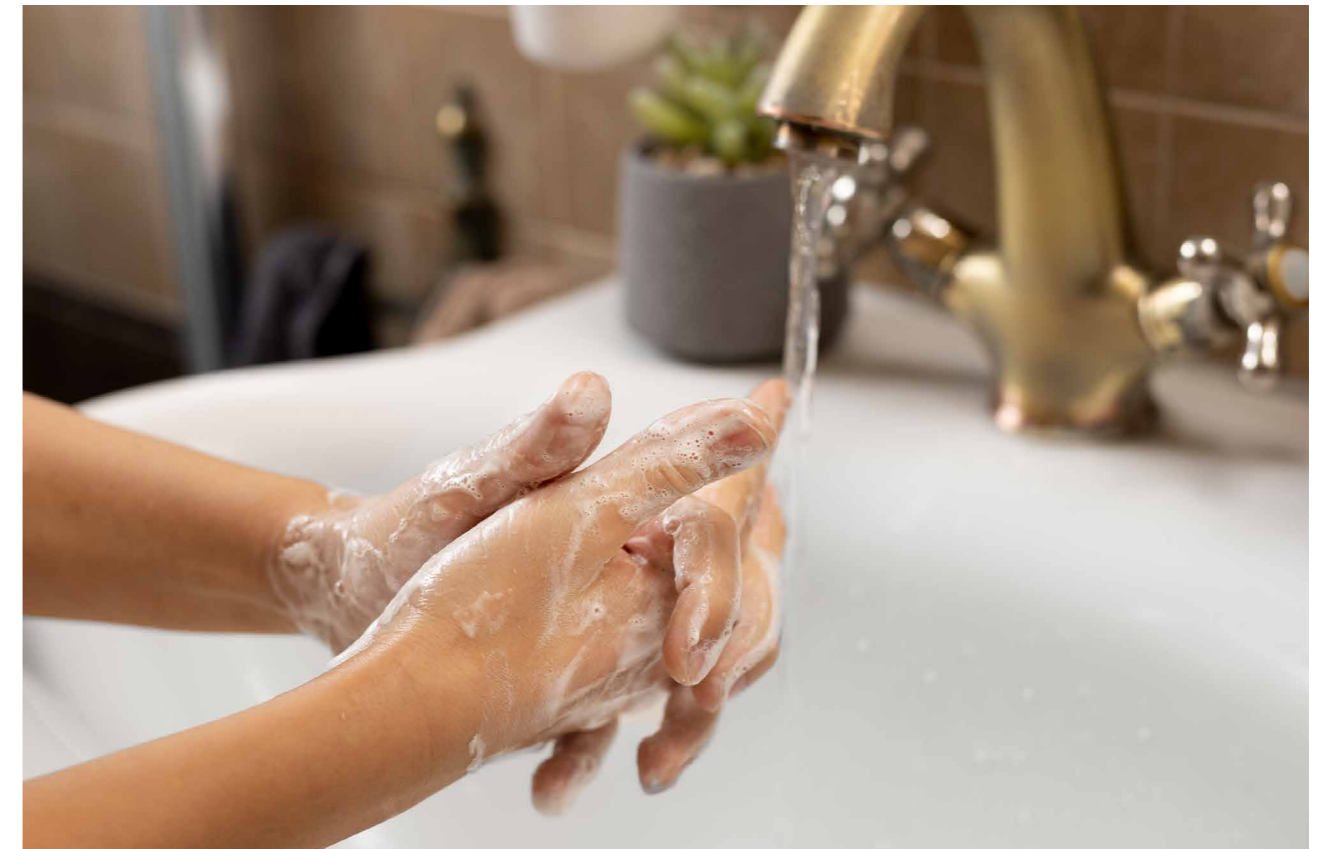
Dans le cadre du programme Planet 21 du Groupe Accor, instauré dans tous les hôtels détenus ou gérés par le Groupe, des actions sociales et environnementales ont été mises en place au sein des unités hôtelières de RISMA, et qui permettent de piloter sa démarche de progression en matière de développement durable.

En tant que partenaire d'Accor, RISMA a commencé à déployer le programme Planet 21 dans toutes ses unités hôtelières dès 2011, avec des actions en faveur de la protection de l'environnement initiées dès 2008. Ce programme basé sur le principe de classement des unités selon un niveau bronze, argent, or et platine a pour objectif d'assurer une cohésion entre les membres de l'équipe et à engager les clients et les partenaires, afin de répondre aux attentes croissantes des clients en matière de questions sociétales et environnementales.

En 2022, tous les hôtels du Groupe ont réalisé de bonnes performances dans le cadre de Planet 21 avec l'application et la réalisation complètes des dix actions obligatoires du programme ainsi que l'atteinte d'un niveau minimum ARGENT pour tous les hôtels.



UNE GESTION ADÉQUATE DES RESSOURCES HYDRIQUES



La gestion efficace de la ressource en eau est essentielle dans le secteur hôtelier. Pour piloter la consommation en eau de manière optimale, RISMA a déployé un système de suivi de la consommation d'eau dans toutes ses unités hôtelières dès 2008. Ce système, qui utilise des compteurs spécifiques pour chaque branche d'activité, permet d'identifier les éventuels dysfonctionnements nécessitant une intervention, ainsi que de mettre en place des plans d'action pour optimiser la consommation d'eau. En 2022, la consommation d'eau du Groupe RISMA était de 330 724 m³.

Dans ce même contexte, le Groupe a également effectué un investissement majeur en installant une unité de traitement des eaux usées à l'Hôtel Sofitel Agadir, et ce, depuis 2020. Grâce à cet investissement, l'hôtel a pu traiter 40% de sa consommation annuelle d'eau en 2022 et réutiliser cette eau traitée pour arroser ses espaces verts.



40% CONSOMMATION D'EAU EST TRAITÉE ET RÉUTILISÉE



-21% CONSOMMATION D'EAU PAR NUITÉE



UNE OPTIMISATION DES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES

Dans le cadre de la production d'eau chaude sanitaire, du chauffage des chambres et de l'utilisation en cuisine, les unités hôtelières de RISMA utilisent diverses sources d'énergie.

RISMA a d'ailleurs mis en place des systèmes de gestion de l'énergie dans plusieurs de ses unités hôtelières, y compris les hôtels Ibis Casa Voyageurs, Ibis Rabat, Sofitel Rabat et Sofitel Marrakech, dans le but de gérer et surveiller leurs consommations d'énergie à grande échelle et en temps réel.

Ce système permet à ces établissements de prendre des mesures d'amélioration pour limiter leur impact environnemental de manière durable et continue.



-24% CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE PAR CHAMBRE LOUÉE

En conformité avec les engagements du programme Planet 21, visant la réduction des émissions de CO₂, RISMA a installé des bornes de recharge pour voitures électriques au niveau des 3 Sofitel: Marrakech, Rabat, et Agadir. Ceci permet à ces hôtels d'offrir à leurs clients attachés aux nouveaux modes de mobilité une expérience différenciante.

Dans le but de réduire son empreinte carbone, RISMA a investi 13 MDH dans plusieurs projets d'amélioration énergétique. Ces projets incluent l'acquisition de nouveaux équipements plus

respectueux de l'environnement, notamment l'installation de nouveaux panneaux solaires photovoltaïques pour la production d'électricité, des panneaux solaires thermiques pour la production d'eau chaude sanitaire et des pompes à chaleur haute température, également destinées à la production d'eau chaude sanitaire. RISMA avait également lancé un programme de migration de ses chaudières à gaz vers des solutions électriques lors des rénovations et des nouvelles constructions, lorsque l'infrastructure le permet.



13 MDH D'INVESTISSEMENTS RÉALISÉS EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE



6% ÉCONOMIE ANNUELLE GRÂCE AUX PANNEAUX SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES



13% ÉCONOMIE ANNUELLE GRÂCE AUX PANNEAUX SOLAIRES THERMIQUES



30% ÉCONOMIE ANNUELLE GRÂCE AUX POMPES À CHALEUR



486 TONNES D'ÉMISSION DE CO2 ÉVITÉES



6% ÉCONOMIE GLOBALE ESTIMÉE GRÂCE AUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS

Dans le but de réduire son empreinte carbone, RISMA a commencé à installer des panneaux solaires pour la production d'eau chaude sanitaire dès 2000 à Meknès, puis à Fès et Marrakech.

Dans le cadre de ses projets de réduction et d'optimisation de la consommation énergétique, les équipes de RISMA ont adopté un système

permettant de récupérer l'eau chauffée dans le système de climatisation et de la réutiliser dans le système de production d'eau chaude sanitaire, grâce à une pompe à chaleur.

Ce système a permis aux hôtels équipés de réduire leur consommation énergétique pour la production d'eau chaude sanitaire de 40 à 50 % pendant les périodes de forte affluence.

	2020	2021	2022
Énergie globale (en KWH)	25 159 772	29 414 985	35 087 686
Électricité (en KWH)	18 259 866	21 942 721	26 472 122
Combustible (en KWH)	6 836 044	7 400 734	8 540 124
Énergie solaire (en KWH)	62 580	71 530	75 440

1^{ER} HÔTEL EN AFRIQUE LABELLISÉ HAUTE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE (HQE NIVEAU EXCEPTIONNEL)



En 2017, RISMA a ouvert l'hôtel Ibis Casablanca Voyageurs, illustrant ainsi sa volonté de s'engager dans des projets de construction durables et respectueux de l'environnement. Il s'agit du premier hôtel en Afrique à avoir obtenu le label HQE NIVEAU EXCEPTIONNEL, une reconnaissance internationale dans le secteur de la construction immobilière durable. L'Ibis Casablanca Voyageurs a été spécialement conçu pour minimiser sa consommation énergétique, avec une proportion de 30% de ses besoins provenant de sources d'énergie renouvelable.

DES ÉTABLISSEMENTS PERFORMANTS EN TERMES DE GESTION DES DÉCHETS

Le programme Planet 21 mis en place au sein des unités hôtelières de RISMA met l'accent sur la réduction progressive des déchets alimentaires et leur recyclage, conformément à la réglementation en vigueur et aux filières de valorisation reconnues. Toutes les unités hôtelières de RISMA trient les déchets en amont pour faciliter leur enlèvement et leur revalorisation par les prestataires disposant de solutions locales de recyclage.

Le groupe envisage également de remplacer les produits et contenants utilisés dans les

salles de bain de ses chambres d'hôtels par des produits écolabellisés, dans sa volonté d'améliorer constamment ses performances en matière de protection de l'environnement.

En 2022, RISMA a fait un pas de plus dans sa politique de protection de l'environnement en mettant à jour son guide opérationnel pour l'élimination de la pollution plastique.

Cette mise à jour du guide vise à renforcer les actions déjà en place pour réduire l'utilisation du plastique dans les différents établissements du groupe.



GOVERNANCE

RISMA est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance. Cette structure duale permet de distinguer les fonctions de direction et de gestion, assumées par le Directoire, des fonctions de contrôle et de décision que le Conseil de Surveillance prend en charge.

Cette dualité offre un meilleur cadre pour le respect des principes de gouvernance d'entreprise, notamment en matière de séparation et d'équilibre des pouvoirs entre les fonctions exécutives et les fonctions de contrôle.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

En plus d'assurer le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire, le Conseil de surveillance se charge aussi de définir les grandes orientations à long terme que doivent suivre les actions du Directoire.

En 2022, le Conseil de Surveillance a tenu 5 réunions, avec un taux de présence de 100%.

INDÉPENDANCE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

La présence de membres du Conseil indépendants vise à offrir à l'ensemble des actionnaires l'assurance d'une indépendance d'analyse, de jugement, de décision et d'action, au service de l'intérêt social, au sein de l'instance collégiale qu'est le Conseil de Surveillance. Actifs et impliqués, leur liberté de jugement et de parole contribue à la qualité des débats et délibérations. Leur expérience professionnelle ou personnelle offre un éclairage extérieur et utile à l'entreprise.

RISMA a pris les dispositions nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 41 bis de la loi n° 20-19, publiées au bulletin officiel en avril 2019, modifiant et complétant la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, et notamment sur les critères d'indépendance des administrateurs. Le Conseil de Surveillance de RISMA est composé de deux administrateurs indépendants M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI et Mme Ghislane GUEDIRA BENNOUNA.

LE DIRECTOIRE

Nommé pour 5 ans par le Conseil de Surveillance, le Directoire assure la Direction exécutive du groupe RISMA. Il se charge de la mise en œuvre de la stratégie et contribue à sa définition au préalable, en accord avec les grandes orientations à long terme, fixées par le Conseil de Surveillance.

Le Directoire compte à ce jour 2 membres, dont un Président.

COMPOSITION DU DIRECTOIRE

L'ensemble des membres du Directoire sont des membres exécutifs

Membre	Fonction	Date de nomination/ renouvellement	Date d'expiration du mandat
M. Mohammed Amine ECHCHERKI	Président du Directoire	20 mars 2018	Conseil de Surveillance examinant les comptes de l'exercice 2022
Mme Sofia LOPEZ BENHAMIDA	Membre du Directoire	20 mars 2018	Conseil de Surveillance examinant les comptes de l'exercice 2022

M. MOHAMMED AMINE ECHCHERKI

Président du Directoire

M. ECHCHERKI est titulaire d'un diplôme de l'École Supérieure d'Informatique de Paris et d'un MBA de l'université Henley au Royaume-Uni. Il débute sa carrière en 1990 au siège d'IBM en France où il a occupé successivement les fonctions d'ingénieur d'affaires, puis de directeur chargé d'affaires et ensuite de directeur des opérations Afrique et Moyen Orient.

M. ECHCHERKI est nommé en 1999 Président Directeur Général d'IBM Maroc et a occupé ce poste jusqu'en 2007. Il devient ainsi le premier marocain à diriger IBM depuis sa création au Maroc et le plus jeune Président Directeur Général pays du groupe IBM à 34 ans.

M. ECHCHERKI a rejoint le groupe FinanceCom en 2007, il a occupé successivement les postes suivants, PDG de Magshore (filiale spécialisée en offshoring), Président de FinaTech Group (société spécialisée dans l'énergie et des technologies numériques de l'information et de la communication), Président de Budget Locasom (filiale à 100% de BMCE Bank, en charge de la location longue durée du parc automobile), et Président du Directoire du Groupe RISMA depuis mai 2012.

MME SOFIA LOPEZ ÉPOUSE BENHAMIDA

Membre du Directoire

Mme BENHAMIDA est diplômée de l'École des Hautes Études Commerciales du Nord (Edhec Lille), programme Grandes Écoles.

Mme BENHAMIDA débute sa carrière en 2001 au sein du cabinet Mazars & Guerard à Paris où elle exerce la fonction de responsable de missions d'audit.

En 2004, elle rejoint le Groupe Accor à Paris, au sein de la direction de la consolidation. En 2008, elle est transférée au siège d'Accor Gestion Maroc, en tant que Directrice Financière et Administrative Adjointe.

Mme BENHAMIDA est nommée Directrice Financière du Groupe RISMA en septembre 2010, et est nommée membre du Directoire en charge de la finance en décembre 2012.

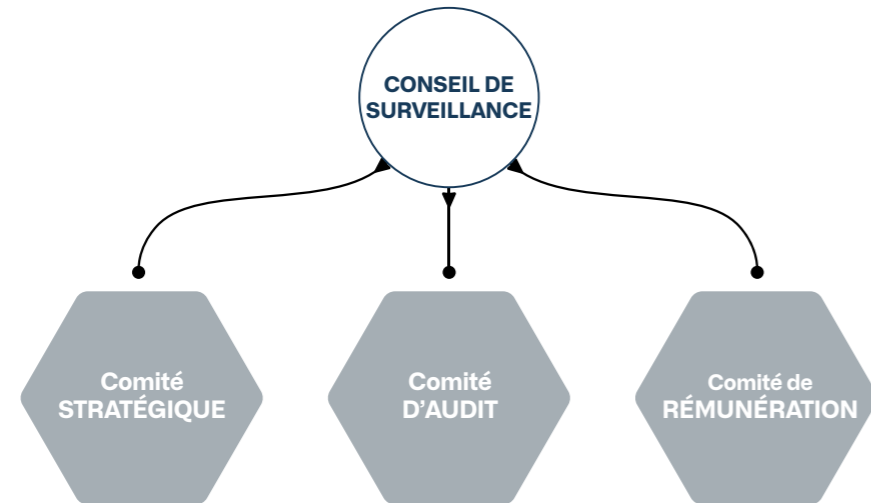
COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance de Risma est composé de 12 membres tous non exécutifs, dont 2 indépendants.

	Noms et prénoms	H/F	Date de nomination/ renouvellement	Date d'échéance du mandat	Biographie	Nombre de mandats dans d'autres sociétés	Assiduité	Appartenance à des comités	Fonction au sein des comités
Président du Conseil de Surveillance	M. Sven BOINET	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Sven BOINET est Président de SB Conseil, Directeur de la Société du Dinard Golf SAS, Président de l'Alliance France Tourisme et Président du Conseil de Surveillance de RISMA. Il est également membre du Conseil d'Administration de l'Institut Paul Bocuse et membre du Haut Comité de Gouvernement d'Entreprise (HCGE). M. BOINET a démarré sa carrière professionnelle dans l'industrie pétrolière, puis dans le consulting. Il a par la suite occupé les postes de Président-Directeur Général de Pierre & Vacances Tourisme Europe, de Directeur Général et Administrateur de Pierre & Vacances SA, de Directeur Général du Groupe Pierre & Vacances Maroc, de Directeur Général délégué des services hôteliers, France et Amérique latine d'Accor SA et de Directeur Général du Groupe Lucien Barrière SAS. M. BOINET est diplômé de l'Université de Stanford et de l'École Centrale Paris.	7	100%	Comité de rémunération	Président du Comité
	M. Azeddine GUESSOUS	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Azeddine GUESSOUS a démarré sa carrière au bureau parisien de l'OCP avant de devenir Directeur Financier du Groupe. Nommé Ministre du Tourisme en 1978, puis Ministre du Commerce et de l'Industrie, il a été nommé Ambassadeur du Maroc en Espagne en 1986. M. Azeddine Guessous a été nommé à la tête de la Caisse interprofessionnelle marocaine de retraite (CIMR) puis à la tête de l'assurance Watanya qui venait de passer sous la coupe de FinanceCom. En 2004, M. Guessous prend la tête de Maghrebail. M. Azeddine Guessous est diplômé d'HEC Paris.	13	100%	Comité stratégique	Membre du Comité
Membres Non exécutifs	M. Nicolas BROUSSAUD	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Nicolas BROUSSAUD est Senior Vice President M&A au sein du Groupe Accor. Avec près de 15 ans au sein du groupe, M. Broussaud s'est d'abord occupé du développement du groupe au Moyen-Orient, avant de prendre en charge les fusions et acquisitions. M. Broussaud est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de HEC.	4	100%	Comité d'audit	Membre du Comité
	M. Zouheir BENSAID	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Zouheir BENSAID est Président Directeur Général de RMA WATANYA. Il siège au Conseil d'administration de la Compagnie Générale Immobilière, Maghrebail, Bank Of Africa et Lyonnaise des Eaux de Casablanca.	22	100%	Comité stratégique Comité de rémunération	Membre du Comité Membre du Comité
	M. Adil DOUIRI	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Adil DOUIRI est Fondateur et Gérant de MUTANDIS, il est co-fondateur de la première banque d'affaires du Royaume, CFG Bank. Il en a été Président du Conseil de Surveillance jusqu'en novembre 2002. Il a ensuite été nommé Ministre du Tourisme en novembre 2002, puis Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale en juin 2004, et ce jusqu'en octobre 2007. Il est Président du Conseil d'administration de CFGBank depuis 2015, et administrateur de deux sociétés cotées en bourse, Résidences Dar Saada et Orascom Development (Zurich). Il est, par ailleurs, administrateur de plusieurs filiales des groupes Mutandis et Mutandis Automobile. M. Adil Douiri est diplômé de l'École Nationale des Ponts et Chaussées à Paris.	9	100%	Comité d'audit	Membre du Comité
	CIMR, représentée par M. Khalid CHEDDADI	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Khalid CHEDDADI est PDG de la CIMR et Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental du Royaume du Maroc. Il est Ingénieur de l'École Nationale Supérieure des Mines de Paris.	43	100%	Comité stratégique Comité de rémunération	Président du Comité Membre du Comité
	M. Hicham EL AMRANI	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Hicham EL AMRANI cumule une expérience de plus de 24 années dans les domaines de l'investissement Private Equity, du financement et de la stratégie d'entreprises multisectorielles. À la création de FinanceCom en 2001, M. EL AMRANI était en charge de la Direction Technologies & Télécoms. Nommé Directeur de la Stratégie & Développement entre 2005 et 2008, M. EL AMRANI a été promu Directeur Général Adjoint en 2008 avant de se voir confier la Direction Générale de la holding en juin 2010. Il a ainsi mis en place les Best Practices de pilotage de performance de plusieurs entités du portefeuille de la holding. De plus, il a opéré plusieurs opérations de M&A, financement LBO et de restructurations dans le cadre de la rationalisation du portefeuille de la holding et de l'optimisation de son endettement. En 2009, M. EL AMRANI a également coordonné le processus global d'acquisition de la participation de Portugal Télécom & Telefonica dans Medi Telecom-Orange et celui de la cession de 40% de cette société à Orange en 2010. Il est à ce titre administrateur et membre permanent des différents organes de Gouvernance de Medi Telecom-Orange. En sus de ses fonctions, M. EL AMRANI est Administrateur de RMA, CTM, RISMA, Air Arabia, Finattech, Colliers International Maroc, et Président du Comité d'Audit de Air Arabia Maroc, Meditélécom-Orange, RISMA & CTM. M. EL AMRANI est Ingénieur de l'École Hassania des Travaux Publics et titulaire d'un MBA et d'un Graduate Certificate dans le Manufacturing and Service Management de la Southern New Hampshire University, de l'Executive Program de la Singularity University ainsi que du Leadership Executive Program de l'Université de Yale.	21	100%	Comité d'audit	Membre du Comité
	M. Christian KARAOGLANIAN	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Christian KARAOGLANIAN a démarré sa carrière professionnelle au sein du groupe Jacques Borel en tant que responsable du développement général de la restauration. Il a occupé par la suite la fonction de Directeur du développement Catering overseas de Jacques Borel International. Il a rejoint le pôle hôtelier du Groupe Accor en 1984 et devient en 1997 Directeur du développement hôtelier. Il est depuis 2017 conseiller du Président d'Accor. M. Christian KARAOGLANIAN est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris.	31	100%	Comité stratégique Comité d'audit	Membre du Comité Membre du Comité
	MAMDA - MCMA, représentée par M. Hicham BELMRAH	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Hicham BELMRAH est Président du Directoire de MAMDA-MCMA depuis décembre 2009. Expert-comptable et commissaire aux comptes, M. Belmrah a effectué une carrière de plus de 25 ans en audit et conseil auprès du cabinet Ernst & Young. M. Belmrah assure également les fonctions de Président du Directoire de MCMA - Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances, Président du Directoire de MAC - Mutuelle Attamine Chaabi et Administrateur Directeur Général de MAMDA RE Société de réassurance. M. Belmrah est diplômé de l'Université de Bordeaux.	30	100%		
	M. Sami NASSER	H	15/12/2021	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2026	Depuis 2018 monsieur Sami Nasser est COO Middle East, Africa & Turkey au sein du groupe Accor. Il a plus de 25 ans d'expérience dans le secteur de l'hôtellerie avec des groupes internationaux dont Accor et FRHI. Monsieur Nasser a obtenu un diplôme de l'Advanced Management Programme de l'INSEAD, ainsi qu'un diplôme en Business Administration and Management de Cornell University. Il est également membre du Conseil d'Administration de plusieurs sociétés du secteur de l'hôtellerie.	8	100%	Comité stratégique	Membre du Comité
	M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI	H	29/6/2022	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2027	M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI est Président de MA Aerospace et Président honoraire du Groupement des Industries Marocaines Aéronautiques et Spatiales (GIMAS). Il a occupé différents postes au sein de la Royal Air Maroc avant d'en être nommé, en 2003, Directeur Général adjoint, chargé des affaires commerciales et Internationales. Il a été par la suite Président ou Administrateur de sociétés Aéronautiques comme Safran, MATIS Aerospace, et l'Institut des Métiers de l'Aéronautique. Il est aussi Président de Midparc, le cluster aéronautique de Nouaceur. M. BENBRAHIM EL ANDALOUSSI est diplômé de l'Institut National Polytechnique de Grenoble et membre de plusieurs Conseils Scientifiques d'Universités. Il a reçu la décoration royale d'Officier - Wissam Al Arch.	3	100%	Comité d'audit	Membre du Comité
	Mme. Ghislane GUÉDIRA BENNOUNA	F	28/7/2020	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2025	Mme Ghislane Guédira Bennouna est Directrice chargée de mission auprès du Président Directeur Général d'OCP. Diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP Europe), elle a exercé plusieurs fonctions au sein du Groupe OCP, où elle a notamment été Directrice du Pôle Finance et Contrôle de gestion du Groupe. Elle a ainsi été à l'initiative du rating international du Groupe OCP et de la diversification de ses sources de financement, à travers notamment le lancement d'émissions obligataires sur les marchés financiers nationaux et internationaux. Avant de rejoindre le Groupe OCP, Mme Guédira a exercé plusieurs fonctions de Direction au sein du Groupe ONA, devenu Al Mada, et a également été Secrétaire Générale du distributeur marocain de carburants Winxo. Mme Guédira a démarré sa carrière professionnelle dans l'audit auprès du cabinet Arthur Andersen à Paris.	10	100%	Comité d'audit	Présidente du Comité

COMITÉS

Dans le cadre de l'amélioration de sa gouvernance, le Groupe RISMA a mis en place trois comités :



LE COMITÉ STRATÉGIQUE

Le Comité stratégique assiste le Directoire à travers des propositions et orientations relatives au développement du Groupe RISMA et au suivi des projets stratégiques. Au cours de 2022, le Comité stratégique s'est réuni 2 fois.

Membre	Fonction au sein du comité
M. Khalid CHEDDADI	Président du Comité
M. Zouheïr BENSAID	Membre du Comité
M. Azeddine GUESSOUS	Membre du Comité
M. Christian KARAOGLANIAN	Membre du Comité
M. Sami NASSER	Membre du Comité

LE COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'audit se réunit 2 fois par an afin d'examiner les comptes semestriels et annuels du groupe, contrôler les comptes annuels consolidés par les Commissaires aux comptes, proposer la nomination de ces derniers et contrôler leur indépendance. En plus du contrôle des comptes et des Commissaires aux comptes, le Comité d'audit supervise les activités du contrôle interne de RISMA, contrôle le processus de reporting financier et examine le cadre d'analyse et de mesure des risques financiers et opérationnels.

Membre	Fonction au sein du comité
Mme. Ghislane GUEDIRA	Présidente du Comité
M. Hicham EL AMRANI	Membre du Comité
M. Adil DOUIRI	Membre du Comité
M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI	Membre du Comité
M. Nicolas BROUSSAUD	Membre du Comité

LE COMITÉ DE RÉMUNÉRATION

Le Comité de rémunération se charge de définir la politique de rémunération des membres du Directoire de RISMA.

Membre	Fonction au sein du comité
M. Sven BOINET	Président du Comité
M. Zouheïr BENSAID	Membre du Comité
M. Khalid CHEDDADI	Membre du Comité

PARITÉ

Le respect de la parité fait partie des préoccupations de RISMA, qui veille à s'y conformer. Ainsi, la représentation des femmes au Directoire est de 50%. Au niveau du Conseil de Surveillance, elle est de 8%.

PROCESSUS D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DE L'INSTANCE DE GOUVERNANCE

Chaque année, le Conseil de Surveillance évalue la performance des membres du Directoire quant à la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs.

RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

En 2022, le Conseil de Surveillance a décidé de ne pas distribuer de jetons de présence au titre de l'exercice 2021.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants, au titre de l'exercice 2022, s'élève à 14,4 MDH et inclut les directions suivantes : Directoire, Direction financière, Direction construction et Direction audit.

MANDATS DES ADMINISTRATEURS DANS D'AUTRES CONSEILS D'ADMINISTRATION

M. Sven BOINET

Société	Type mandat
ACCORINVEST	Administrateur
SIEHA	Administrateur
FINANCIÈRE LOUIS (POTEL & CHABOT)	Administrateur
PARIS SOCIETY	Administrateur
INSTITUT PAUL BOCUSE	Administrateur
HAUT COMITÉ DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE (HCGE)	Membre
ALLIANCE FRANCE TOURISME	Président

M. AZEDDINE GUESSOUS

Société	Type mandat
BANK OF AFRICA	Administrateur intuitu personae Représentant permanent de RMA
BANK OF AFRICA EUROPE (ex BMCE International Madrid)	Administrateur
BOA Group	Administrateur
RMA	Administrateur
LOCASOM	Administrateur
SETTAVEX	Administrateur
SONASID	Administrateur
RISMA	Administrateur
CFG	Administrateur
MAROCAINE DES TABACS	Administrateur
ALMA PACK	Administrateur
ALMA BAT	Administrateur
AL AKHAWAYN	Administrateur

M. Hicham El Amrani

Société	Type mandat
AIR ARABIA MAROC	Administrateur et représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
ARGAN INVEST	Président Directeur Général
BANK OF AFRICA (ex-BMCE Bank)	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
BRICO-INVEST	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
CAP ESTATE	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur et Directeur Général Délégué
COLLIERS INTERNATIONAL MAROC	Administrateur
CTM	Administrateur
CTM MESSAGERIE	Administrateur

DBM MEDIA GROUP	Administrateur, Vice-Président du Conseil d'Administration
FINANCIERE YACOUT	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur et Directeur Général Délégué
FINATECH GROUP	Administrateur
FONDATION OTHMAN BENJELLOUN	Membre Fondateur et Administrateur
INTERFINA	Administrateur et Directeur Général Délégué
MEDITELECOM (Orange)	Administrateur
MEDIUM FINANCE	Président Directeur Général
O CAPITAL AFRICA (ex FinanceCom Afrique)	Administrateur
O CAPITAL EUROPE (ex FinanceCom International)	Administrateur
O CAPITAL GROUP (Ex FinanceCom)	Administrateur et Directeur Général Délégué (Fonction Principale)
O TOWER	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
REVLY'S	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
SFCM	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur

M. Zouheir BENSALD

Société	Type mandat
AIR ARABIA	Administrateur
ARGAN INVEST	Administrateur
BANK OF AFRICA BMCE GROUP	Administrateur
CAP ESTATE	Administrateur
CFG	Administrateur
CTM	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur
DECROW CAPITAL	Administrateur
EURAFRIC INFORMATION	Administrateur
FINANCECOM	Administrateur
FINANCECOM INTERNATIONAL GROUPE	Administrateur
FINATECH GROUPE	Administrateur
INFRA INVEST	Président du Conseil d'Administration
LYDEC	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
MBT	Administrateur Directeur Général Exécutif
MEDIUM FINANCE GROUPE	Président Directeur Général
MUTANDIS	Administrateur
MUTANDIS AUTOMOBILE	Administrateur
MUTATIS	Administrateur
O TOWER ADMINISTRATEUR	Administrateur
REVLY'S GROUPE	Administrateur représentant de RMA

M. Nicolas Broussaud

Société	Type mandat
Gekko SAS	Président
Lido SA	Président du Conseil de Surveillance
KNSA Hôtels France	Administrateur
Ennismore Lifestyle Group Ltd	Administrateur

M. Christian Karaoglanian

Société	Type mandat
DoniK Consultants SAS	Président
Indevho	Président (via DoniK Consultants SAS)
ColSun Astor Saint-Honoré	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Aigle des Neiges	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Aubagne Gemenos	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Chamonix	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Claude Bernard Saint Germain	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Dolce Fregate	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Jules César	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Le Boucher Aubagnais	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Le Claret Bercy	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Le Grand Aigle	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Le Paradou	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Lès Valence	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Marmotel	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Mas des Herbes Blanches	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Montchalet Tignes	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Montmartre Mon Amour	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Mougins	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Moulin de Vernègues	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Nation	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Orange	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Petite Isle	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Pic Blanc	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Royal Ours Blanc	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Saint-Charles	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Savoies	Président et membre du Conseil de surveillance
KNSA	Membre du Conseil d'Administration
Ecole des Roches (société suisse)	Membre du Board
Sofitel Saint James de Londres (société de droit anglais)	Membre du Board
Sofitel Grand Amsterdam (société néerlandaise)	Membre du Board

M. Sami NASSER

Société	Type mandat
SOCIÉTÉ SIEHA (ALGÉRIE)	Président du Directoire
SOCIETE ACCOR GESTION MAROC (MAROC)	Représentant permanent de la Société Accor SA
SOCIÉTÉ MÖVENPICK MAN TUNISIA (TUNISIE)	Gérant
SOCIÉTÉ TUNISIA HOTELS & RESORTS (TUNISIE)	Président du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ EL GEZIRAH COMPANY FOR HOTELS AND TOURISM (EGYPTE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ TAMARIS TURIZM ANONIM SIRKETI (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIETE FHR GULF MANAGEMENT FZ-LLC (EMIRATS ARABES UNIS)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ "SAUDI FRENCH COMPANY FOR HOTEL MANAGEMENT" (ARABIE SAOUDITE)	Membre du Conseil d'Administration

M. Khalid Cheddadi en qualité de représentant permanent de la CIMR

Société	Type mandat
AFMA	Administrateur Représentant de la CIMR
AL MADA HOLDING	Administrateur Représentant de la CIMR
A6 IMMOBILIER	Administrateur Représentant de la CIMR
BANQUE POPULAIRE	Administrateur Représentant de la CIMR
BRASSERIES DU MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
CFG BANK	Administrateur Représentant de la CIMR
EQDOM	Administrateur Représentant de la CIMR
JORF FERTILIZERS COMPANY V	Administrateur Représentant de la CIMR
LAFARGE HOLCIM MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
OLEA CAPITAL FUND	Administrateur Représentant de la CIMR
SOCIETE DE SEL DE	Administrateur Représentant de la CIMR
MOHAMMEDIA	Administrateur Représentant de la CIMR
SOMED	Administrateur Représentant de la CIMR
SONASID	Administrateur Représentant de la CIMR
LESIEUR CRISTAL	Administrateur Président du Conseil d'Administration Représentant de la CIMR

M. Khalid Cheddadi

Société	Type mandat
ATLAS HOSPITALITY MOROCCO	Administrateur
COSUMAR Administrateur	Administrateur
OLEA TRADING	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE	Administrateur
BERTIN	Administrateur
OLEA CAPITAL SOCIETE	Administrateur
CENTRALE D'EXPLOITATION	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE III	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE II	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE I	Administrateur
SAPRESS	Administrateur - Président du Conseil d'Administration
WARAK PRESS	Administrateur - Président du Conseil d'Administration
AUTO HALL	Administrateur
CIH	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
H Partners	Membre du Conseil de Surveillance
AXA ASSURANCES MAROC	Administrateur
SOCHEPRESS	Administrateur - Président du Conseil d'Administration
UPLINE VENTURES	Administrateur - Président du Conseil d'Administration
RAMICAL	Administrateur - Président Directeur Général
AKILAM	Administrateur - Président Directeur Général
LARBEL	Gérant
CIMR FONCIA	Gérant
SICAV ATTADAMOUN	Administrateur - Président Directeur Général
SICAV TRESO PLUS	Administrateur - Président Directeur Général
SICAV IDDKHAR	Administrateur - Président Directeur Général
SICA AJIAL	Administrateur - Président Directeur Général
SICAV CIMR PREVOYANCE	Administrateur - Président Directeur Général

M. Hicham Belmrah

Société	Type mandat
BCP	Administrateur
Lesieur	Administrateur
Risma	Membre du Conseil de Surveillance
Maghrebail	Administrateur
Sonasid	Administrateur
Cosumar	Président du Conseil d'Administration
AL MADA	Administrateur
MAMDA	Président Directeur Général
MCMA	Président Directeur Général
MAC	Président du Directoire
CAM	Membre du Conseil de Surveillance
SOMED	Administrateur
Afriquia SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
CAT	Administrateur
Resort Co	Administrateur
MAMDA RE	Administrateur Directeur Général
AKWA Africa	Administrateur
Ryad Resort Developpement	Président du Conseil d'Administration
UIR	Membre du Conseil de Surveillance
OLEA CAPITAL	Président du Conseil d'Administration
ODYSSEY INTERNATIONAL	Membre du CS
OPCI EDUCAPITAL	Administrateur
OPCI CDV Patrimoine	Administrateur
YAMED EDUCATION	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
AL MADA Venture Cap	Administrateur
MASSIMISSA	Administrateur
MCR	Vice Président du Conseil
EURESA	Membre du Conseil de Gérance

M. Adil Douiri

Société	Type mandat
CFG Bank	Président
Distra SA	Président
LGMC Industries SA	Président
CMB Plastique SA	Président
Résidences Dar Saada	Administrateur
Isham Finance	Administrateur
Univers Motors Asie	PDG
Univers Motors Europe	PDG
Univers Motos distribution	PDG

M. Hamid Benbrahim El Andaloussi

Société	Type mandat
Safran Aircraft Engines Services Morocco	Administrateur
Institut des Métiers de l'Aéronautique	Administrateur
Groupement des Industriels de l'Aéronautique et du Spatial	Administrateur

MME. GHISLANE GUEDIRA BENNOUNA

Société	Type mandat
PRAYON (BELGIQUE)	Membre du Conseil d'Administration
ZMPPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
PPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
BSFT (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
OCP NORTH AMERICA (USA)	Membre du Conseil d'Administration
IMACID (MAROC)	Président du Conseil d'Administration
SAEDM (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
CDG CAPITAL	Administrateur
UM6P (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P ENDOWMENT HOLDING (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration

RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

Conformément aux exigences réglementaires, RISMA informe régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriés l'ensemble des publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

Au cours de l'année 2022, RISMA a publié ses informations financières selon le calendrier suivant :

Communiqué de presse	Date de publication
Indicateurs du 4 ^{ème} trimestre 2021	28/02/2022
Résultats 2021	31/03/2022
Indicateurs du 1 ^{er} trimestre 2022	31/05/2022
Indicateurs du 2 ^{ème} trimestre 2022	31/08/2022
Résultats financiers du 1 ^{er} semestre 2022	30/09/2022
Indicateurs du 3 ^{ème} trimestre 2022	30/11/2022
Émission obligataire ordinaire par placement privé de 250 millions de dhs	13/12/2022

Comptes annuels et
RAPPORTS



Comptes
CONSOLIDÉS

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les résultats de l'année 2022 sont marqués par la reprise de l'activité.

I) Comptes consolidés résumés et annexes

1) Compte de résultat consolidé

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Chiffre d'affaires	524 870	1 036 566
Charges d'exploitation	(466 503)	(678 766)
Résultat Brut d'Exploitation	58 367	357 800
Loyers	(776)	(5 549)
Excédent brut d'exploitation	57 591	352 251
Amortissements et provisions	(141 107)	(148 248)
Résultat d'exploitation	(83 516)	204 004
Résultat financier	(95 226)	(58 325)
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(836)	7 593
Résultat avant impôt	(179 578)	153 271
Résultat de la gestion des autres actifs	15 817	15 817
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT IMPÔT	(163 760)	169 088
Dépréciation d'actif		
Impôts	(20 386)	(10 389)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(184 147)	158 699
Intérêts minoritaires	12 317	(6 625)
Résultat Net part du Groupe	(171 829)	152 075
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 326 947	14 326 947
Résultat net par action (en MAD)	(12)	11
Résultat net dilué par action (en MAD)	(12)	11
DIVIDENDE PAR ACTION (en MAD)	N/A	N/A

▪ Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2022 s'élève à 1 037 MDH en hausse de 97% par rapport au 31 décembre 2021.

▪ Excédent brut d'exploitation (EBITDA)

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA) est de 352 MDH en hausse de 295 MDH par rapport au 31 décembre 2021.

▪ Résultat Net Part Du Groupe (RNPG)

Un Résultat Net Part du Groupe de 152 MDH, en hausse de 324 MDH.

2) État du résultat global consolidé

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(184 147)	158 699
Différence de conversion		
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture dans les couvertures de flux de trésorerie		
Variation de la juste valeur des "Actifs disponibles à la vente"		
Écarts actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies		
Quote part dans les autres éléments du Résultat Global issus des entités associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		
Autres éléments du résultat global qui seront ultérieurement reclassés en résultat net		
Gain et pertes actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies		
Autres éléments du résultat global qui ne seront jamais classés en résultat net		
Autres éléments du résultat global après impôt		
Quote part dans les autres éléments du Résultat Global issus des entités associées comptabilisées		
RÉSULTAT NET ET AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL TOTAL	(184 147)	158 699
Résultat net et autres éléments du résultat global total part Groupe	(171 829)	152 075
Résultat net et autres éléments du résultat global total Part des intérêts minoritaires	12 317	(6 625)

3) État de la situation financière consolidée

3-1) Actif

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Écart d'Acquisition	281 505	281 505
Immobilisations Incorporelles	1 154	1 171
Immobilisations Corporelles	2 782 744	2 718 996
Titres mis en équivalence	20 213	27 806
Autres immobilisations financières	2 103	2 103
Immobilisations financières	22 316	29 909
Actifs d'impôts différés	93 597	87 720
Total Actif Non Courant	3 181 315	3 119 300
Stocks	11 361	11 499
Clients	31 391	49 743
Autres tiers	155 971	153 113
Trésorerie et équivalence de trésorerie	236 794	839 728
Total Actif Courant	435 517	1 054 084
Total Actif	3 616 833	4 173 384

3-2) Passif

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Capital	1 432 695	1 432 695
Primes et réserves	(195 209)	(367 034)
Résultat de l'exercice	(171 829)	152 075
Capitaux Propres Part Groupe	1 065 657	1 217 736
Intérêts minoritaires	84 742	91 367
Capitaux Propres	1 150 399	1 309 102
Autres dettes à long terme	1 806 933	2 044 816
Provisions à caractère non courant	2 304	2 852
Total Passif Non Courant	1 809 237	2 047 669
Fournisseurs	163 864	257 016
Autres tiers et impôt société	191 413	235 620
Provisions à caractère courant	81 914	83 410
Dettes financières à court terme (y.c location financement)	144 531	158 309
Banques	75 474	82 258
Total Passif Courant	657 196	816 613
Total PASSIF	3 616 833	4 173 384

4) Tableau des flux de trésorerie

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
+ Excédent Brut d'Exploitation	57 591	352 251
+ Résultat financier	(95 226)	(58 325)
+ Impôts sur les sociétés	(3 037)	(4 513)
+ Charges et produits non décaissés dans l'EBE	9 588	24 786
= MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT AVANT ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS	(31 083)	314 200
+ Gains (Pertes) non récurrents et frais de restructuration		
+ Diminution (Augmentation) du BFR	(114 363)	121 727
= FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES [A]	(145 446)	435 927
Variations de périmètre		
- Décaissements liés à des investissements sur actifs existants	(17 719)	(17 336)
- Décaissements liés à des investissements de développement	(94 424)	(74 539)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs	212	438
Variation des autres actifs financiers		
= FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX INVESTISSEMENTS / DESINVESTISSEMENTS [B]	(111 930)	(91 438)
Augmentation de capital (titres de mises en équivalence)		
- Réduction de capital		
- Dividendes payés	(1)	(1)
- Remboursement de la dette long terme	170 285	237 883
- Remboursement liés aux contrats de location-financement		
+ Obligation remboursables en actions		
+ Nouveaux emprunts long terme		
= AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA DETTE LONG TERME	170 284	237 882
+ Variation des dettes financière court terme	(8 560)	13 778
= FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT [C]	161 724	251 661
- DIFFÉRENCE DE CONVERSION [D]		
= VARIATION DE TRÉSORERIE [E]=[A]+[B]+[C]+[D]	(95 652)	596 150
- Trésorerie ouverture	256 973	161 320
+ Trésorerie clôture	161 320	757 471
= VARIATION DE TRÉSORERIE	(95 652)	596 150

5) Variation des capitaux propres

Les capitaux propres s'élèvent à 1 309 MDH vs 1 150 au 31 décembre 2021. La variation des capitaux propres se présente comme suit :

En MAD milliers	Nombre d'actions	Capital	Primes, réserves, report à nouveau et résultats	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
01 janvier 2021	14 326 947	1 432 695	(195 203)	1 237 492	97 051	1 334 544
Résultat de l'exercice			(171 829)	(171 829)	(12 317)	(184 146)
Dividendes distribués bruts de précompte						
Augmentation de capital						
Autres mouvements						
31 décembre 2021	14 326 947	1 432 695	(367 034)	1 065 662	84 734	1 150 399
Résultat de l'exercice			152 075	152 075	6 625	158 699
Dividendes distribués bruts de précompte						
Augmentation de capital						
Autres mouvements						
31 décembre 2022	14 326 947	1 432 695	(214 959)	1 217 737	91 359	1 309 098

6) Principaux ratios de gestion

Ratios financiers

	31/12/21	31/12/22
Gearing (Dette nette/Capitaux Propres)	156%	110%
Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante / Dette nette	(2%)	22%
Résultat Brut d'Exploitation / Charges financières retraitées		
Retour sur capitaux employés (en brut)	2%	11%
Création de valeur économique (en millions de MAD)	(292)	(114)

Note (a) : Le Gearing est le rapport de la dette nette sur les capitaux propres (y compris intérêts minoritaires).

Note (b) : Marge brute d'autofinancement d'exploitation courante retraitée / dette nette

Note (c) : Le ratio de retour sur capitaux employés (Return On Capital Employed ou ROCE) est défini ci-après.

Note (d) : Création de la valeur économique ou Economic Value Added (EVA).

La détermination de la création de valeur économique a été établie sur la base des données suivantes :

	31/12/21	31/12/22	Notes
Coût des fonds propres	16%	16%	(1)
Coût de la dette après impôt	4%	4%	
Pondération fonds propres / Dettes			
- Fonds Propres	39%	48%	
- Dettes	61%	52%	
Coût moyen pondéré du capital	9%	10%	(2)
ROCE après impôt	0%	6%	(3)
Capitaux employés (en millions de MAD)	3 227	3 215	
Création de valeur économique (en millions de MAD)	(292)	(114)	

(1) Le Beta retenu pour le calcul du coût des fonds propres est de 2,68. Le taux sans risque est le BT 10 ans.

(2) Le coût moyen pondéré du capital se détermine comme suit :

$$\text{Coût des fonds propres} \times \frac{\text{fonds propres}}{(\text{Fonds propres} + \text{dettes})} + \text{coût de la dette} \times \frac{\text{dettes}}{(\text{Fonds propres} + \text{dettes})}$$

(3) Le ROCE après impôt se détermine comme suit :

$$\frac{\text{EBITDA} - [(\text{EBITDA} - \text{amortissements opérationnels}) \times \text{taux d'impôt}]}{\text{Capitaux engagés}}$$

(4) La création de valeur économique se détermine comme suit :

$$(\text{ROCE après impôt} - \text{coût moyen pondéré du capital}) \times \text{capitaux employés}$$

Retour sur capitaux employés (ROCE)

Le retour sur capitaux employés (ROCE) est l'instrument utilisé par le Groupe dans sa gestion interne pour mesurer sa performance.

C'est aussi un indicateur de la rentabilité des actifs non consolidés ou mis en équivalence.

Il est déterminé sur la base des agrégats suivants établis à partir des comptes consolidés :

- ▶ excédent d'exploitation des activités (EBITDA) : cet agrégat comprend l'excédent brut d'exploitation et les produits sur immobilisations financières (dividendes et produits financiers des sociétés externes et mises en équivalence) ;
- ▶ capitaux employés : total des actifs immobilisés calculés à partir de la moyenne de leur valeur brute, sur chaque exercice et du besoin en fonds de roulement.

Le ROCE est calculé comme le rapport de l'excédent d'exploitation des activités (EBITDA) et des capitaux employés moyens, au cours de la période de référence.

	31/12/21	31/12/22
Capitaux employés	3 226 759	3 215 444
Capitaux employés moyens	3 226 759	3 215 444
Excédent Brut d'Exploitation	57 591	352 251
Quote-part dans le résultat des mises en équivalence avant impôt	(836)	7 593
Excédent d'exploitation des activités (EBITDA)	56 755	359 844
ROCE (EBITDA / CAPITAUX EMPLOYÉS)	2%	11%

7) Principes comptables

Cadre général

Les comptes consolidés du Groupe RISMA pour l'exercice sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards), édictées par l'IASB International Accounting Standards Board, telles qu'adoptées par l'Union Européenne (UE).

Ces comptes présentent en données comparatives l'année 2021 et l'année 2022 dans leur ensemble établis selon le même référentiel comptable.

Normes et interprétations applicables au 1^{er} janvier 2022

Il n'y a pas eu de normes et d'interprétations qui devaient s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2022.

Évaluation de l'impact possible sur les états financiers consolidés du Groupe RISMA des futures normes, amendements de normes et interprétations

Le Groupe RISMA estime que les textes d'amélioration prévus pour 2023 n'auront pas d'incidence matérielle sur ses comptes consolidés.

Première adoption des ifrs

il convient de rappeler les options prises par le groupe RISMA dans le cadre de la préparation de son bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2006 (date de transition aux IFRS pour le groupe RISMA), et ce en vertu de la norme IFRS 1 :

- ▶ Non-retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 ;
- ▶ Reclassement en réserves consolidées des écarts de conversion cumulés au 1^{er} janvier 2004 ;
- ▶ Non réévaluation des immobilisations corporelles et incorporelles à la date de transition à leur juste valeur.

Base de préparation des états financiers

les comptes des sociétés consolidées sont retraités afin d'être en conformité avec les principes comptables du groupe RISMA.

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par le groupe RISMA qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que des informations données dans les annexes. La direction de RISMA revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles.

Les principales estimations et les principaux jugements faits par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs corporels et incorporels, le montant des provisions pour risques ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des litiges et des impôts différés.

Les principales hypothèses retenues par le groupe RISMA sont détaillées dans chacun des paragraphes dédiés de l'annexe aux états financiers.

En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction de RISMA fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie Groupe et traduisent la réalité économique des transactions.

Les principales méthodes comptables suivies sont décrites ci-après :

A. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles RISMA exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Ce contrôle est présumé pour les sociétés dans lesquelles RISMA détient plus de 50% des droits de vote.

Les titres des sociétés dans lesquelles RISMA exerce une influence notable sont consolidés par mise en équivalence. Cette influence est présumée lorsque RISMA détient entre 20% et 50 % des droits de vote.

Conformément à la norme IFRS 11 "Partenariats", les sociétés dans lesquelles le Groupe RISMA a un contrôle conjoint sont consolidées par mise en équivalence.

Conformément à la norme IFRS 10 "États financiers consolidés"; seuls les droits de vote potentiels exerçables ou convertibles, sont pris en considération pour apprécier le contrôle. Il n'est pas tenu compte des droits de vote potentiels non immédiatement exerçables ou convertibles, ou soumis à l'occurrence d'un événement futur.

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la filiale acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les intérêts minoritaires sont évalués pour leur part dans les justes valeurs des actifs et passifs comptabilisés.

B- Écarts d'acquisition

À l'occasion de la première consolidation des filiales et participations de RISMA, il est procédé, dans un délai n'excédant pas un an, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) acquis.

Postérieurement à leur affectation, l'ensemble des écarts d'évaluation suit les règles comptables propres à leur nature.

B. 1. Écart d'acquisition positif

l'écart résiduel éventuel correspondant à l'excédent du coût d'acquisition sur la part de RISMA dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'une entreprise dans laquelle RISMA exerce une influence notable est inclus dans la valeur comptable de celle-ci. L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition de filiales et d'entités contrôlées conjointement est présenté séparément au bilan.

Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de dépréciation sont détaillées dans la note 1.D.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation constatée au compte de résultat, dans la rubrique dépréciation d'actifs, est irréversible.

B. 2. Écart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part du groupe RISMA dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition sur le coût d'acquisition.

L'écart d'acquisition négatif est comptabilisé immédiatement au compte de résultat au cours de la période d'acquisition. Dans la mesure où tout ou partie de l'écart d'acquisition négatif correspond à des pertes et dépenses futures attendues à la date d'acquisition, celui-ci est comptabilisé en produits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces pertes ou ces dépenses sont générées.

C- Conversion des opérations libellées en devises

La monnaie de présentation des comptes est le Dirhams. Les transactions réalisées en devises sont converties au taux de change du jour de chacune des transactions.

Les créances et dettes non monétaires à la date de clôture des comptes sont converties au cours de change en vigueur à cette date. Les pertes de change latentes qui en résultent, sont comptabilisées en résultat financier.

D. Immobilisations

D.1. Immobilisations incorporelles

conformément à la norme IAS 38, « Immobilisations incorporelles », les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles du groupe RISMA sont à durée de vie définie et sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

D.2. Immobilisations corporelles

conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient (y compris les frais financiers intercalaires relatifs aux emprunts nécessaires au financement des phases de constructions) moins les amortissements et les pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée.

L'amortissement de ces actifs commence lorsque les actifs sont prêts à être utilisés. À partir de la date de mise en service du bien, les immobilisations corporelles sont amorties linéairement, selon une approche par composantes, sur leur durée d'utilité :

Constructions : 50 ans (Économique 35 ans)

Installations générales, agencements et aménagements des constructions : 7 à 25 ans

Frais accessoires sur constructions : 50 ans (Economique 35 ans)

Equipements 5 à 15 ans

D.3. Coûts d'emprunt

les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif immobilisé sont incorporés dans le coût de cet actif. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

D.4. Contrat de location

La norme IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27). Elle est rentrée en vigueur le 1er janvier 2019.

Elle supprime la distinction entre location simple et location financière d'IAS 17, et requiert de comptabiliser les contrats de location remplissant des critères spécifiques au bilan en faisant apparaître un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat en contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers.

A. Définition du droit d'utilisation

Le droit d'utilisation né d'IFRS 16 chez le groupe RISMA provient de ses contrats de location. Sous IFRS 16, « un contrat est, ou contient, une location si le contrat confère au preneur le contrôle de l'utilisation d'un actif identifié pour une période donnée en échange d'une contrepartie ». Cette définition fournie par le texte de norme met l'accent sur deux points principaux : L'identification de l'actif et le contrôle de son utilisation par le preneur.

La comptabilisation des contrats de location au bilan dépend des éléments suivants :

- ▶ La durée raisonnablement certaine retenue pour chaque contrat ;
- ▶ Les composantes fixes et variables du paiement contractuel ;
- ▶ Le taux d'emprunt moyen défini par le groupe ;
- ▶ La durée d'amortissement applicable pour chaque catégorie d'actif.

Il est à mentionner que les coûts d'acquisition ne sont pas immobilisés conformément aux dispositions transitoires prévues au paragraphe « C10d ».

B. Exemptions

Tous les contrats répondant à cette définition ont été inclus par le groupe RISMA dans le périmètre d'application de la norme, à l'exception des :

- ▶ Contrats de location dont la durée est inférieure à douze mois et/ou ceux dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est de faible valeur (inférieure à USD 5,000.00). Ces contrats seront représentés au niveau de l'état de résultat sous forme de charges locatives ;
- ▶ Contrats dont la durée résiduelle à la date de transition est inférieure à 12 mois conformément aux dispositions transitoires prévues au paragraphe « C10Ci » sont également exclus ;
- ▶ Contrats de location dont le bailleur dispose d'un droit substantiel de substitution ;
- ▶ Contrats de location pour lesquels le paiement est entièrement variable.

C. Détermination de la durée

Afin de chiffrer les impacts IFRS 16 d'un contrat, le groupe RISMA a dû déterminer sa durée exécutoire. La durée exécutoire, telle que définie par la norme IFRS 16 au paragraphe 18, comprend la durée pendant laquelle le contrat est non résiliable augmentée de :

- ▶ La fraction de la durée contractuelle où l'entité a une option de résiliation qu'elle a une certitude raisonnable de ne pas exercer ;
- ▶ La durée pour laquelle l'entité dispose d'une option de prolongation qu'elle a une certitude raisonnable d'exercer.

La certitude raisonnable est une zone de jugement du groupe. Ce dernier exerce ses options en fonction des faits et circonstances et de manière à préserver ses intérêts économiques et compétitifs.

D. Détermination du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation est aussi un paramètre fondamental pour mesurer les impacts IFRS 16 avec précision. En effet, cet élément est une condition imposée par la norme qui stipule : « À la date de début [d'un contrat de location], le preneur doit évaluer l'obligation locative à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés. La valeur actualisée des paiements de loyers doit être calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. »

Le groupe RISMA a opté pour le taux d'emprunt marginal : taux d'intérêt que le preneur aurait à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaire, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire à l'actif au titre du droit d'utilisation dans un environnement économique similaire. Il est déterminé par référence au risque devise, au risque pays, au risque entité et à la maturité. De ce fait, chaque entité et chaque maturité dispose d'un taux d'actualisation différent.

E. Évaluation initiale

Lors de l'adoption de la norme IFRS 16, le groupe RISMA est amené à procéder à deux évaluations. Une première évaluation à la date d'effet du contrat dite évaluation initiale et une seconde évaluation après la date de prise d'effet du contrat dite évaluation ultérieure.

L'évaluation initiale du passif revient à déterminer la valeur actualisée du montant des loyers payés non encore versés en utilisant le taux d'actualisation.

À la date d'effet, le groupe RISMA évalue aussi le coût de l'actif sur la base de :

- ▶ L'évaluation initiale du passif locatif
- ▶ Le montant des loyers versés à la date de prise d'effet ou avant cette date (déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus).

F. Évaluation ultérieure

Après la date de prise d'effet du contrat, la norme prévoit trois modèles pour l'évaluation ultérieure : Le modèle du coût, le modèle de la juste valeur et le modèle de la réévaluation.

Le groupe RISMA a choisi l'application du modèle du coût afin de maintenir l'homogénéité avec les modèles privilégiés pour les autres normes. Selon les termes de ce modèle l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation est évalué au coût diminué du montant cumulé des amortissements et du montant cumulé des pertes de valeur et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations du passif locatif.

Le groupe RISMA doit amortir l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation selon les dispositions relatives à l'amortissement énoncées dans IAS 16 Immobilisations corporelles.

La durée d'amortissement correspondant à la période entre la date de prise d'effet du contrat et la date au plus tôt entre le terme de la durée d'utilité de cet actif, ou le terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Toutefois, si la durée d'amortissement est supérieure à celle du contrat, la durée d'amortissement retenue est celle du contrat.

La détermination de la dépréciation du droit d'utilisation aux termes du modèle du coût se fait selon les dispositions de la norme IAS 36 Dépréciation d'actifs.

D.5. Autres immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées, sont classés dans la catégorie « Actifs financiers disponible à la vente » et par conséquent, inscrits à leur juste valeur. Les profits ou les pertes latents sont comptabilisés directement en capitaux propres jusqu'à ce que le titre soit cédé, auquel cas le profit ou la perte cumulé préalablement comptabilisé en capitaux propres est alors inclus dans le résultat net de l'exercice. En cas de perte significative ou prolongée, cette perte donne lieu à la constatation d'une dépréciation non réversible comptabilisée en résultat.

D.6. Valeur recouvrable des immobilisations

La crise sanitaire Covid-19 a conduit à une dégradation très significative de l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie sur l'ensemble des régions dans lesquelles RISMA opère son activité. Toutefois, les tests de dépréciation réalisés par le Groupe n'ont pas révélé d'indices de perte de valeur au 31 décembre 2022.

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, et au minimum, une fois par an pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et le Goodwill.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Dans le cadre de l'hôtellerie, l'UGT correspond à l'hôtel. Les écarts d'acquisition sont testés par activité et l'UGT comprend alors les immobilisations corporelles, incorporelles et l'écart d'acquisition. Les immobilisations incorporelles sont quant à elles, testées individuellement.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles et des écarts d'acquisition est approchée selon deux phases :

1. Valeur fondée sur un multiple normatif de l'excédent brut d'exploitation (EBE)

Le groupe RISMA se positionnant sur un marché à forte tendance capitalistique (forte composante immobilière), ce principe de calcul apparaît comme la meilleure méthode de reconstitution de la juste valeur diminuée des coûts de vente et permet d'approcher au mieux la valeur de réalisation d'un actif en cas de mise en vente.

Dans le cadre des tests effectués par établissement hôtelier, cette méthode consiste à calculer l'EBE moyen des deux dernières années de chaque établissement puis à lui appliquer un multiple en fonction du type d'établissement et de sa situation géographique. Les multiples retenus, correspondant à des moyennes de transactions ayant eu lieu sur le marché, se détaillent de la manière suivante :

Segment Multiple :

Hôtellerie haut et milieu de gamme $7,5 < x < 10,5$

Hôtellerie économique $6,5 < x < 8$

Dans le cadre des tests effectués par pays, cette méthode consiste à calculer l'EBE moyen des deux dernières années réalisé dans le pays puis à lui appliquer un multiple en fonction de la situation géographique du pays ainsi qu'un coefficient pays.

En cas d'identification d'une perte de valeur, un test sur les flux futurs de trésorerie est alors réalisé

2. Valeur fondée sur un test de flux futurs de trésorerie actualisés (notamment écart d'acquisition)

Les projections sont réalisées sur une durée maximale de 5 ans. Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le CMPC (coût moyen pondéré du capital) de clôture. Le taux de croissance est, quant à lui, adapté en fonction de l'évolution économique de chacun des hôtels. Il s'élève, pour cet exercice à 2%.

Immobilisations incorporelles hors écarts d'acquisition

La valeur recouvrable d'une immobilisation incorporelle est déterminée selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés (cf. ci-dessus). L'utilisation de cette méthode s'explique par l'inexistence tant de marché que de transactions comparables.

Évaluation des provisions pour dépréciation

À l'issue de ce test, si cette évaluation met en évidence une provision pour dépréciation à comptabiliser, la provision comptabilisée est égale au minimum des deux provisions calculées respectivement en référence à la juste valeur et à la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT testé. La dépréciation est constatée dans le poste « Dépréciation d'actifs ».

Reprises des provisions pour dépréciation

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'Actifs », les provisions pour dépréciation des écarts d'acquisition sont irréversibles. Les dépréciations se rattachant aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont, quant à elles, réversibles dès lors qu'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT.

D.7. Actifs ou groupe d'actifs destinés à être cédés

Depuis le 1er janvier 2005 et conformément à la norme IFRS 5, « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs ou Groupe d'actifs destinés à être cédés font l'objet d'une présentation sur une ligne à part au bilan et sont évalués et comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur valeur de marché diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

Un actif est classé en « Actifs ou groupe d'actifs destinés à être cédés » seulement si la vente est hautement probable dans un horizon raisonnable, si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente a été initié par le management avec un degré d'avancement suffisant.

Cette ligne regroupe par conséquent :

- ▶ Les actifs non courants destinés à être cédés ;
- ▶ Les groupes d'actifs destinés à être cédés ;
- ▶ L'ensemble des actifs courants et non courants rattachables à un secteur d'activité ou à un secteur géographique (c'est-à-dire à une activité non conservée) lui-même destiné à être cédé.

E. Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation selon la méthode du coût moyen pondéré.

F. Créances d'exploitation et autres

Elles comprennent les créances clients et autres débiteurs et sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

G. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges payées au cours d'un exercice afférentes aux exercices suivants. Elles comprennent également l'effet de linéarisation des loyers tel que décrit en note 6. Ce poste figure dans les « Autres tiers ».

H. Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation comprennent les dettes fournisseurs et autres créditeurs. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

I. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le groupe RISMA a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les provisions pour restructurations sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

J. Engagements de retraites et assimilés

Le groupe RISMA offre à ses employés différents régimes de retraite complémentaire, indemnités de fin de carrière et autres avantages à long terme.

L'avantage procuré par ce régime est uniquement à cotisations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, RISMA n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes versées à des organismes extérieurs; la charge qui correspond à ces primes versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice. C'est le cas de la charge de retraite relative aux sociétés de droit marocain qui est couverte par l'affiliation du personnel aux régimes

de retraite en vigueur au Maroc et de la charge d'assurance maladie qui est couverte par la cotisation des salariés actifs.

K. Impôt différé

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés. Les effets dus aux changements des taux d'impôts s'inscrivent en compte de résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est annoncé.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition non déductible fiscalement ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction, à l'exception de ceux se rapportant aux retraitements des contrats de location-financement.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises sous influence notable ou entreprises conjointes sauf si :

- ▶ la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée ; et
- ▶ s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable sur la base des dernières prévisions mises à jour.

La charge d'impôt est constatée au compte de résultat sauf si elle concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est aussi comptabilisée en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12 révisée, les impôts différés ne sont pas actualisés.

L. Instruments financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et des passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 « Instruments financiers ».

L.1. Actifs financiers

Deux critères sont utilisés pour déterminer comment les actifs financiers sont classifiés et mesurés :

Le business model de l'entité pour la gestion des actifs financiers, et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Pour un actif financier dans le champ d'IFRS 9, il y a 3 types de modèles économiques :

L'objectif du modèle économique est uniquement de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels : l'actif financier est évalué au coût amorti.

L'objectif du modèle économique est à la fois de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers : l'actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers qui ne sont détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques ci-dessus sont évalués à la juste valeur par le résultat.

L.2. Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires sous forme de tirages de lignes de crédit et découverts bancaires portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission.

M. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des fonds de caisse et des soldes bancaires. Ils sont enregistrés à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les placements à échéance inférieure à 3 mois sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable.

N. Présentation du compte de résultats et du tableau de financement

N.1. Chiffre d'affaires

En application de l'IFRS 15, le chiffre d'affaires correspond au montant des ventes de produits et prestations de services liées aux activités ordinaires des sociétés consolidées par intégration globale. Il s'agit, lorsque les hôtels sont détenus en propriété ou bien sont exploités via un contrat de location, de l'ensemble des recettes (hébergement, restauration et autres prestations) reçues des clients, et lorsque les hôtels sont managés ou franchisés, de la rémunération (honoraires de gestion, redevances de franchisé,...) perçue au titre des contrats.

Conformément à la norme IFRS 15 «Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients», le chiffre d'affaires est comptabilisé selon ces cinq étapes :

- ▶ Identification du (des) contrat(s) avec un client ;
- ▶ Identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat
- ▶ Détermination du prix de la transaction ;
- ▶ Affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance ;
- ▶ Comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

N. 2. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation comprend les revenus et charges d'exploitation. Celui-ci constitue donc un agrégat de gestion avant coût de détention des actifs (loyers, amortissements et provisions, résultat financier) et quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence.

Le résultat brut d'exploitation sert de base de calcul pour le suivi par la société du taux de transformation et du taux de réactivité.

En cas de variation positive du chiffre d'affaires à périmètre et change constants (à PCC), le taux de transformation se définit ainsi : $\text{Taux de transformation} = (\Delta \text{RBE à PCC} / \Delta \text{CA à PCC})$.

En cas de variation négative du chiffre d'affaires à périmètre et change constants (à PCC), le taux de réactivité se définit ainsi : $\text{Taux de réactivité} = 1 - (\Delta \text{RBE à PCC} / \Delta \text{CA à PCC})$.

N.3. Résultat courant avant impôt

Ce solde comprend le résultat des opérations des différents métiers du Groupe ainsi que celui de leur financement. Le résultat financier ainsi que la quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence font partie intégrante du résultat opérationnel du Groupe dans la mesure où ils contribuent au critère de performance sur lequel l'entreprise communique auprès des investisseurs. Cet agrégat est, par ailleurs, utilisé comme référence pour la définition des rémunérations au niveau du Groupe et plus particulièrement pour celles des dirigeants dans la mesure où il reflète la performance économique de chaque activité y compris les charges liées au financement des activités hôtelières.

N.4. Dépréciation d'actifs

La ligne Dépréciation d'actifs comprend l'ensemble des provisions pour dépréciation comptabilisées suite à l'application de la norme IAS 36, « Dépréciation d'actifs ».

N.5. Résultat de la gestion des autres actifs

Le résultat de la gestion des autres actifs est constitué de plus ou moins-values de cession des autres actifs immobilisés hors patrimoine hôtelier, des provisions, et des pertes et gains non opérationnels. Ces éléments ne sont pas directement liés à la gestion courante.

N.6. Tableau des flux de trésorerie

Il est présenté selon la même structure que celle utilisée pour la gestion interne du Groupe et isole, d'une part, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, d'autre part les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement et enfin les flux de trésorerie provenant des activités de financement.

Les ressources ou emplois provenant des activités opérationnelles incluent :

- ▶ la marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents après variation des impôts différés et plus-value de cession d'actifs ;
- ▶ les encaissements ou décaissements liés aux éléments non récurrents ;
- ▶ a variation du besoin en fonds de roulement.

Les ressources ou emplois provenant des activités d'investissement incluent :

- ▶ les investissements sur actifs existants (IAE) dont l'objet est le maintien ou le renouvellement d'actifs existants au 1er janvier de chaque exercice, nécessaires à une exploitation normale ;
- ▶ les investissements de développement relatifs à la constitution de nouveaux actifs ;
- ▶ les produits des cessions d'actifs.

Les ressources ou emplois provenant des activités de financement incluent :

- ▶ les variations de capital ;
- ▶ les variations des dettes et emprunts.

O. Calcul du résultat par action

Les règles et méthodes comptables employées pour le calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action, sont conformes à la norme IAS 33, « Résultat par action ».

P. AUTRES INFORMATIONS

La notion d'actifs et de passifs courants s'entend pour des actifs et passifs que l'entité s'attend à pouvoir réaliser ou régler :

- ▶ soit dans le cadre du cycle normal de son exploitation ;
- ▶ soit dans les douze mois suivant la date de clôture.

8) Informations sectorielles

Le Groupe RISMA exerce son activité dans le secteur hôtelier, qui grâce à 23 hôtels déjà en activité sur l'ensemble du territoire marocain, est présent sur 2 segments :

Les hôtels Haut et Milieu de Gamme qui regroupent les marques Sofitel, Novotel, Mercure, Novotel, et M'gallery. Les hôtels économiques constitués des marques Ibis.

Chaque segment représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits et sert différents marchés. Pour chacun des segments, la structure de gestion est organisée et gérée séparément. La Direction examine les résultats et les performances de chacun des segments de façon indépendante. De même, les décisions en matière d'allocation des ressources sont prises de façon indépendante d'un segment à l'autre.

Cette organisation a par conséquent amené le Groupe à considérer ces 2 segments d'activités comme ses secteurs opérationnels répondant à la définition de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Les informations sectorielles présentées sont par conséquent fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour l'évaluation de la performance de ses différents secteurs. Pour chacun des secteurs, les indicateurs suivis par la Direction sont les suivants :

- ▶ Le chiffre d'affaires ;
- ▶ Le résultat brut d'exploitation ;
- ▶ Les loyers ;
- ▶ Le résultat d'exploitation.

Une présentation de ces indicateurs par secteurs opérationnels est effectuée en :

- ▶ Note pour le chiffre d'affaires;
- ▶ Note pour le résultat brut d'exploitation ;
- ▶ Note pour les loyers ;
- ▶ Note pour les amortissements et provisions ;
- ▶ Note pour le résultat d'exploitation;
- ▶ Note pour les écarts d'acquisition;
- ▶ Note pour les investissements sur actifs existants ;
- ▶ Note pour les investissements de développement.

9) Notes annexes aux comptes consolidés

9-1) Analyse du chiffre d'affaires opérationnel par marque

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2022 s'élève à 1 037 MDH en hausse de 97% par rapport au 31 décembre 2021.

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Hotellerie	524 870	1 035 701
Haut et milieu de gamme	381 827	834 288
Économique	143 043	201 413
Support & Académie Accor Maroc		865
Total	524 870	1 036 566

9-2) Charges d'exploitation

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Coût des marchandises vendues	(45 556)	(94 419)
Coût de personnel	(210 849)	(261 745)
Énergie, entretien et maintenance	(46 144)	(62 238)
Taxes d'exploitation, assurances et charges de copropriété	(29 179)	(25 616)
Autres charges d'exploitation	(134 775)	(234 748)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(466 503)	(678 766)

(1) Le coût des marchandises vendues comprend principalement l'achat de nourriture et boisson.

(2) Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des coûts de distribution, des coûts informatiques, des dépenses de publicité et de promotion. Elles comprennent également différents honoraires.

9-3) Résultat brut d'exploitation par marque

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Hôtellerie	106 795	351 668
Haut et milieu de gamme	68 491	276 650
Économique	38 304	75 018
Support & Académie Accor Maroc	(48 429)	6 133
Total	58 367	357 801

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit au 31 décembre 2022 à 357 801 KMAD contre 58 367 KMAD au 31 décembre 2021, soit une hausse de 299 434 KMAD.

9-4) Loyers opérationnels

A. CHARGE DE LOYER PAR MÉTIER ET PAR MARQUE

Les charges de loyer s'analysent au 31 décembre 2022 comme suit :

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Hôtellerie	(1 630)	(6 177)
Haut et milieu de gamme	(31)	(1 381)
Économique	(1 599)	(4 796)
Support & Académie Accor Maroc*	853	628
TOTAL	(777)	(5 549)

(*) Le produit de loyer résulte de l'application de la norme IFRS 16.

Les loyers s'élèvent à 5 549 KMAD au 31 décembre 2022 vs 777 KMAD au 31 décembre 2021.

B. CHARGE DE LOYER PAR TYPE DE CONTRAT

La charge annuelle s'analyse comme suit :

En MAD milliers	Nombre d'hôtels	Loyers Décembre 2022	Part fixe de la charge de loyer	Part variable de la charge de loyer
Total Loyers Fixes hôteliers	4	(4 796)	(4 796)	-
Total Loyers Variables hôteliers	4	(1 381)	(13 293)	11 912
TOTAL	8	(6 177)	(18 089)	11 912

9-5) Résultat d'exploitation par marque

Le résultat d'exploitation consolidé au 31 décembre 2022 s'établit à 204 004 KMAD vs - 83 516 KMAD au 31 décembre 2021, soit une hausse de 287 520 KMAD.

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Hôtellerie	(74 933)	218 845
Haut et milieu de gamme	(66 920)	185 918
Économique	(8 013)	32 927
Support & Académie Accor Maroc	(8 584)	(14 842)
TOTAL	(83 516)	204 004

9-6) Détail des amortissements et provisions

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Amortissements	(161 443)	(156 447)
Provisions	20 335	8 200
TOTAL	(141 107)	(148 248)

9-7) Résultat financier

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Intérêts financiers	(98 680)	(60 934)
Autres revenus et charges financières	3 454	2 608
Résultat Financier	(95 226)	(58 325)

9-8) Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Accor Gestion Maroc	(836)	7 593
Société d'aménagement Mogador Esaouira (SAEMOG)		
SMHE		
Quote-part du résultat net d'impôt	(836)	7 593

9-9) Impôt sur les bénéfices

La variation de la charge d'impôt s'analyse comme suit :

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Charge d'impôt exigible	(3 037)	(4 513)
Sous-total impôts exigibles	(3 037)	(4 513)
Impôts différés à la naissance ou au reversement des différences temporelles	(17 350)	(5 877)
Sous-total impôts différés	(17 350)	(5 877)
Impôts hors société mises en équivalence	(20 386)	(10 389)
Charge d'impôt totale	(20 386)	(10 389)
Résultat avant impôt	(179 578)	153 271
Charge d'impôt des sociétés consolidées	(20 386)	(10 389)
TAUX FACIAL D'IMPÔT DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES RAPPORT AU RÉSULTAT AVANT IMPÔT	11%	(7%)

Selon l'IAS 12 : « À chaque date de clôture, une entité ré estime les actifs d'impôt différé non comptabilisés. Une entité comptabilise un actif d'impôt différé qui ne l'avait pas été jusque-là dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé. »

9-10) Écart d'acquisition

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Valeurs brutes	286 909	286 909
Amortissements cumulés et dépréciations	(5 405)	(5 405)
Total en valeur nette	281 505	281 505

Les amortissements des écarts d'acquisition sont constitués des dotations comptabilisées avant le passage aux normes IFRS.

9-11) Immobilisations incorporelles

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Valeur Brutes		
Licences et logiciels	19 167	17 606
Autres immobilisations incorporelles	1 467	1 467
Total valeurs brutes	20 635	19 073
Amortissements et pertes de valeur		
Licences et logiciels	(18 571)	(16 993)
Autres immobilisations incorporelles	(910)	(910)
Total amortissements et pertes de valeur cumulés	(19 481)	(17 902)
Valeurs nettes	1 154	1 171

Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Valeur nettes au 1 ^{er} janvier	904	1 154
Acquisition de l'exercice	497	381
Entrées de périmètre		27
Dotations aux amortissements	(246)	(519)
Cession de l'exercice		128
Valeur nette en fin de période	1 154	1 171

Les acquisitions de l'exercice sont constituées principalement de licences de logiciels d'exploitation.

9 -12) Immobilisations corporelles

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Terrains	820 414	820 414
Constructions	1 743 603	1 801 520
Agencements	1 456 499	1 468 227
Matériels et mobilier	913 339	939 415
Immobilisations en cours	99 808	71 680
Impact IFRS 16	42 862	42 759
Valeur brute	5 076 524	5 144 013

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Terrains		
Constructions	(1 163 200)	(1 247 156)
Agencements	(254 520)	(277 657)
Matériels et mobilier	(768 181)	(791 845)
Immobilisations en cours	(91 783)	(91 859)
Impact IFRS 16	(16 095)	(16 500)
Total des amortissements et dépréciations	(2 293 780)	(2 425 017)

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Terrains	820 414	820 414
Constructions	580 403	554 364
Agencements	1 201 979	1 190 570
Matériels et mobilier	145 158	147 569
Immobilisations en cours	8 024	(20 180)
Impact IFRS 16	26 766	26 259
Valeur Nette	2 782 744	2 718 996

La variation des immobilisations nettes sur la période considérée s'analyse comme suit :

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	2 833 723	2 782 744
Acquisition de l'exercice	112 142	91 876
Entrées de périmètre	-	-
Dotations aux amortissements	(160 200)	(155 117)
Cession de l'exercice	(212)	
Autres variations (IFRS 16)	(2 709)	(507)
Impairment	-	-
Valeur nette en fin d'exercice	2 782 744	2 718 996

9-13) Prêts long terme

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Valeurs brutes	17 609	17 609
Dépréciation	(17 609)	(17 609)
Total en valeur nette	-	-

9-14) Titres mis en équivalence

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Accor Gestion Maroc	20 213	27 806
Quote-part des titres MEE	20 213	27 806

9-15) Actifs financiers non courants

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Titre de participation	-	-
Dépôts et cautionnements	2 103	2 103
Total valeurs brutes	2 103	2 103
Provisions pour dépréciation	-	-
Valeurs nettes	2 103	2 103

9-16) Comptes de tiers actifs et passifs

Détail des comptes clients entre valeur brute et provision :

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Clients - Valeur Brute	37 968	53 269
Provisions clients	(6 577)	(3 525)
Clients - valeurs nettes	31 391	49 743

Les créances identifiées en dépassement d'échéance font l'objet d'un suivi particulier et leur recevabilité est évaluée régulièrement de manière à constater d'éventuelles dépréciations selon les principes suivants :

Une provision est constatée dès qu'un dépassement de l'échéance est constaté selon le type de client :

- ▶ Agences : 33% de la créance de son montant HT à plus de 90 jours, 66% à plus de 120 jours et 100% à plus de 180 jours.
- ▶ Corporate: 33% de la créance de son montant HT à plus de 90 jours, 66% à plus de 120 jours et 100% à plus de 180 jours.
- ▶ Compte permanent : 100% des créances (montant HT) datant de plus de 60 jours.
- ▶ Organismes publiques: 50% des créances (montant HT) datant de plus d'un an et 100% à plus de deux années.

Les créances intra-groupes ne sont pas provisionnées.

Détails des autres tiers actifs

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
TVA à récupérer	135 090	112 976
Créance d'impôts et taxes	25 876	17 065
Créances vis-à-vis des organismes sociaux	1 120	(115)
Charges constatées d'avance	1 833	1 975
Autres débiteurs	(7 948)	21 212
Valeurs brutes des autres tiers actifs	155 971	153 113

Détails des autres tiers passifs

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
TVA à payer	(1 839)	(1 875)
Personnel et organismes sociaux	35 507	40 668
Dettes, autres impôts et taxes	15 007	19 926
Autres créanciers	142 737	176 901
Passifs relatifs aux actifs non courants disponibles à la vente		
Autres tiers passifs	191 413	235 620

Echéancier des comptes de tiers

En MAD milliers au 31 décembre 2021	< 1an	1 à 5 ans	> 5ans	31/12/22	31/12/21
Stocks	11 499			11 499	11 361
Clients	49 743			49 743	31 391
TVA à récupérer		112 976		112 976	135 090
Créances de personnel et organismes sociaux	(115)			(115)	1 120
Créances impôts et taxes	17 065			17 065	25 876
Autres débiteurs	21 212			21 212	(7 948)
ACTIF COURT TERME	99 404	112 976		212 380	196 891
Fournisseurs et comptes rattachés	257 016			257 016	163 864
TVA à payer	(1 875)			(1 875)	(1 839)
Personnel et organismes sociaux	40 668			40 668	35 507
Dettes autres impôts et taxes	19 926			19 926	15 007
Autres créanciers	176 901			176 901	142 737
PASSIF COURT TERME	492 636			492 636	355 277

9-17) Capital potentiel

Au 31 décembre 2022, le capital social de RISMA est composé de 14 326 947 actions.

Sur cette base, le résultat net par action est le suivant :

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Résultat net part du Groupe	(171 829)	152 075
Nombre moyen d'actions en circulation	14 326 947	14 326 947
Nombre d'actions résultant de l'exercice de d'options de souscription		
Nombre d'actions résultant de la conversion des Obligations Remboursables en Actions		
Nombre moyen d'actions dilué	14 326 947	14 326 947
Résultat net par action (en MAD)	(12)	11

9-18) Variation des intérêts minoritaires

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Valeur au 1^{er} janvier	97 059	84 742
Résultat minoritaires de l'exercice	(12 317)	6 625
Dividendes versés aux minoritaires		
Variations de périmètre	-	-
Autres variations		
Valeur en fin d'exercice	84 742	91 367

9-19) Provisions pour risques et charges

La variation du poste des provisions pour risques et charges à caractère non courant, entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022, est constituée des éléments suivants :

En MAD milliers	31/12/21	Dotations	Reprises	31/12/22
Provisions pour retraites et primes de fidélité	2 304	548		2 852
Provisions pour litiges et autres	-			-
Total provisions à caractère non courant	2 304	548	-	2 852

La variation du poste des provisions pour risques et charges à caractère courant, entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022, est constituée des éléments suivants :

En MAD milliers	31/12/21	Dotations	Reprises	31/12/22
Provisions pour litiges et autres	81 914	1 496		83 410
Total provisions à caractère courant	81 914	1 496	-	83 410

9-20) Analyse des dettes financières par échéance

L'échéancier des dettes financières se détaille comme suit :

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Année N+1	15 847	130 445
Année N+2	220 951	286 776
Année N+3	264 491	298 925
Année N+4	260 778	301 363
Année N+5	263 229	281 157
Année N+6	243 037	236 029
Au-delà	739 361	510 122
Total dettes financières	2 007 695	2 044 816

9-21) Analyse de l'endettement net et de la trésorerie nette

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Autres dettes long terme	1 806 933	2 044 816
Dettes financières court terme	144 531	158 309
Banques	75 474	82 258
Dettes financières	2 026 938	2 285 384
Disponibilités	236 794	839 728
Actifs financiers courants	236 794	839 728
Dettes nette	1 790 144	1 445 655

Concernant la trésorerie, les créances, les dépôts et cautionnements, RISMA considère que leur valeur au bilan est une base approximative de leur valeur marché.

9-22) Réconciliation de la marge brute d'autofinancement

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Résultat net consolidé, part du Groupe	(171 829)	152 075
Part des minoritaires	(12 317)	6 625
Amortissements et variation des provisions d'exploitation	141 107	148 248
Résultats des mises en équivalence nets des dividendes reçus	836	(7 593)
Impôts différés	17 350	5 877
Dividende reçue		
Variation des provisions financières et sur gestion du patrimoine	9 588	24 786
Marge brute d'autofinancement (y compris éléments non récurrents)	(15 265)	330 017
(Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs	15 817	(15 817)
(Gains)/Pertes non récurrentes		
Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante	552	314 200

9-23) Variation du BFR

La variation du BFR au 31 décembre 2022, s'analyse comme suit :

En MAD milliers	31/12/2021	31/12/2022	Variation
Stocks	11 361	11 499	137
Clients	31 391	49 743	18 352
Autres tiers actifs	155 971	153 113	(2 858)
BFR ACTIF	198 723	214 355	15 632
Fournisseurs	163 864	257 016	93 152
Autres tiers passifs	191 413	235 620	44 207
BFR PASSIF	355 277	492 636	137 359
BFR NET	156 554	278 281	121 727

9-24) Investissements sur actifs existants

Les investissements figurant au poste « Investissements sur actifs existants » sont les dépenses immobilisables relatives au maintien et à l'amélioration de la qualité des actifs détenus par RISMA au 1^{er} janvier de chaque exercice et nécessaires à l'exploitation normale. Ce poste exclut donc les investissements de développement qui recouvrent les actifs immobilisés et les comptes de besoin en fonds de roulement des filiales nouvellement consolidées ainsi que la constitution ou construction de nouveaux actifs.

Ce poste se décompose comme suit :

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Hôtellerie	17 719	17 336
Haut et milieu de gamme	12 418	12 579
Économique	5 301	4 758
Support & Académie Accor Maroc		
Total	17 719	17 336

9-25) Investissements de développement

Les investissements de développement recouvrent pour les filiales nouvellement consolidées les actifs immobilisés ainsi que leurs besoins en fonds de roulement selon les principes de la norme IAS 7 « Tableaux des flux de trésorerie ». Ils prennent également en compte la construction de nouveaux actifs.

Ce poste se décompose comme suit :

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Hôtellerie	93 998	74 539
Haut et milieu de gamme	93 033	74 539
Économique	966	
Support & Académie Accor Maroc	425	
Total	94 424	74 539

9-26) Jetons de présence

Aucun versement de jetons de présence n'eut lieu courant l'exercice 2022.

9-27) Litiges

Dans le cadre de la gestion courante de ses activités, les établissements de RISMA sont sujets à des litiges sociaux ou à des contentieux commerciaux que RISMA estime non significatifs et qu'ils n'auront aucune incidence sensible sur sa situation financière, son activité et/ou son résultat.

9-28) Engagements hors bilan au 31 décembre 2022

ENGAGEMENTS DONNÉS HORS BILAN

L'échéancier des engagements donnés hors bilan au 31 décembre 2022 est le suivant :

En MAD milliers	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/22	31/12/21
Engagements diminuant la liquidité des actifs					
Engagements d'achat					
Autres garanties données augmentant la dette					
Engagements donnés pour exploitation des opérations courantes		2 556 318		2 556 318	2 286 833
Passifs éventuels					
Total au 31 décembre 2022		2 556 318		2 556 318	2 286 833

Engagements reçus hors bilan

A la connaissance de RISMA, il n'existe pas d'engagements reçus.

9-29) Résultat net des sociétés intégrées

En MAD milliers	31/12/21	31/12/22
Résultat courant avant impôt	(178 742)	145 678
Annulation des quotes-parts dans le résultat des sociétés mises en équivalence net d'impôt	(836)	7 593
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	(179 578)	153 271
Charges de restructuration		
Dépréciation d'actifs		
Plus ou moins-value de cession sur patrimoine hôtelier		
Plus ou moins-value de cession sur autres actifs		
Impôts	(20 386)	(10 389)
Résultat des activités non conservées		
Résultat net des sociétés intégrées	(199 964)	142 882

9-30) Principales filiales et participations consolidées

	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation
Risma	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Chayla	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Emirotel	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Moussafir	66,67%	66,67%	Intégration Globale
HCH	100,00%	66,67%	Intégration Globale
Moussaf	70,00%	46,67%	Intégration Globale
Accor Gestion Maroc	33,33%	33,33%	Mise en équivalence
Société d'Aménagement Essaouira Mogador	40,00%	40,00%	Mise en équivalence
Société Marocaine d'Hotellerie Économique	50,00%	50,00%	Mise en équivalence

9-31) Événements post-clôture

Aucun événement né postérieurement à la clôture de l'exercice et non rattachable à cet exercice et connu avant la première communication des états de synthèse n'a eu lieu.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2022 reste appropriée et que la continuité d'exploitation n'est pas compromise à date.

9-32) Actifs et passifs éventuels

Conformément à la réglementation en vigueur, les exercices 2019 à 2022 ne sont toujours pas prescrits. Les déclarations fiscales de la société RISMA S.A au titre de l'Impôt sur les Sociétés (I.S), de l'Impôt sur le Revenu (I.R) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration fiscale et demeurent sujettes à des vérifications et à d'éventuels redressements.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

Les déclarations sociales de la CNSS pourraient faire l'objet d'un contrôle et de rappels éventuels de cotisations.

Comptes
SOCIAUX

BILAN (ACTIF) (MODÈLE NORMAL)

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs → [A]	27 422 126,00	27 278 885,92	143 240,08	4 218 048,84
Frais préliminaires	26 383 876,00	26 383 876,00		4 003 188,76
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 038 250,00	895 009,92	143 240,08	214 860,08
Primes de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles → [B]	160 422 030,95	12 129 640,43	148 292 390,52	148 167 935,18
Immobilisations en Recherche et Développement	1 467 419,50	1 467 419,50		
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 086 474,97	10 662 220,93	424 254,04	299 798,70
Fonds commercial	147 868 136,48		147 868 136,48	147 868 136,48
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles → [C]	2 191 438 512,21	848 753 890,07	1 342 684 622,14	1 317 837 810,57
Terrains	211 895 744,62	3 106 510,99	208 789 233,63	208 861 816,24
Constructions	1 427 426 852,50	438 905 151,22	988 521 701,28	960 389 533,27
Installations techniques, matériel et outillage	489 087 858,32	391 355 746,41	97 732 111,91	71 234 090,15
Matériel de transport	373 717,36	370 642,36	3 075,00	6 150,00
Mobilier, Matériel de bureau, Aménagement Divers	16 326 854,66	12 634 939,09	3 691 915,57	2 180 645,32
Autres immobilisations corporelles	2 450 900,00	2 380 900,00	70 000,00	70 000,00
Immobilisations corporelles en cours	43 876 584,75		43 876 584,75	75 095 575,59
Immobilisations financières → [D]	1 331 051 608,36	430 259 254,29	900 792 354,07	900 792 354,06
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	18 814 362,15	17 609 254,29	1 205 107,86	1 205 107,86
Titres de participation	1 312 237 246,21	412 650 000,00	899 587 246,21	899 587 246,20
Autres titres immobilisés				
Écarts de conversion actif → [E]				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	3 710 334 277,52	1 318 421 670,71	2 391 912 606,81	2 371 016 148,65
Stocks → [F]	20 156 221,56	11 148 775,76	9 007 445,80	8 755 592,51
Marchandises	5 175 725,15	5 036 994,13	138 731,02	146 769,53
Matières et fournitures consommables	14 980 496,41	6 111 781,63	8 868 714,78	8 608 822,98
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
Créances de l'actif circulant → [G]	313 899 953,07	41 049 280,83	272 850 672,24	281 015 514,46
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	190 172,25		190 172,25	106 140,00
Clients et comptes rattachés	52 396 019,93	2 838 542,56	49 557 477,37	23 680 467,89
Personnel	45 855,80		45 855,80	849 667,79
État	123 915 849,03		123 915 849,03	131 046 450,60
Comptes d'associés	118 280 545,26	30 469 800,00	87 810 745,26	105 370 786,43
Autres débiteurs	13 993 750,97	7 740 938,27	6 252 812,70	9 931 092,07
Comptes de régularisation - Actif	5 077 759,83		5 077 759,83	10 030 909,68
Titres valeurs de placement → [H]	615 062 287,13		615 062 287,13	143 162 540,97
Écarts de conversion actif → Eléments circulants [I]				
TOTAL II (F+G+H+I)	949 118 461,76	52 198 056,59	896 920 405,17	432 933 647,94
Trésorerie - Actif	155 663 193,11	327 551,62	155 335 641,49	89 435 394,54
Chèques et valeurs à encaisser	8 574 685,56	327 551,62	8 247 133,94	1 159 127,92
Banques, T.G et C.C.P	146 194 760,44		146 194 760,44	87 651 628,13
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	893 747,11		893 747,11	624 638,49
TOTAL III	155 663 193,11	327 551,62	155 335 641,49	89 435 394,54
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	4 815 115 932,39	1 370 947 278,92	3 444 168 653,47	2 893 385 191,13

BILAN (PASSIF) (MODÈLE NORMAL)

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
CAPITAUX PROPRES	1 918 010 145,67	1 792 813 102,87
Capital social ou personnel (1)	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Dont versé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19	443 607 427,19
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	15 162 545,13	15 162 545,13
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	-98 651 569,43	24 873 334,37
Résultat en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice (2)	125 197 042,78	-123 524 903,82
Total des capitaux propres (A)	1 918 010 145,67	1 792 813 102,87
Capitaux propres assimilés (B)	35 269 897,67	
Subventions d'investissement	35 269 897,67	
Provisions réglementées		
Dettes de financement (C)	881 350 998,16	622 630 998,06
Emprunts obligataires	250 000 000,00	
Autres dettes de financement	631 350 998,16	622 630 998,06
Provisions durables pour risques et charges (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Écarts de conversion-passif (E)		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	2 834 631 041,50	2 415 444 100,93
Dettes du passif circulant (F)	397 474 541,02	283 483 842,39
Fournisseurs et comptes rattachés	223 636 554,02	146 836 059,28
Clients créditeurs, avances et acomptes	19 259 675,32	24 552 889,70
Personnel	22 265 583,02	19 310 463,09
Organismes sociaux	7 723 418,31	8 130 551,92
État	16 461 287,51	12 999 200,87
Comptes d'associés	76 392 070,47	53 508 562,35
Autres créanciers	17 450 225,28	5 550 346,20
Comptes de régularisation passif	14 285 727,09	12 595 768,98
Autres provisions pour risques et charges (G)	113 947 583,74	112 457 565,73
Écarts de conversion - passif (Eléments circulants) (H)	4 587,64	4 587,64
TOTAL II (F+G+H)	511 426 712,40	395 945 995,76
Trésorerie - Passif	98 110 899,57	81 995 094,44
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie		
Banques (Soldes créditeurs)	98 110 899,57	81 995 094,44
TOTAL III	98 110 899,57	81 995 094,44
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	3 444 168 653,47	2 893 385 191,13

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

DÉSIGNATION	OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE	TOTALS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
PRODUITS D'EXPLOITATION	863 214 093,72		863 214 093,72	458 221 573,02
Ventes de marchandises (en l'état)	18 642 787,90		18 642 787,90	1 156 640,51
Ventes de biens et services produits	797 812 626,58		797 812 626,58	382 723 135,73
Chiffres d'affaires	816 455 414,48		816 455 414,48	383 879 776,24
Variation de stocks de produits (1)				
I				
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : transferts de charges	46 758 679,24		46 758 679,24	74 341 796,78
Total I	863 214 093,72		863 214 093,72	458 221 573,02
CHARGES D'EXPLOITATION	729 782 980,77	237 090,26	730 020 071,03	557 259 057,24
Achats revendus(2) de marchandises	304 478,46		304 478,46	230 063,62
Achats consommés(2) de matières et fournitures	141 363 325,13	40 860,80	141 404 185,93	85 040 513,41
II				
Autres charges externes	301 109 526,28	151 692,44	301 261 218,72	193 655 664,26
Impôts et taxes	14 145 133,57	44 497,00	14 189 630,57	13 150 259,63
Charges de personnel	170 892 228,93	40,02	170 892 268,95	164 515 791,11
Autres charges d'exploitation	675 939,85		675 939,85	6 336 775,52
Dotations d'exploitation	101 292 348,55		101 292 348,55	94 329 989,69
III Total II	729 782 980,77	237 090,26	730 020 071,03	557 259 057,24
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	133 431 112,95	-237 090,26	133 194 022,69	-99 037 484,22
PRODUITS FINANCIERS	7 938 510,27		7 938 510,27	11 952 994,44
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
IV				
Gains de change	551 861,89		551 861,89	365 825,10
Interêts et autres produits financiers	6 798 574,54		6 798 574,54	10 679 751,54
Reprises financières : transfert charges	588 073,84		588 073,84	907 417,80
Total IV	7 938 510,27		7 938 510,27	11 952 994,44
CHARGES FINANCIÈRES	13 030 153,57		13 030 153,57	31 247 669,04
Charges d'interêts	12 414 097,23		12 414 097,23	30 626 751,18
V				
Pertes de change	442 623,28		442 623,28	182 442,55
Autres charges financières				
Dotations financières	173 433,06		173 433,06	438 475,31
Total V	13 030 153,57		13 030 153,57	31 247 669,04
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-5 091 643,30		-5 091 643,30	-19 294 674,60
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	128 339 469,65	-237 090,26	128 102 379,39	-118 332 158,82

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) (SUITE)

DÉSIGNATION	OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE	TOTALS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	128 339 469,65	-237 090,26	128 102 379,39	-118 332 158,82
PRODUITS NON COURANTS	3 832 617,84	5 093,33	3 837 711,17	9 973 957,72
Produits des cessions d'immobilisations	280 482,13		280 482,13	369 122,00
Subventions d'équilibre				
VIII				
Reprises sur subventions d'investissement				
Autres produits non courants	3 552 135,71	5 093,33	3 557 229,04	9 604 835,72
Reprises non courantes ; transferts de charges				
Total VIII	3 832 617,84	5 093,33	3 837 711,17	9 973 957,72
CHARGES NON COURANTES	3 433 595,46		3 433 595,46	13 144 051,32
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	228 403,25		228 403,25	
Subventions accordées				
IX				
Autres charges non courantes	3 205 192,21		3 205 192,21	13 144 051,32
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
Total IX	3 433 595,46		3 433 595,46	13 144 051,32
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)	399 022,38	5 093,33	404 115,71	-3 170 093,60
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)	128 738 492,03	-231 996,93	128 506 495,10	-121 502 252,42
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	3 309 452,32		3 309 452,32	2 022 651,40
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)	125 429 039,71	-231 996,93	125 197 042,78	-123 524 903,82
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	874 985 221,83	5 093,33	874 990 315,16	480 148 525,18
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	749 556 182,12	237 090,26	749 793 272,38	603 673 429,00
XVI RÉSULTAT NETI (total des produits-total des charges)	125 429 039,71	-231 996,93	125 197 042,78	-123 524 903,82

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

DÉSIGNATION		EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
1	Ventes de Marchandises (en l'état)	18 642 787,90	1 156 640,51
2	- Achats revendus de marchandises	304 478,46	230 063,62
I	= MARGE BRUTES VENTES EN L'ÉTAT	18 338 309,44	926 576,89
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	797 812 626,58	382 723 135,73
3	Ventes de biens et services produits	797 812 626,58	382 723 135,73
4	Variation stocks produits		
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	442 665 404,65	278 696 177,67
6	Achats consommés de matières et fournitures	141 404 185,93	85 040 513,41
7	Autres charges externes	301 261 218,72	193 655 664,26
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)	373 485 531,37	104 953 534,95
8	+ Subventions d'exploitation		
9	- Impôts et taxes	14 189 630,57	13 150 259,63
10	- Charges de personnel	170 892 268,95	164 515 791,11
V	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) IOU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION(IBE)	188 403 631,85	-72 712 515,79
11	+ Autres produits d'exploitation		
12	- Autres charges d'exploitation	675 939,85	6 336 775,52
13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	46 758 679,24	74 341 796,78
14	- Dotations d'exploitation	101 292 348,55	94 329 989,69
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION(+ou-)	133 194 022,69	-99 037 484,22
VII	+ RÉSULTAT FINANCIER	-5 091 643,30	-19 294 674,60
VIII	= RÉSULTAT COURANT (+ou-)	128 102 379,39	-118 332 158,82
IX	+ RÉSULTAT NON COURANT	404 115,71	-3 170 093,60
15	- Impôts sur les résultats	3 309 452,32	2 022 651,40
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE	125 197 042,78	-123 524 903,82
- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T F R)			
1	Résultat net de l'exercice	125 197 042,78	-123 524 903,82
	Bénéfice +	125 197 042,78	
	Perte -		123 524 903,82
2	+ Dotations d'exploitation (1)	71 182 242,60	70 831 172,15
3	+ Dotations financières (1)		
4	+ Dotations non courantes (1)		
5	- Reprises d'exploitation (2)		
6	- Reprises financières (2)		
7	- Reprises non courantes (2)		
8	- Produits des cessions d'immobilisation	280 482,13	369 122,00
9	+ Valeurs nettes d'amortiss des immobilisations cédées	228 403,25	
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F)	196 327 206,50	-53 062 853,67
10	- Distributions de bénéfices		
II	= AUTOFINANCEMENT	196 327 206,50	-53 062 853,67

TABLEAU DE FINANCEMENT (MODÈLE NORMAL)

I SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice b	Exercice précédent a	Exercice a - b	
			Emplois c	Ressources d
Financement permanent	2 834 631 041,50	2 415 444 100,93		419 186 940,57
Moins actif immobilisé	2 391 912 606,81	2 371 016 148,65	20 896 458,16	
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	442 718 434,69	44 427 952,28		398 290 482,41
Actif circulant	896 920 405,17	432 933 647,94	463 986 757,23	
Moins Passif circulant	511 426 712,40	395 945 995,76		115 480 716,64
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	385 493 692,77	36 987 652,18	348 506 040,59	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	57 224 741,92	7 440 300,10	49 784 441,82	
II EMPLOIS ET RESSOURCES	Exercice		Exercice précédent	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		196 327 206,50		-53 062 853,67
+ Capacité d'autofinancement		196 327 206,50		-53 062 853,67
- Distributions de bénéfices				
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		280 482,13		369 122,00
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles		280 482,13		369 122,00
+ Cessions d'immobilisations financières				
+ Récupérations sur créances immobilisées				
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)		35 269 897,67		
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subvention d'investissement		35 269 897,67		
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT I (nettes de primes de remboursement) (D)		316 180 000,00		126 437 441,38
TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)				
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	92 307 103,89		108 928 081,62	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	366 295,60		245 470,00	
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	91 940 808,29		108 682 611,62	
+ Acquisitions d'immobilisations financières				
+ Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	57 460 000,00			
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)				
TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	149 767 103,89		108 928 081,62	
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B F G)	348 506 040,59			81 684 701,62
IV VARIATION DE LA TRÉSORERIE	49 784 441,82		46 500 329,70	
TOTAL GÉNÉRAL	548 057 586,30	548 057 586,30	155 428 411,32	155 428 411,33

A1 PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUES À L'ENTREPRISE

I- ACTIF IMMOBILISÉ

A- Évaluation à l'entrée

1- Immobilisations en non valeurs

La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.

2- Immobilisations incorporelles

La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.

3- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

4- Immobilisations financières

Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l'acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements.

B- Création des valeurs

1- Méthodes d'amortissements

Les méthodes d'amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d'immobilisation.

2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

II- ACTIF CIRCULANT

A- Évaluation à l'entrée

1- Stocks

La méthode d'évaluation du Stock à la fin d'exercice est la méthode du cout moyen pondérée (CMUP).

2- Créances

Les créances sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

3- Titres et valeurs de placement

Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d'exercice.

B- Création des valeurs

1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

III- FINANCEMENT PERMANENT

1- Méthodes de réévaluation

Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale.

2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Dettes de financement permanent

Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.

4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

1- Dettes du passif circulant

Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal.

2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

V- TRÉSORERIE

1- Trésorerie - Actif

La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.

2- Trésorerie - Passif

La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.

3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

A2 État des Dérogations

Indication des Dérogations	Justifications des Dérogations	Influence des Dérogations sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
INDICATION DES DÉROGATIONS		
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

A3 État des Changements de Méthodes

Nature des Changements	Justification des Changements	Influence sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
I CHANGEMENT AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION		
II CHANGEMENT AFFECTANT LES RÈGLES DE PRÉSENTATION		

B1 Détail des Non-Valeurs

Compte Principal	Intitulé	Montant
211	FRAIS PRÉLIMINAIRES	26 383 876,00
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	26 383 876,00
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	1 038 250,00
2121	Frais d'acquisitions des immobilisations	
2125	Frais d'émission des emprunts	1 038 250,00
2128	Autres charges à répartir	
213	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	
2130	Primes de remboursements des obligations	
TOTAL		27 422 126,00

B2 TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION		MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	27 422 126,00						27 422 126,00
* Frais préliminaires	26 383 876,00						26 383 876,00
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 038 250,00						1 038 250,00
* Primes de remboursement obligations							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	160 055 735,35	200 415,60		165 880,00			160 422 030,95
* Immobilisation en recherche et développement	1 467 419,50						1 467 419,50
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	10 720 179,37	200 415,60		165 880,00			11 086 474,97
* Fonds commercial	147 868 136,48						147 868 136,48
* Autres immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 122 263 893,23	92 106 688,29		90 955 443,60	22 766 189,31	91 121 323,60	2 191 438 512,21
* Terrains	211 521 258,21	374 486,41					211 895 744,62
* Constructions	1 362 676 481,64	3 160 443,55		65 350 291,23	3 760 363,92		1 427 426 852,50
* Installations techniques, matériel et outillage	456 649 012,97	25 805 468,37		25 605 152,37	18 971 775,39		489 087 858,32
* Matériel de transport	373 717,36						373 717,36
* Mobilier, matériel bureau et aménagements	13 496 947,46	2 863 957,20			34 050,00		16 326 854,66
* Autres immobilisations corporelles	2 450 900,00						2 450 900,00
* Immobilisations corporelles en cours	75 095 575,59	59 902 332,76				91 121 323,60	43 876 584,75
TOTAL GÉNÉRAL	2 309 741 754,58	92 307 103,89		91 121 323,60	22 766 189,31	91 121 323,60	2 379 282 669,16

B2 (bis) Tableau des Amortissements

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissement sur les immobilisations sorties	Cumul d'amortissement en fin d'exercice
	1	2	3	4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	23 204 077,16	4 074 808,76		27 278 885,92
* Frais préliminaires	22 380 687,24	4 003 188,76		26 383 876,00
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	823 389,92	71 620,00		895 009,92
* Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 887 800,17	241 840,26		12 129 640,43
* Immobilisation en recherche et développement	1 467 419,50			1 467 419,50
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	10 420 380,67	241 840,26		10 662 220,93
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	802 556 014,67	66 865 593,58	22 537 786,17	846 883 822,08
* Terrains	2 659 441,97	447 069,02		3 106 510,99
* Constructions	400 416 880,38	40 360 223,84	3 742 020,99	437 035 083,23
* Installations techniques; matériel et outillage	385 414 922,82	24 702 538,77	18 761 715,18	391 355 746,41
* Matériel de transport	367 567,36	3 075,00		370 642,36
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	11 316 302,14	1 352 686,95	34 050,00	12 634 939,09
* Autres immobilisations corporelles	2 380 900,00			2 380 900,00
* Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL GÉNÉRAL	837 647 892,00	71 182 242,60	22 537 786,17	886 292 348,43

B3 TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur net d'amortissements	Prix de cession	Plus Values	Moins values
232280	3 783 072,80	3 777 509,97	5 562,83	20 000,00	20 000,00	5 562,83
233200	12 131 639,84	11 947 068,57	184 571,27	180 162,13	165 959,62	170 368,76
233241	521 303,49	521 303,49	0,00	0,00	0,00	0,00
233242	3 622 880,97	3 597 414,39	25 466,58	60 000,00	60 000,00	25 466,58
233243	1 584 510,04	1 577 474,14	7 035,90	0,00	0,00	7 035,90
233248	1 056 727,08	1 050 960,41	5 766,67	8 320,00	3 700,00	1 146,67
235500	34 050,00	34 050,00	0,00	12 000,00	12 000,00	0,00
232340	32 005,09	32 005,09	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Général	22 766 189,31	22 537 786,06	228 403,25	280 482,13	261 659,62	209 580,74

B4 TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Raison sociale de la société émettrice	N° IF	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C P C de l'exercice
							Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
							6	7	8	
MOUSSAFIR HOTELS	0	TOURISME	253 000 000,00	100,00	160 307 000,00	160 307 000,00	31/12/2022	239 386 586,08	18 929 790,94	0,00
ACCOR GESTION MAROC	0	TOURISME	1 000 000,00	33,33	1 650 100,00	1 650 100,00	31/12/2021	55 646 474,53	-4 665 457,77	0,00
CHAYLA	0	TOURISME	43 272 000,00	100,00	76 910 000,00	76 910 000,00	31/12/2022	4 885 890,04	7 010 367,84	0,00
SAEMOG	0	TOURISME	862 873 800,00	40,00	353 150 000,00	0,00	31/12/2021	155 972 591,37	-68 913 443,86	0,00
EMIROTEL	0	TOURISME	204 300 000,00	100,00	660 720 146,00	660 720 146,00	31/12/2022	207 358 233,25	24 177 935,43	0,00
SMHE	0	TOURISME	111 000 000,00	50,00	59 500 000,00	0,00	31/12/2022	-12 204 222,52	-35 161 974,63	0,00
TOTAL			1 475 445 800,00	—	1 312 237 246,00	899 587 246,00	—	651 045 552,75	-58 622 782,05	0,00

B5 TABLEAU DES PROVISIONS

NATURE	MONTANT DÉBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	432 129 322,28							432 129 322,28
2 Provisions réglementées								
3 Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	432 129 322,28							432 129 322,28
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	49 892 429,35	14 509 377,10			12 203 749,86			52 198 056,59
5 Autres Provisions pour risques et charge	112 457 565,73	15 600 728,85			14 110 710,84			113 947 583,74
6 Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	742 192,40		173 433,06			588 073,84		327 551,62
SOUS TOTAL (B)	163 092 187,48	30 110 105,95	173 433,06		26 314 460,70	588 073,84		166 473 191,95
TOTAL (A+B)	595 221 509,76	30 110 105,95	173 433,06		26 314 460,70	588 073,84		598 602 514,23

B6 TABLEAU DES CRÉANCES

Créances	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
De l'Actif Immobilisé	18 814 362,15	17 609 254,29	1 205 107,86					
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	18 814 362,15	17 609 254,29	1 205 107,86					
De l'actif circulant	313 899 953,07		313 899 953,07			123 915 849,03	118 280 545,26	
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	190 172,25		190 172,25					
- Clients et comptes rattachés	52 396 019,93		52 396 019,93					
- Personnel	45 855,80		45 855,80					
- État	123 915 849,03		123 915 849,03			123 915 849,03		
- Comptes d'associés	118 280 545,26		118 280 545,26				118 280 545,26	
- Autres débiteurs	13 993 750,97		13 993 750,97					
- Compte de régularisation actif	5 077 759,83		5 077 759,83					
T O T A U X	332 714 315,22	17 609 254,29	315 105 060,93			123 915 849,03	118 280 545,26	

B7 TABLEAU DES DETTES

Dettes	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
DE FINANCEMENT	881 350 998,16	808 868 936,62	72 482 061,54					
- Emprunts obligataires	250 000 000,00	250 000 000,00						
- Autres dettes de financement	631 350 998,16	558 868 936,62	72 482 061,54					
DU PASSIF CIRCULANT	397 474 541,02		397 474 541,02			16 461 287,51	76 392 070,47	
- Fournisseurs et comptes rattachés	223 636 554,02		223 636 554,02					
- Clients créditeurs, avances et acomptes	19 259 675,32		19 259 675,32					
- Personnel	22 265 583,02		22 265 583,02					
- Organismes sociaux	7 723 418,31		7 723 418,31					
- État	16 461 287,51		16 461 287,51			16 461 287,51		
- Comptes d'associés	76 392 070,47		76 392 070,47				76 392 070,47	
- Autres créanciers	17 450 225,28		17 450 225,28					
- Comptes de régularisation - Passif	14 285 727,09		14 285 727,09					
T O T A U X	1 278 825 539,18	808 868 936,62	469 956 602,56			16 461 287,51	76 392 070,47	

B8 TABLEAU DES SURETES RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

Tiers Débiteurs ou Tiers Créditeurs	Montant couvert par la sureté	Nature (1)	Date et Lieu d'inscription	Objet (2)(3)	V N C de la sureté donnée
Sureté donnée					
Autres réserves	386 000 000,00	Nantissement			
SDR	3 333 333,33	Caution		Subvention d'État	
Autres réserves	522 000 000,00	Hypothèque		Crédit	
SMIT	16 176 495,50	Subvention		Subvention d'État	
Autres réserves	150 000 000,00	Billet à ordre		Crédit	
Sureté reçue					

B9 ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

Engagements Donnés	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Engagement donné		
Engagement reçu		

B10 TABLEAU DES BIENS EN CRÉDIT-BAIL

RUBRIQUES	Date de la première échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin du contrat	Observations
							A moins d'un an	A plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bail MAGHREBAIL SUITE NOVOTEL	06/01/2009	180	65 463 426,03	15	85 525 535,00	6 817 497,71	6 817 498,00	7 953 747,00	654 634,26	
Bail MAGHREBAIL RABAT DIWAN	31/12/2012	180	100 000 000,00	16	90 428 070,00	9 823 875,00	9 823 875,00	45 844 750,00	10 000 000,00	
Bail MAGHREBAIL RABAT SHERAZADE	20/07/2012	120	53 000 000,00	10	65 236 971,44	6 901 309,44	6 901 309,44	1 725 327,00	5 300 000,00	
Bail Novotel CCC-MAGHREBAIL-SOGEALEASE	05/06/2016	180	265 000 000,00	15	129 977 182,00	11 400 000,00	27 152 619,00	262 995 185,00	26 500 000,00	
Bail sofitel CCC	01/01/2016	180	500 000 000,00	15	271 844 901,18	8 000 000,00	44 562 656,00	449 818 881,00	50 000 000,00	
BAIL SOFITEL MARRAKECH	11/05/2012	120	33 335 125,00	10	44 940 666,50	3 745 055,50	0,00	0,00	333 351,25	
TOTAL			1 016 798 551,03	—	687 953 326,12	46 687 737,65	95 257 957,44	768 337 890,00	92 787 985,51	

B11 DÉTAIL DES POSTES DU C P C

	DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
	CHARGES D'EXPLOITATION		
	611 - Achats revendus de marchandises	304 478,46	230 063,62
611	* Achats de marchandises	296 363,28	183 923,35
	Variation des stocks de marchandises (±)	8 115,18	46 140,27
	Total	304 478,46	230 063,62
	612 - Achats consommés de matières et fournitures	141 404 185,93	85 040 513,41
	* Achat de matières premières	72 448 661,73	37 785 159,20
	* Variation des stocks de matières premières (+/-)	-1 429 848,36	-26 979,19
612	* Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages	24 875 468,98	16 936 293,02
	Variation des stocks de matières, fournitures et emballages (+/-)	733 888,60	1 993 397,58
	* Achats non stockés de matières et de fournitures	29 452 483,01	21 987 278,44
	* Achats de travaux, études et prestations de services	15 323 531,97	6 365 364,36
	Total	141 404 185,93	85 040 513,41
	613/614 - *Autres charges externes	301 261 218,72	193 655 664,26
	* Locations et charges locatives	56 474 857,17	34 530 940,09
	* Redevances de crédit-bail	46 687 737,65	63 467 129,78
	* Entretien et réparations	27 339 921,78	18 761 416,32
	* Primes d'assurances	3 500 237,19	3 642 277,44
613/614	* Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	42 864 213,98	19 698 847,98
	* Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	41 303 069,11	19 499 298,15
	* Redevances pour brevets, marques, droits	62 963 307,86	21 032 174,81
	* Transports	1 174 719,18	695 215,42
	* Déplacements, missions et réceptions	3 704 844,45	1 628 608,62
	* Reste du poste des autres charges externes	15 248 310,35	10 699 755,65
	Total	301 261 218,72	193 655 664,26
	617 - * Charges de personnel	170 892 268,95	164 515 791,11
	* Rémunération du personnel	129 491 586,08	122 430 208,13
617	* Charges sociales	30 755 298,52	29 132 505,96
	* Reste du poste des charges de personnel	10 645 384,35	12 953 077,02
	Total	170 892 268,95	164 515 791,11
	618 - Autres charges d'exploitation	675 939,85	6 336 775,52
	* Jetons de présence		
618	* Pertes sur créances irrécouvrables	675 939,85	6 336 775,52
	* Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	Total	675 939,85	6 336 775,52
	CHARGES FINANCIÈRES		
	638 *Autres charges financières		
638	* Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste des autres charges financières		
	Total		
	CHARGES NON COURANTES	3 205 192,21	13 144 051,32
	658 - Autres charges non courantes	3 205 192,21	13 144 051,32
	* Pénalités sur marchés et débits		
658	* Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)	135 363,00	8 369 027,52
	* Pénalités et amendes fiscales et pénales	115 585,46	2 006 006,85
	* Créances devenues irrécouvrables	815 258,85	72 303,00
	* Reste du poste des autres charges non courantes	2 138 984,90	2 696 713,95
	Total	3 205 192,21	13 144 051,32

B11(BIS) DÉTAIL DES POSTES DU C P C (SUITE)

	DÉSIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
	Ventes de marchandises	18 642 787,90	1 156 640,51
	Ventes de marchandises au Maroc		
711	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises	18 642 787,90	1 156 640,51
	Total	18 642 787,90	1 156 640,51
	Ventes de biens et services produits	797 812 626,58	382 723 135,73
	Ventes de biens au Maroc		
	Ventes de biens à l'étranger		
712	Ventes des services au Maroc	776 811 796,55	362 378 184,57
	Ventes des services à l'étranger		
	Redevances pour brevets, marques, droits		
	Reste du poste des ventes et services produits	21 000 830,03	20 344 951,16
	Total	797 812 626,58	382 723 135,73
	Variation des stocks de produits		
	Variation des stocks des biens produits (+/-)		
713	Variation des stocks des services produits (+/-)		
	Variation des stocks des produits en cours (+/-)		
	Total		
	Autres produits d'exploitation		
	Jetons de présence reçus		
718	Reste du poste des produits divers		
	Total		
	Reprises d'exploitation transferts de charges	46 758 679,24	74 341 796,78
	Reprises	26 314 460,70	51 092 464,05
719	Transferts de charges	20 444 218,54	23 249 332,73
	Total	46 758 679,24	74 341 796,78
	PRODUITS FINANCIERS		
	Intérêts et autres produits financiers	6 798 574,54	10 679 751,54
	Intérêts et produits assimilés	4 020 182,63	7 179 639,81
738	Revenus des créances rattachées à des participations	250 051,41	287 031,00
	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
	Reste du poste intérêts et autres produits financiers	2 528 340,50	3 213 080,73
	Total	6 798 574,54	10 679 751,54

B12 Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal

INTITULÉS	MONTANT (+)	MONTANT (-)
I RÉSULTAT NET COMPTABLE		
Bénéfice net	125 197 042,78	
Perte nette		
II RÉINTEGRATIONS FISCALES		
RÉINTEGRATIONS FISCALES COURANTES		
6541 PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	410 043,00	
6541 PERTES SUR CHÈQUES ET CC IMPAYÉS	265 897,00	
6875 D.E.P AUTRES RISQUES ET CHARGES	12 281 667,00	
6875 D.E.P AUTRES RISQUES ET CHARGES (À CARACTERE DURABLE)	3 319 062,00	
6820 D.E.P POUR DÉPRECIATION DES STOCKS	6 111 782,00	
Provisions clients douteux créances douteuses	3 586 039,00	
Provisions AUTRES CRÉANCES ACTIF CIRCULANT	4 811 556,00	
6815 DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRECIATION DES COMPTES DE TRÉSORERIE	173 433,00	
Amortissement voiture non déductible (Détail Onglet)	817 483,00	
6238 DONS NON DÉDUCTIBLES	42 375,00	
6234 CADEAUX À LA CLIENTÈLE	92 805,00	
Achats sur exercices antérieurs	40 861,00	
Autres charges Externes sur Exercices antérieurs	151 692,00	
Impôts sur exercices antérieurs	44 497,00	
D.E. AUX AMORTISSEMENTS DES EXERCICES ANTÉRIEURS	40,00	
Intérêts compte courant d'associés à réintégrer (détail onglet)	1 770 723,00	
RÉINTEGRATIONS FISCALES NON COURANTES		
RAPPEL D'IMPÔT	135 363,00	
6712 PÉNALITÉS ET AMENDES FISCALES OU PÉNALES	72 387,00	
6712 PÉNALITÉS ET AMENDES FISCALES OU PÉNALES	43 198,00	
6541 CRÉANCES DEVENUES IRRÉCOUVRABLES	815 259,00	
6718 CHARGES NON COURANTES DIVERSES	2 138 114,00	
6580 DÉDOMMAGEMENT ET REMBOURSEMENT CLIENTS	871,00	
Fraction de la plus value rapportée à l'exercice actuel	8 925 548,00	
IS	3 309 452,00	
III DÉDUCTIONS FISCALES		26 902 535,00
DÉDUCTIONS FISCALES COURANTES		26 902 535,00
6431 REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL (À CARACTERE DURABLE)		679 351,00
7875 REPRISES SUR PROVISIONS AUTRES RISQUES ET CHARGES		9 858 757,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES AUTRES LITIGES		1 957 803,00
6431 REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL		1 614 800,00
7820 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRECIATION DES STOCKS		5 681 790,00
7821 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRECIATION DES CRÉANCES DOUTEUSES		6 521 960,00
7815 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DÉPRECIATION DES COMPTES DE TRÉSORERIE		588 074,00
DÉDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		
Total	174 557 189,78	26 902 535,00
IV RÉSULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1> T2 (A)	147 654 654,78	
Déficit brut fiscal si T2> T1 (B)		
V REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)		102 536 631,09
Exercice n-4		

B12 Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal

INTITULÉS	MONTANT (+)	MONTANT (-)
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)	45 118 023,69	
. Déficit net fiscal (B)		
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		402 371 727,31
VIII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

B13 Détermination du Résultat Courant Après Impôts

I DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après C P C (+/-)	128 102 379,39
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	33 919 955,00
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	26 902 535,00
Résultat courant théoriquement imposable (=)	135 119 799,39
Impôt théorique sur résultat courant (-)	540 479,20
Résultat courant après impôts (=)	127 561 900,19

B14 Détail de La Taxe sur La Valeur Ajoutée

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations T V A de l'exercice	Solde fin d'exercice
	(1)	(2)	(3)	(1+2-3=4)
A T V A Facturée	-2 382 651,30	87 712 849,84	87 682 919,00	-2 352 720,46
B T V A Récupérable	20 285 866,52	76 682 801,69	73 286 752,00	23 681 916,21
sur charges	15 607 055,39	60 221 833,18	57 785 255,00	18 043 633,57
sur immobilisations	4 678 811,13	16 460 968,51	15 501 497,00	5 638 282,64
C T V A dûe ou crédit de T V A = (A - B)	-22 668 517,82	11 030 048,15	14 396 167,00	-26 034 636,67

B15 PASSIF ÉVENTUEL

PASSIF ÉVENTUEL
Conformément à la réglementation en vigueur, les exercices 2019 à 2022 ne sont toujours pas prescrits. Les déclarations fiscales de la société RISMA S.A. au titre de l'Impôt sur les Sociétés (I.S), de l'Impôt sur le Revenu (I.R) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) relatives aux exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration fiscale et demeurent sujettes à des vérifications et à d'éventuels redressements.
Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.
Les déclarations sociales de la CNSS pourraient faire l'objet d'un contrôle et de rappels éventuels de cotisations.

C1 Capital Social

Principaux associés		Identifiant Fiscal	N° C N I	N° C E	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
Nom, prénom	Associés					Ex N - 1	Actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
CFG	CFG	1032096			5, RUE IBN TOUFAL CASABLANCA	343687	343687	100	34 368 700,00	34 368 700,00	34 368 700,00
AUTRES (y compris le flottant)	AUTRES (y compris le flottant)	6902450			97 BOULEVARD MASSIRA KHADRA	1337498	1337498	100	133 749 800,00	133 749 800,00	133 749 800,00
ACCOR S A	ACCOR S A	6902450			27, RUE DE LA MARREE NEUVE 91	4776601	4776601	100	477 660 100,00	477 660 100,00	477 660 100,00
RMA WATANIYA ET FILIALES	RMA WATANIYA ET FILIALES	111018			83, AVENUE DES FAR CASABLANCA	5264250	5264250	100	526 425 000,00	526 425 000,00	526 425 000,00
MCMA	MCMA	3300462			16, RUE ABOU INANE RABAT	427707	427707	100	42 770 700,00	42 770 700,00	42 770 700,00
CIMR	CIMR	40246524			100, BD ABDELMOUMEN CASABLANCA	1765522	1765522	100	176 552 200,00	176 552 200,00	176 552 200,00
MAMDA	MAMDA	3300463			16, RUE ABOU INANE RABAT	411682	411682	100	41 168 200,00	41 168 200,00	41 168 200,00
Total						14326947	14326947	—	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00

C2 Tableau d'Affectation des Résultats Intervenues au cours de l'Exercice

A ORIGINE DES RÉSULTATS À AFFECTER		MONTANT	B AFFECTATION DES RÉSULTATS		MONTANT
Décision du	30/06/2022			Réserve légale	
Report à nouveau			24 873 334,37	Autres réserves	
Résultats nets en instance d'affectation				Tantièmes	
Résultat net de l'exercice			-123 524 903,82	Dividendes	
Prélèvements sur les réserves				Autres affectations	
Autres prélèvements				Report à nouveau	-98 651 569,43
TOTAL A			-98 651 569,45	TOTAL B	-98 651 569,43

C3 Tableau des résultats des 3 derniers exercices

Nature des Indications	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisations en non-valeurs	1 907 843 467,46	1 788 595 054,04	1 953 136 803,26
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1 Chiffre d'affaires hors taxes	391 860 618,24	383 879 776,24	816 455 414,48
2 Résultat avant impôts	-182 590 633,94	-121 502 252,42	128 506 495,10
3 Impôts sur les résultats	2 103 080,75	2 022 651,40	3 309 452,32
4 Bénéfices distribués (y compris les tantièmes) de l'exercice précédent	0,00	0,00	0,00
5 Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	-184 693 714,69	-123 524 903,82	125 197 042,78
RESULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par actions et SARL)			
Résultat net par action ou part sociale de l'exercice	-12,89	-8,62	8,74
Bénéfices distribués par action ou part sociale de l'exercice précédent	0,00	0,00	0,00
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	109 684 577,39	122 430 208,13	129 491 586,08
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	956,00	863,00	1 204,00

C4 Tableau des Opérations en Devises Comptabilisées pendant l'Exercice

Nature	Entrée Contre Valeur en Dirhams	Sortie Contre Valeur en Dirhams
- Financement permanent		
- Immobilisations brutes		
- Rentrées sur immobilisations		
- Remboursement des dettes de financement		
Produits		
Charges		
TOTAL DES ENTRÉES		
TOTAL DES SORTIES		
BALANCE DEVICES		
TOTAL (ÉGALITÉ)		

C5 Datations Et Évènements Postérieurs

Date de clôture(1) 31/12/2022

Date d'établissement des états de synthèse (2) 23/03/2023

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délais réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

"ÉVÈNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA PREMIÈRE COMMUNICATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE"

INDICATION DES ÉVÈNEMENTS"

Évènements favorables

Évènements dé-favorables

C6 État Détaillé des Stocks

STOCKS	STOCK FINAL			STOCK INITIAL			Variation de stock en valeur (+ ou -) 7 = 6 - 3
	Montant brut	Provision pour dépréciation	Montant net	Montant brut	Provision pour dépréciation	Montant net	
	1	2	3	4	5	6	
I Stocks Approvisionnement							
1- Biens et produits destinés à la revente en l'état	5 175 725,15	5 036 994,13	138 731,02	5 183 763,66	5 036 994,13	146 769,53	8 038,51
* Biens immeubles							
* Biens meubles	5 175 725,15	5 036 994,13	138 731,02	5 183 763,66	5 036 994,13	146 769,53	8 038,51
2- Biens et Matières Premières destinés aux activités de production et de transformation	14 978 193,61	6 111 781,63	8 866 411,98	14 290 613,32	5 681 790,34	8 608 822,98	-257 589,00
3- Matières premières	7 539 564,56	6 111 781,63	1 427 782,93	6 109 716,20	5 681 790,34	427 925,86	-999 857,07
4- Matières consommables	6 503 366,33		6 503 366,33	7 072 498,70		7 072 498,70	569 132,37
5 - Pièces détachées							
6- Carburants, lubrifiants pour véhicules de transport	935 262,72		935 262,72	1 108 398,42		1 108 398,42	173 135,70
- Emballage	2 302,80		2 302,80				-2 302,80
7 * récupérables	2 302,80		2 302,80				-2 302,80
8 * vendus							
9 * perdus							
10- Total stocks approvisionnement	20 156 221,56	11 148 775,76	9 007 445,80	19 474 376,98	10 718 784,47	8 755 592,51	-251 853,29
II Stock en cours Production de biens et service							
11- Produits en cours							
12- Etudes en cours							
13- Travaux en cours							
14- Services en cours							
15- Total Stocks des en cours							
III Stock Produits finis							
16- Produits finis							
17- Biens finis							
18- Total Stocks Produits et Biens finis							
IV Stock Produits résiduels							
19- Déchets							
20- Rebut							
21- Matières de récupération							
22- Total Stocks Produits résiduels							
23- TOTAL GÉNÉRAL (ligne 10+15+18+22)	20 156 221,56	11 148 775,76	9 007 445,80	19 474 376,98	10 718 784,47	8 755 592,51	-251 853,29

Rapport de
GESTION

1- ACTIVITÉ DE RISMA : FAITS MARQUANTS ET CHIFFRE CLÉS :

Une année marquée par :

- Une reprise l'activité depuis l'ouverture des frontières en date du 07 Février 2022.
- Subventions accordées aux 22 Hôtels pour un montant de 58 MDH.
- Moratoire étatique traduit par la prise en charge par l'État de 9,5 mois relatifs aux échéances bancaires.
- Sortie du périmètre des 4 actifs Ibis Budget (SMHE) en date du 22 décembre 2022 (Sans impact sur les comptes de 2022).

Les indicateurs de performance à périmètre comparable se présentent comme suit :

- **Taux d'occupation : 51%** en amélioration de 17 pts par rapport à 2021
- **Chiffre d'affaires : 1 037 MDH** en hausse de 97% par rapport à 2021
- **RevPar : 582 MDH** soit +93% vs 31 décembre 2021.
- **Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA) : 352 MDH** soit +294MDH vs 31 décembre 2021.

2- ÉTATS FINANCIERS ANNUELS CONSOLIDÉS :

2. a Compte de résultats :

Les états de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2022 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En MMMAD	31/12/2019	31/12/2021	31/12/2022	Variation en valeur	Variation en %
Chiffre d'affaires	1.425	525	1.037	512	97%
Charges d'exploitation	(931)	(467)	(679)	(212)	46%
Résultat Brut d'Exploitation	494	58	358	299	513%
Loyers	(26)	(1)	(6)	(5)	N/A
Excédent brut d'exploitation	469	58	352	295	N/A
Amortissements et provisions	204	(141)	(148)	(7)	5%
Résultat d'exploitation	264	(84)	204	288	N/A
Résultat financier	(104)	(95)	(58)	37	-39%
Quote-part dans le résultat net des sociétés MEE	18	(1)	8	8	N/A
Résultat avant impôt	179	(180)	153	333	185%
Produits et charges non récurrents	18	16	16	-	0%
Résultat Opérationnel avant Impôt	197	(164)	169	333	203%
Impôt	(43)	(20)	(10)	10	-49%
Résultat Net de l'ensemble Consolidé	154	(184)	159	343	186%
Intérêts minoritaires	(14)	12	(7)	(19)	-154%
Résulta Net part du Groupe	140	(172)	152	324	189%

L'année 2022 a permis d'atteindre :

- **Un chiffre d'affaires consolidé de 1 037 MDH** en hausse de **97%** par rapport à 2021. La hausse est principalement liée à la reprise de l'activité.
- **Un Excédent Brut d'Exploitation de 352 MDH**, en hausse de **295MDH** par rapport à 2021 grâce à la bonne maîtrise de charges du Groupe, ainsi qu'à la reprise de l'activité.
- **Un Résultat financier de -37 MDH** qui enregistre une baisse par rapport à 2021.
- **Un Résultat Net Part du Groupe de 152 MDH** en hausse de **189%** par rapport à 2021, liée essentiellement à la reprise de l'activité.

2. b Bilan consolidé :

Bilan actif :

En MMAD	31/12/2021	31/12/2022	Variation en valeur	Variation en %
Écart d'acquisition	282	282	-	-
Immobilisations Incorporelles	1	1	-	1%
Immobilisations Corporelles	2.783	2.719	(64)	-2%
Immobilisations Financières	22	30	8	34%
Actifs d'impôts différés	94	88	(6)	-6%
Total Actif Non Courant	3.181	3.119	(62)	-2%
Stocks	11	11	-	1%
Clients	31	50	18	58%
Autres tiers	156	153	(3)	-2%
Trésorerie et équivalence de trésorerie	237	840	603	255%
Total Actif Courant	436	1.054	619	142%
Total Actif	3.617	4.173	557	15%

Bilan passif :

En MMAD	31/12/2021	21/12/2022	Variation en Valeur	Variation en %
Capitaux Propres Part Groupe	1 066	1 218	152	14%
Intérêts minoritaires	85	91	7	8%
Capitaux Propres	1 150	1 309	159	14%
Autres dettes à long terme	1 807	2 045	238	13%
Provisions à caractère non courant	2	3	1	24%
Total Passif Non Courant	1 809	2 048	238	13%
Fournisseurs	164	257	93	57%
Autres tiers et impôt société	191	236	44	23%
Provisions à caractère courant	82	83	1	2%
Dettes financières à court terme (y.c location financement)	145	158	14	10%
Banques	75	82	7	9%
Total Passif Courant	657	817	159	24%
Total PASSIF	3 617	4 173	557	15%

Les principales variations du bilan se présentent comme suit :

- L'**actif immobilisé** s'élève à **3 119 MDH** en baisse de **62 MDH** liée principalement aux acquisitions et amortissements de l'année.
- Les **créances clients** s'élèvent à **50 MDH** en hausse de **18 MDH**.
- Les **autres tiers** s'élèvent à **153 MDH** en baisse de **3 MDH**.
- Les **capitaux propres** s'élèvent à **1 309 MDH** en hausse de **159 MDH**.
- La **dette nette** s'élève à **1 446 MDH**. Le levier financier s'élève à **52 %** vs **61%** en 2021 soit une baisse de **9 pts**.

3- ÉTATS FINANCIERS ANNUELS SOCIAUX :

3. a Comptes de produits et de charges :

Données en MDH	31/12/21	31/12/22	Variation en valeur	Variation en %
Ventes de bien et services produits	383	798	415	108%
Autres produits	75	65	-10	-13%
Total produits d'exploitation	458	863	405	88%
Achats consommés de matières et de fournitures	(85)	(141)	-56	66%
Autres charges externes	(194)	(301)	-108	56%
Impôts et taxes	(13)	(14)	-1	8%
Charges de personnel	(165)	(171)	-6	4%
Autres charges d'exploitation	(6)	(1)	6	N/A
Dotations d'exploitation	(94)	(101)	-7	7%
Total Charges d'exploitation	(557)	(730)	-173	31%
Résultat d'exploitation	(99)	133	232	-235%
Total des produits financiers	12	8	-4	-34%
Total des charges financières	(31)	(13)	18	-58%
Résultat Financier	(19)	(5)	14	-74%
Résultat Courant	(118)	128	246	-208%
Total des produits Non Courants	10	4	-6	N/A
Total des charges Non Courantes	(13)	(3)	10	-74%
Résultat Non Courant	(3)	0	4	-113%
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	(122)	129	250	-206%
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	(2)	(3)	-1	64%
RÉSULTAT NET	(124)	125	249	-201%

L'année 2022 a été impactée positivement par la reprise de l'activité, les résultats se présentent comme suit :

- Un **Résultat d'Exploitation** de 133 MDH, en hausse de 232 MDH par rapport à 2021.
- Un **Résultat Net Social** de +125 MDH.

3. b Bilan social :

Bilan actif :

Données en MDH	31/12/21	31/12/22	Variation en valeur	Variation en %
Immobilisations en non valeur	4	0	-4	-97%
Immobilisations incorporelles	148	148	0	0%
Immobilisations corporelles	1318	1343	25	2%
Immobilisations financières	901	901	0	0%
Actif Immobilisé	2371	2392	21	1%
Stocks	9	9	0	3%
Clients et comptes rattachés	24	50	26	109%
Personnel	1	0	-1	N/A
État	131	124	-7	-5%
Comptes d'associés débiteurs	105	88	-18	-17%
Autres débiteurs	10	6	-4	-37%
Compte de régularisation actif	10	5	-5	-49%
Titre et valeur de placement	143	615	472	N/A
Actif Circulant	433	897	464	107%
Trésorerie	89	155	66	N/A
TOTAL ACTIF	2893	3444	551	19%

Bilan passif :

Données en MDH	31/12/21	31/12/22	Variation en valeur	Variation en %
Capitaux propres	1793	1918	125	7%
Capital Social	1433	1433	0	
Résultat	-124	125	249	-201%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	444	444	0	0%
Réserve légale	15	15	0	0%
Report à nouveau (2)	25	-99	-124	-497%
Subvention d'investissement	0	35	35	
Dettes de Financement	623	881	259	42%
Financement Permanent	2415	2835	419	17%
Fournisseurs et comptes rattachés	147	224	77	52%
Clients créditeurs	25	19	-5	-22%
Personnel	19	22	3	15%
Organismes sociaux	8	8	0	-5%
État	13	16	3	27%
Comptes d'associés Créditeurs	54	76	23	43%
Autres créanciers	6	17	12	214%
Compte de régularisation passif	13	14	2	13%
Autres Provisions pour Risques et charges	112	114	1	1%
Passif Circulant	396	511	115	29%
Trésorerie	82	98	16	20%
TOTAL PASSIF	2893	3444	551	19%

Les principales variations du bilan se présentent comme suit :

- Les **Dettes Fournisseurs** s'élèvent à **224 MDH** en hausse de **77 MDH** liée principalement à la reprise de l'activité.
- Les **Créances Clients** s'élèvent à **50 MDH** en hausse de **26 MDH** ; liée essentiellement à la reprise de l'activité.
- Le **financement permanent** s'élève à **2 835 MDH** en hausse de **419 MDH**, il est composé des capitaux propres pour **1 918 MDH**, des subventions d'investissement pour **35 MDH** et des dettes de financement pour **881 MDH**.

4- ÉTAT DES FILIALES ET PARTICIPATIONS :

Société	pourcentage
Chayla	100
Emirotel	100
Moussafir Hotels	100
Accor Gestion Maroc	33,33
Saemog	40
SMHE	50

5- ÉTAT DES FILIALES ET PARTICIPATIONS :

Synthèse des résultats sociaux 2022 des filiales de Risma

en MAD	Capital Social	Primes d'émission	Report à nouveau après distribution résultat 2021	Réserve légale après distribution résultat 2021	Autres réserves après distribution résultat 2021	Résultat net 2022	Capitaux propres au 31/12/2022	Dotations Réserve légale	Dotations autres réserves	Résultat distribuable 2022	Proposition de distribution des dividendes	Report à nouveau après distribution résultat 2022
Chayla	43 272 000,00		(47 015 809,05)	1 619 331,25		7 010 367,84	4 885 890,04			(40 005 441,21)		(40 005 441,21)
Emirotel	204 300 000,00		(24 952 237,62)	3 832 535,44		24 177 934,43	207 358 232,25			(774 303,19)		(774 303,19)
Moussafir Hôtels	253 000 000,00		(50 899 640,83)	19 300 000,00		18 929 790,94	240 330 150,11			(31 969 849,89)		(31 969 849,89)
Moussaf	16 000 000,00		(7 584 558,30)	1 600 000,00		917 133,45	10 932 575,15			(6 667 424,85)		(6 667 424,85)
HCH	300 000,00		(1 004 435,11)	8 595,06		(14 520,00)	(710 360,05)			(1 018 955,11)		(1 018 955,11)
SMHE	119 000 000,00		(96 042 247,89)			(35 161 974,63)	(12 204 222,52)			(131 204 222,52)		(131 204 222,52)

6.a) CHAYLA

1. Situation financière CHAYLA

Au 31 décembre 2022, les disponibilités nettes ont connu une amélioration par rapport à leur niveau au 31 décembre 2021 passant de -716 KDH en 2021 à 381 KDH en 2022. Cette variation est liée aux éléments suivants :

I SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice b	Exercice précédent a	Exercice a - b	
			Emplois c	Ressources d
Financement permanent	7 986 334,37	-2 124 477,80		10 110 812,17
Moins actif immobilisé	43 904 552,92	45 667 458,51		1 762 905,59
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-35 918 218,55	-47 791 936,31		11 873 717,76
Actif circulant	4 435 750,32	2 170 731,19	2 265 019,13	
Moins Passif circulant	40 735 837,77	49 246 425,15	8 510 587,38	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-36 300 087,45	-47 075 693,96	10 775 606,51	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	381 868,90	-716 242,35	1 098 111,25	

2. Formation du résultat distribuable CHAYLA

Le résultat net 2022 s'établit à 7 MDH, il s'améliore de 16 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2021. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- **Résultat d'exploitation** : 8,924 MDH contre (6,509) MDH en 2021.
- **Résultat financier** : (1,619) MDH contre (1,5) MDH en 2021.
- **Résultat non courant** : (0,129) MDH contre (0,787) MDH en 2021.
- **L'impôt sur les résultats** : 0,164 MDH contre 0,104 MDH en 2021.

3. Affectation du résultat CHAYLA

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes annuels tels qu'ils vous ont été présentés et qui font apparaître un bénéfice de 7 010 367,84 Dhs et un report à nouveau débiteur de -47 015 809,05 Dhs. Nous vous proposons d'affecter ce résultat comme suit :

- **Résultat net de l'exercice** : 7 010 367,84 Dhs
- **Report à nouveau débiteur avant affectation** : - 47 015 809,05 Dhs
- **Report à nouveau débiteur après affectation** : -40 005 441,21 Dhs

4. Délai de paiement CHAYLA

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post-clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	8 633 536,46	4 608 774,80	2 622 628,51	159 660,85	433 947,47	808 524,83
Date de clôture exercice N	9 955 927,38	4 835 336,33	4 247 087,94	-35 919,01	240 730,43	668 691,69

5. Difficultés rencontrées CHAYLA

Néant

6. Opérations réalisées CHAYLA

Néant

7. Perspectives d'avenir :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité.

6.b) EMIROTEL

1. Situation financière Emirotel

Au 31 décembre 2022, les disponibilités nettes ont connu une amélioration par rapport à leur niveau au 31 décembre 2021 passant de 2 MDH en 2021 à 4 MDH en 2022.

En effet, cette progression s'explique essentiellement par les variations des éléments suivants :

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
			Emplois	Ressources
	b	a	c	d
Financement permanent	411 124 096,95	386 946 161,52		24 177 935,43
Moins actif immobilisé	293 134 662,05	302 206 849,57		9 072 187,52
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	117 989 434,90	84 739 311,95		33 250 122,95
Actif circulant	126 003 745,94	92 906 930,32	33 096 815,62	
Moins Passif circulant	12 206 121,21	10 261 487,51		1 944 633,70
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	113 797 624,73	82 645 442,81	31 152 181,92	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	4 191 810,17	2 093 869,14	2 097 941,03	

- La baisse des immobilisations de la société de 9 MDH due essentiellement à l'amortissement mécanique des immobilisations.
- Les financements permanents ont connu une hausse de 24 MDH, qui s'explique principalement par le résultat bénéficiaire de la période pour le même montant.
- La hausse de l'actif circulant de l'ordre de 33 MDH.
- La hausse du passif circulant de l'ordre de 1,9 MDH.

2. Formation du résultat distribuable EMIROTEL

Le résultat net 2022 s'établit à 24,1MDH, il est en hausse de 32,5 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2021. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- Résultat d'exploitation : 23,6 MDH contre (0,9) MDH en 2021 ;
- Résultat financier : (0,74) MDH contre (7,3) MDH en 2021 ;
- Résultat non courant : 0,014 MDH contre 0,013 MDH en 2021 ;
- L'impôt sur les résultats : 0,208 MDH contre 0,155 MDH en 2021.

3. Affectation du résultat EMIROTEL

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes annuels tels qu'ils vous ont été présentés et qui font apparaître un bénéfice de 24 177 935,43 Dhs et un report à nouveau débiteur de 24 952 237,62 Dhs. Nous vous proposons d'affecter ce résultat comme suit :

Bénéfice Net de l'exercice	: 24 177 935,43 Dhs
Réserve légale	: 3 832 535,44 Dhs
Report a nouveau débiteur au 31/12/2022	: 24 952 237,62 Dhs

À affecter comme suit :

En MAD	Situation Au 31/12/2022	Proposition d'affectation du résultat	Après Affectation du résultat
CAPITAUX PROPRES	207 358 233,25		207 358 233,25
Capital social ou personnel	204 300 000,00		204 300 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00		0,00
Réserve légale	3 832 535,44	0,00	3 832 535,44
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	-24 952 237,62		-774 302,19
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	24 177 935,43		0,00
Résultat distribuable		-774 302,19	
Proposition Dividende à distribuer		0,00	0,00

4. Prise de participation EMIROTEL

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours de l'exercice 2022.

5. Difficultés rencontrées EMIROTEL

Néant

6. Opérations réalisées EMIROTEL

Néant

7. Perspectives d'avenir :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité.

8. Délais de paiement EMIROTEL

Veillez trouver ci-après, la décomposition de la situation des fournisseurs par échéance à la date du 31/12/2022 :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post-Clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	4 976 542,39	0,00	4 870 418,42	0,00	10 500,00	95 624,00
Date de clôture exercice N	6 824 981,12	840 897,12	5 888 460,00	0,00	0,00	95 624,00

6.c) MOUSSAFIR

1. Situation financière MOUSSAFIR

I SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice b	Exercice précédent a	Exercice a - b	
			Emplois c	Ressources d
Financement permanent	567 737 428,88	527 573 022,03		40 164 406,85
Moins actif immobilisé	593 535 696,76	624 989 665,02		31 453 968,26
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-25 798 267,88	-97 416 642,99		71 618 375,11
Actif circulant	49 095 166,01	46 836 731,42	2 258 434,59	
Moins Passif circulant	147 139 759,29	148 488 633,07	1 348 873,78	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-98 044 593,28	-101 651 901,65	3 607 308,37	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF - PASSIF) A - B	72 246 325,40	4 235 258,66	68 011 066,74	
II EMPLOIS ET RESSOURCES				
			Exercice	Exercice précédent
			Emplois	Ressources
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)				
+ Capacité d'autofinancement			59 259 120,78	11 804 032,76
- Distributions de bénéfices				
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)			54 499,99	247 560,00
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles			54 499,99	247 560,00
+ Cessions d'immobilisations financières				
+ Récupérations sur créances immobilisées				
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)			18 517 731,20	
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subvention d'investissement			18 517 731,20	
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)I (nettes de primes de remboursement)			2 716 886,00	107 469 128,04
TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)				
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)			8 929 862,86	6 017 048,51
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles			15 080,00	203 580,00
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles			8 914 782,86	5 813 468,51
+ Acquisitions d'immobilisations financières				
+ Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				23 129 330,41
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)				
TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)			8 929 862,86	29 146 378,92
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B F G)			3 607 308,37	118 167 241,70
IV VARIATION DE LA TRÉSORERIE			68 011 066,74	27 792 899,82
TOTAL GÉNÉRAL	80 548 237,97	80 548 237,97	147 313 620,62	147 313 620,62

2. État de synthèse MOUSSAFIR

A C T I F	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs → [A]	9 666 394,14	8 722 830,11	943 564,03	1 786 928,56
A Frais préliminaires	1 888 679,00	1 599 909,33	288 769,67	592 262,67
C Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 777 715,14	7 122 920,78	654 794,36	1 194 665,89
Primes de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles → [B]	2 354 689,88	2 210 837,01	143 852,87	251 399,60
Immobilisations en Recherche et Développement				
I Brevets, marques, droits et valeurs similaires	2 354 689,88	2 210 837,01	143 852,87	251 399,60
F Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles → [C]	1 148 040 460,98	567 183 823,25	580 856 637,73	611 359 694,73
I Terrains	171 823 130,91	10 062 546,10	161 760 584,81	162 243 978,28
M Constructions	707 863 059,06	356 317 767,33	351 545 291,73	376 510 350,02
M Installations techniques, matériel et outillage	230 081 960,69	187 229 975,13	42 851 985,56	48 845 029,50
O Matériel de transport				
O Mobilier, Matériel de bureau, Aménagement Divers	13 478 333,50	12 465 084,90	1 013 248,60	818 104,45
B Autres immobilisations corporelles	453 926,13	203 926,13	250 000,00	250 000,00
I Immobilisations corporelles en cours	24 340 050,69	904 523,66	23 435 527,03	22 692 232,48
Immobilisations financières → [D]	11 891 642,13	300 000,00	11 591 642,13	11 591 642,13
L Prêts immobilisés				
I Autres créances financières	391 842,13		391 842,13	391 842,13
S Titres de participation	11 499 800,00	300 000,00	11 199 800,00	11 199 800,00
S Autres titres immobilisés				
E Écarts de conversion actif → [E]				
E Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	1 171 953 187,13	578 417 490,37	593 535 696,76	624 989 665,02
Stocks → [F]	2 192 223,46	406 599,76	1 785 623,70	1 927 482,86
A Marchandises	31 370,89		31 370,89	33 061,19
C Matières et fournitures consommables	2 160 852,57	406 599,76	1 754 252,81	1 894 421,67
T Produits en cours				
I Produits intermédiaires et produits résiduels				
F Produits finis				
Créances de l'actif circulant → [G]	47 473 835,92	164 293,61	47 309 542,31	44 909 248,56
C Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 347,33		1 347,33	1 347,33
I Clients et comptes rattachés	7 018 932,52	164 293,61	6 854 638,91	6 669 170,39
R Personnel	15 586,72		15 586,72	229 756,81
C État	29 711 534,58		29 711 534,58	25 624 463,76
C Comptes d'associés	9 650 914,43		9 650 914,43	10 849 999,99
U Autres débiteurs	384 518,16		384 518,16	340 955,56
L Comptes de régularisation - Actif	691 002,18		691 002,18	1 193 554,72
A Titres valeurs de placement → [H]				
N Écarts de conversion actif → [I] Eléments circulants				
TOTAL II (F+G+H+I)	49 666 059,38	570 893,37	49 095 166,01	46 836 731,42
Trésorerie - Actif	84 138 505,32	42 314,13	84 096 191,19	18 896 728,90
T Chèques et valeurs à encaisser	1 545 311,14	42 314,13	1 502 997,01	120 416,20
R Banques, T G et C C P	82 537 239,92		82 537 239,92	18 725 718,94
E Caisse, Régie d'avances et accreditifs	55 954,26		55 954,26	50 593,76
S TOTAL III	84 138 505,32	42 314,13	84 096 191,19	18 896 728,90
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	1 305 757 751,83	579 030 697,87	726 727 053,96	690 723 125,34

P A S S I F	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
	CAPITAUX PROPRES	240 330 150,11
F Capital social ou personnel (1)	253 000 000,00	253 000 000,00
I Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
N Capital appelé	253 000 000,00	253 000 000,00
A Dont versé	253 000 000,00	253 000 000,00
N Prime d'émission, de fusion, d'apport		
C Écarts de réévaluation		
E Réserve légale	19 300 000,00	19 300 000,00
M Autres réserves		
E Report à nouveau (2)	-50 899 640,83	-18 365 138,82
M Résultat en instance d'affectation		
E Résultat net de l'exercice (2)	18 929 790,94	-32 534 501,50
N Total des capitaux propres (A)	240 330 150,11	221 400 359,68
T Capitaux propres assimilés (B)	18 517 731,20	
Subventions d'investissement	18 517 731,20	
P Provisions réglementées		
E Dettes de financement (C)	308 889 547,59	306 172 662,35
R Emprunts obligataires		
M Autres dettes de financement	308 889 547,59	306 172 662,35
A Provisions durables pour risques et charges (D)		
N Provisions pour risques		
E Provisions pour charges		
N Écarts de conversion - passif (E)		
T Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	567 737 428,90	527 573 022,03
P Dettes du passif circulant (F)	134 162 127,40	134 377 172,01
A Fournisseurs et comptes rattachés	48 626 344,93	39 868 046,41
S Clients créditeurs, avances et acomptes	592 419,62	828 493,16
I Personnel	6 028 019,65	3 518 925,07
F Organismes sociaux	1 725 360,56	1 923 026,21
C État	7 492 795,11	7 436 026,00
I Comptes d'associés	61 570 578,68	70 070 578,68
R Autres créanciers	5 033 935,26	1 561 905,36
U Comptes de régularisation passif	3 092 673,59	9 170 171,12
L Autres provisions pour risques et charges (G)	12 977 631,89	14 111 461,06
N Écarts de conversion - passif (Eléments circulants) (H)		
TOTAL II (F+G+H)	147 139 759,29	148 488 633,07
T TRÉSORERIE PASSIF	11 849 865,78	14 661 470,24
R Crédits d'escompte		
E Crédits de trésorerie		
S Banques (Soldes créditeurs)	11 849 865,78	14 661 470,24
TOTAL III	11 849 865,78	14 661 470,24
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	726 727 053,97	690 723 125,34

DÉSIGNATION	OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
PRODUITS D'EXPLOITATION	200 535 141,63		200 535 141,63	150 363 955,32
E Ventes de marchandises (en l'état)	3 225,01		3 225,01	5 559,19
X Ventes de biens et services produits	192 867 422,64		192 867 422,64	140 912 262,04
Chiffres d'affaires	192 870 647,65		192 870 647,65	140 917 821,23
P Variation de stocks de produits (1)				
L I Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
O Subventions d'exploitation				
I Autres produits d'exploitation				
I Reprises d'exploitation : transferts de charges	7 664 493,98		7 664 493,98	9 446 134,09
Total I	200 535 141,63		200 535 141,63	150 363 955,32
CHARGES D'EXPLOITATION	175 805 546,31	106 376,72	175 911 923,03	166 224 705,74
T Achats revendus(2) de marchandises	1 690,30		1 690,30	1 954,44
A Achats consommés(2) de matières et fournitures	30 367 680,48	19 205,00	30 386 885,48	26 017 451,20
T II Autres charges externes	57 588 191,90	81 659,24	57 669 851,14	43 562 604,65
I Impôts et taxes	3 460 875,53	812,48	3 461 688,01	7 448 454,55
O Charges de personnel	42 229 688,00	4 700,00	42 234 388,00	41 714 201,70
O Autres charges d'exploitation	1 277,71		1 277,71	1 148 023,09
N Dotations d'exploitation	42 156 142,39		42 156 142,39	46 332 016,11
Total II	175 805 546,31	106 376,72	175 911 923,03	166 224 705,74
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	24 729 595,32	-106 376,72	24 623 218,60	-15 860 750,42
PRODUITS FINANCIERS	676 669,34		676 669,34	1 483 243,56
I Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
N IV Gains de change	43 951,10		43 951,10	83 765,80
A Interêts et autres produits financiers	431 800,22		431 800,22	432 100,31
N Reprises financières : transfert charges	200 918,02		200 918,02	967 377,45
Total IV	676 669,34		676 669,34	1 483 243,56
CHARGES FINANCIÈRES	5 674 017,58		5 674 017,58	18 177 432,50
C Charges d'intérêts	5 521 841,07		5 521 841,07	18 038 547,20
I V Pertes de change	81 962,94		81 962,94	24 653,42
E Autres charges financières				
E Dotations financières	70 213,57		70 213,57	114 231,88
Total V	5 674 017,58		5 674 017,58	18 177 432,50
R VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	-4 997 348,24		-4 997 348,24	-16 694 188,94
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	19 732 247,08	-106 376,72	19 625 870,36	-32 554 939,36

DÉSIGNATION	OPÉRATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	19 732 247,08	-106 376,72	19 625 870,36	-32 554 939,36
PRODUITS NON COURANTS	702 705,30	139 651,39	842 356,69	1 619 550,90
Produits des cessions d'immobilisations	54 499,99		54 499,99	247 560,00
Subventions d'équilibre				
VIII Reprises sur subventions d'investissement				
N VIII Autres produits non courants	648 205,31	139 651,39	787 856,70	1 371 990,90
O Reprises non courantes ; transferts de charges				
Total VIII	702 705,30	139 651,39	842 356,69	1 619 550,90
CHARGES NON COURANTES	761 896,64	1,70	761 898,34	885 159,67
C Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	71 463,29		71 463,29	211 747,80
O Subventions accordées				
U IX Autres charges non courantes	690 433,35	1,70	690 435,05	673 411,87
R Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
Total IX	761 896,64	1,70	761 898,34	885 159,67
N X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)	-59 191,34	139 649,69	80 458,35	734 391,23
T XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)	19 673 055,74	33 272,97	19 706 328,71	-31 820 548,13
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	776 537,77		776 537,77	713 953,37
XII RÉSULTAT NET (XI-XII)	18 896 517,97	33 272,97	18 929 790,94	-32 534 501,50
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	201 914 516,27	139 651,39	202 054 167,66	153 466 749,78
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	183 017 998,30	106 378,42	183 124 376,72	186 001 251,28
XVI RÉSULTAT NETI (total des produits-total des charges)	18 896 517,97	33 272,97	18 929 790,94	-32 534 501,50

3. Formation du résultat distribuable MOUSSAFIR

En MAD	Situation Au 31/12/2022	Proposition d'affectation du résultat	Après Affectation résultat
CAPITAUX PROPRES	240 330 150,11		240 330 150,11
Capital social ou personnel	253 000 000,00		253 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport			0,00
Réserve légale	19 300 000,00	0 00	19 300 000,00
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	-50 899 640,83	18 929 790,94	-31 969 849,89
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	18 929 790,94		0,00
Résultat distribuable		-31 969 849,89	

4. Détail de paiement MOUSSAFIR

Veillez trouver ci-joint, la décomposition de la situation des fournisseurs par échéance à la date du 31/12/2022:

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post-Clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	39 868 046,41	13 872 301,83	18 369 754,00	1 637 673,77	1 877 419,36	4 110 897,45
Date de clôture exercice N	48 626 344,93	16 285 765,69	23 561 403,07	84 910,33	1 159 539,84	7 534 726,00

5. Difficultés rencontrées MOUSSAFIR

NEANT

6. Opérations réalisées MOUSSAFIR

NEANT

7. Perspectives d'avenir :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité.

6.d) MOUSSAF

1. Situation financière MOUSSAF

Au 31 décembre 2022, les disponibilités nettes ont connu une hausse par rapport à leur niveau au 31 décembre 2021 passant de 0,551 MDH en 2020 à 3,306 MDH en 2022. Cette variation est liée aux éléments suivants :

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice b	Exercice précédent a	Exercice a - b	
			Emplois c	Ressources d
Financement permanent	11 875 985,11	10 015 441,79		1 860 543,32
Moins actif immobilisé	19 510 018,27	21 140 517,87		1 630 499,60
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-7 634 033,16	-11 125 076,08		3 491 042,92
Actif circulant	2 772 835,65	2 464 245,75	308 589,90	
Moins Passif circulant	13 713 121,28	14 140 800,26	427 678,98	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-10 940 285,63	-11 676 554,51	736 268,88	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	3 306 252,47	551 478,43	2 754 774,04	

La diminution des immobilisations de la société de 1,6 MDH due essentiellement aux effets compensés suivants :

- Des investissements sur actifs existants de l'ordre de 0,406 MDH ;
- Des dotations de l'exercice de l'ordre de -2,03 MDH.

2. Formation du résultat distribuable MOUSSAF

Le résultat net 2022 s'établit à 917 KDH, il est en hausse de 3,28 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2021. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- Résultat d'exploitation : 1,372 MDH contre (2,021) MDH en 2021 ;
- Résultat financier : (0,428) MDH contre (0,379) MDH en 2021 ;
- Résultat non courant : 0,024 MDH contre (0,467) MDH en 2021 ;
- L'impôt sur les résultats : 50,18 KDH contre 37,9 KDH en 2021.

3. Affectation du résultat MOUSSAF

- Bénéfice Net de l'exercice : 917 133,45 Dhs
- Réserve légale : 1 600 000,00 Dhs
- Report à nouveau Débiteur au 31/12/2021 : 7 584 558,30 Dhs

À affecter comme suit :

En MAD	Situation Au 31/12/2022	Proposition d'affectation du résultat	Après Affectation du résultat
CAPITAUX PROPRES	10 932 575,15		10 932 575,15
Capital social ou personnel	16 000 000,00		16 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport			0,00
Réserve légale	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00
Autres réserves	0,00		0,00
Report à nouveau	-7 584 558,30	917 133,45	-6 667 424,85
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	917 133,45		0,00
Résultat distribuable		-6 667 424,85	
Proposition Dividende à distribuer		0,00	0,00

4. Prise de participation MOUSSAF

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours de l'exercice 2022.

5. Délai de paiement MOUSSAF

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	1 992 855,89	1 116 481,90	526 696,32	65 333,03	102 449,68	181 894,96
Date de clôture exercice N	2 482 616,87	1 274 183,55	932 221,21	3 600,00	137 613,38	134 998,73

6. Difficultés rencontrées MOUSSAF

Néant

7. Opérations réalisées MOUSSAF

Néant

8. Perspectives d'avenir :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité.

7 - FORMATION DU RÉSULTAT DISTRIBUABLE ET PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT :

En MAD	Situation Au 31/12/2022	Proposition d'affectation du résultat	Après Affectation du résultat
CAPITAUX PROPRES	1 918 010 145,65		1 918 010 145,65
Capital social ou personnel	1 432 694 700,00		1 432 694 700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19		443 607 427,19
Réserve légale	15 162 545,13	1 327 273,67	16 489 818,80
Autres réserves			0,00
Report à nouveau	-98 651 569,45	123 869 769,11	25 218 199,66
Résultat en instance d'affectation			0,00
Résultat net de l'exercice	125 197 042,78		0,00
Résultat à distribuer		0,00	0,00

8 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES :

Le Directoire, constate, que les conventions réglementées antérieurement conclues par la société ont continué à produire leurs effets.

9 - ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE :

Néant.

10 - DÉLAIS DE PAIEMENT :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Clôture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	146 836 059,28	87 702 492,63	15 754 333,95	4 888 397,16	5 406 702,49	33 084 133,05
Date de clôture exercice N	223 636 554,02	106 987 873,35	72 466 186,68	617 699,00	8 170 621,64	35 394 173,35

11 - PERSPECTIVES D'AVENIR :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité.

12 - MANDATS

LISTE DES MANDATS DANS D'AUTRES CONSEILS D'ADMINISTRATION OU CONSEILS DE SURVEILLANCE AINSI QUE LEURS EMPLOIS OU FONCTIONS PRINCIPAUX

En application de l'article 142 de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la Loi 20-19 du 26 avril 2019, nous vous communiquons ci-dessous la liste des mandats dans d'autres conseils d'administration ou de surveillance ainsi que leurs emplois ou fonctions principaux :

M. Sven BOINET

Société	Type mandat
ACCORINVEST	Administrateur
SIEHA	Administrateur
FINANCIÈRE LOUIS (POTEL & CHABOT)	Administrateur
PARIS SOCIETY	Administrateur
INSTITUT PAUL BOCUSE	Administrateur
HAUT COMITÉ DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE (HCGE)	Membre
ALLIANCE FRANCE TOURISME	Président

M. AZEDDINE GUESSOUS

Société	Type mandat
BANK OF AFRICA	Administrateur intuitu personae Représentant permanent de RMA
BANK OF AFRICA EUROPE (ex BMCE International Madrid)	Administrateur
BOA Group	Administrateur
RMA	Administrateur
LOCASOM	Administrateur
SETTAVEX	Administrateur
SONASID	Administrateur
RISMA	Administrateur
CFG	Administrateur
MAROCAINE DES TABACS	Administrateur
ALMA PACK	Administrateur
ALMA BAT	Administrateur
AL AKHAWAYN	Administrateur

M. Hicham El Amrani

Société	Type mandat
AIR ARABIA MAROC	Administrateur et représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
ARGAN INVEST	Président Directeur Général
BANK OF AFRICA (ex-BMCE Bank)	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
BRICO-INVEST	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
CAP ESTATE	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur et Directeur Général Délégué
COLLIERS INTERNATIONAL MAROC	Administrateur
CTM	Administrateur
CTM MESSAGERIE	Administrateur

DBM MEDIA GROUP	Administrateur, Vice-Président du Conseil d'Administration
FINANCIERE YACOUT	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur et Directeur Général Délégué
FINATECH GROUP	Administrateur
FONDATION OTHMAN BENJELLOUN	Membre Fondateur et Administrateur
INTERFINA	Administrateur et Directeur Général Délégué
MEDITELECOM (Orange)	Administrateur
MEDIUM FINANCE	Président Directeur Général
O CAPITAL AFRICA (ex FinanceCom Afrique)	Administrateur
O CAPITAL EUROPE (ex FinanceCom International)	Administrateur
O CAPITAL GROUP (Ex FinanceCom)	Administrateur et Directeur Général Délégué (Fonction Principale)
O TOWER	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur
REVLV'S	Représentant permanent de INTERFINA, Administrateur
SFCM	Représentant permanent de O CAPITAL GROUP, Administrateur

M. Zouheir BENSAID

Société	Type mandat
AIR ARABIA	Administrateur
ARGAN INVEST	Administrateur
BANK OF AFRICA BMCE GROUP	Administrateur
CAP ESTATE	Administrateur
CFG	Administrateur
CTM	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur
DECROW CAPITAL	Administrateur
EURAFRIC INFORMATION	Administrateur
FINANCECOM	Administrateur
FINANCECOM INTERNATIONAL GROUPE	Administrateur
FINATECH GROUPE	Administrateur
INFRA INVEST	Président du Conseil d'Administration
LYDEC	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
MBT	Administrateur Directeur Général Exécutif
MEDIUM FINANCE GROUPE	Président Directeur Général
MUTANDIS	Administrateur
MUTANDIS AUTOMOBILE	Administrateur
MUTATIS	Administrateur
O TOWER ADMINISTRATEUR	Administrateur
REVLV'S GROUPE	Administrateur représentant de RMA

M. Nicolas Broussaud

Société	Type mandat
Gekko SAS	Président
Lido SA	Président du Conseil de Surveillance
KNSA Hôtels France	Administrateur
Ennismore Lifestyle Group Ltd	Administrateur

M. Christian Karaoglanian

Société	Type mandat
DoniK Consultants SAS	Président
Indevho	Président (via DoniK Consultants SAS)
ColSun Astor Saint-Honoré	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Aigle des Neiges	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Aubagne Gemenos	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Chamonix	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Claude Bernard Saint Germain	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Dolce Fregate	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Jules César	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Le Boucher Aubagnais	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Le Claret Bercy	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Le Grand Aigle	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Le Paradou	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Lès Valence	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Marmotel	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Mas des Herbes Blanches	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Montchalet Tignes	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Montmartre Mon Amour	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Mougins	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Moulin de Vernègues	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Nation	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Orange	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Petite Isle	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Pic Blanc	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Royal Ours Blanc	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Saint-Charles	Président et membre du Conseil de surveillance
ColSun Savoies	Président et membre du Conseil de surveillance
KNSA	Membre du Conseil d'Administration
Ecole des Roches (société suisse)	Membre du Board
Sofitel Saint James de Londres (société de droit anglais)	Membre du Board
Sofitel Grand Amsterdam (société néerlandaise)	Membre du Board

M. Sami NASSER

Société	Type mandat
SOCIÉTÉ SIEHA (ALGÉRIE)	Président du Directoire
SOCIETE ACCOR GESTION MAROC (MAROC)	Représentant permanent de la Société Accor SA
SOCIÉTÉ MÖVENPICK MAN TUNISIA (TUNISIE)	Gérant
SOCIÉTÉ TUNISIA HOTELS & RESORTS (TUNISIE)	Président du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ EL GEZIRAH COMPANY FOR HOTELS AND TOURISM (EGYPTE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ TAMARIS TURIZM ANONIM SIRKETI (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIETE FHR GULF MANAGEMENT FZ-LLC (EMIRATS ARABES UNIS)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ "SAUDI FRENCH COMPANY FOR HOTEL MANAGEMENT" (ARABIE SAOUDITE)	Membre du Conseil d'Administration

M. Khalid Cheddadi en qualité de représentant permanent de la CIMR

Société	Type mandat
AFMA	Administrateur Représentant de la CIMR
AL MADA HOLDING	Administrateur Représentant de la CIMR
A6 IMMOBILIER	Administrateur Représentant de la CIMR
BANQUE POPULAIRE	Administrateur Représentant de la CIMR
BRASSERIES DU MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
CFG BANK	Administrateur Représentant de la CIMR
EQDOM	Administrateur Représentant de la CIMR
JORF FERTILIZERS COMPANY V	Administrateur Représentant de la CIMR
LAFARGE HOLCIM MAROC	Administrateur Représentant de la CIMR
OLEA CAPITAL FUND	Administrateur Représentant de la CIMR
SOCIETE DE SEL DE	Administrateur Représentant de la CIMR
MOHAMMEDIA	Administrateur Représentant de la CIMR
SOMED	Administrateur Représentant de la CIMR
SONASID	Administrateur Représentant de la CIMR
LESIEUR CRISTAL	Administrateur Président du Conseil d'Administration Représentant de la CIMR

M. Khalid Cheddadi

Société	Type mandat
ATLAS HOSPITALITY MOROCCO	Administrateur
COSUMAR Administrateur	Administrateur
OLEA TRADING	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE	Administrateur
BERTIN	Administrateur
OLEA CAPITAL SOCIETE	Administrateur
CENTRALE D'EXPLOITATION	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE III	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE II	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE I	Administrateur
SAPRESS	Administrateur - Président du Conseil d'Administration
WARAK PRESS	Administrateur - Président du Conseil d'Administration
AUTO HALL	Administrateur
CIH	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
H Partners	Membre du Conseil de Surveillance
AXA ASSURANCES MAROC	Administrateur
SOCHEPRESS	Administrateur - Président du Conseil d'Administration
UPLINE VENTURES	Administrateur - Président du Conseil d'Administration
RAMICAL	Administrateur - Président Directeur Général
AKILAM	Administrateur - Président Directeur Général
LARBEL	Gérant
CIMR FONCIA	Gérant
SICAV ATTADAMOUN	Administrateur - Président Directeur Général
SICAV TRESO PLUS	Administrateur - Président Directeur Général
SICAV IDDKHAR	Administrateur - Président Directeur Général
SICA AJIAL	Administrateur - Président Directeur Général
SICAV CIMR PREVOYANCE	Administrateur - Président Directeur Général

M. Hicham Belmrah

Société	Type mandat
BCP	Administrateur
Lesieur	Administrateur
Risma	Membre du CS
Maghrebail	Administrateur
Sonasid	Administrateur
Cosumar	Président du CA
AL MADA	Administrateur
MAMDA	Président Directeur Général
MCMA	Président Directeur Général
MAC	Président du Directoire
CAM	Membre du CS
SOMED	Administrateur
Afriquia SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
CAT	Administrateur
Resort Co	Administrateur
MAMDA RE	Administrateur Directeur Général
AKWA Africa	Administrateur
Ryad Resort Developpement	Président du CA
UIR	Membre du CS
OLEA CAPITAL	Président du CA
ODYSSEY INTERNATIONAL	Membre du CS
OPCI EDUCAPITAL	Administrateur
OPCI CDV Patrimoine	Administrateur
YAMED EDUCATION	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
AL MADA Venture Cap	Administrateur
MASSIMISSA	Administrateur
MCR	Vice Président du Conseil
EURESA	Membre du Conseil de Gérance

M. Adil Douiri

Société	Type mandat
CFG Bank	Président
Distra SA	Président
LGMC Industries SA	Président
CMB Plastique SA	Président
Résidences Dar Saada	Administrateur
Isham Finance	Administrateur
Univers Motors Asie	PDG
Univers Motors Europe	PDG
Univers Motos distribution	PDG

M. Hamid Benbrahim El Andaloussi

Société	Type mandat
Safran Aircraft Engines Services Morocco	Administrateur
Institut des Métiers de l'Aéronautique	Administrateur
Groupement des Industriels de l'Aéronautique et du Spatial	Administrateur

MME. GHISLANE GUEDIRA BENNOUNA

Société	Type mandat
PRAYON (BELGIQUE)	Membre du Conseil d'Administration
ZMPPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
PPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
BSFT (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
OCP NORTH AMERICA (USA)	Membre du Conseil d'Administration
IMACID (MAROC)	Président du Conseil d'Administration
SAEDM (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
CDG CAPITAL	Administrateur
UM6P (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P ENDOWMENT HOLDING (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration

13 - TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT :

OPCVM	Nombre de parts	Montant investi
Capital Monétaire plus	521 529	615 062 287,13

Le Directoire

ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES

	Fidaroc Grant Thornton							
	Montant par année				% par année			
	2022	2021	2020	2019	2022	2021	2020	2019
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	320 000	320 000	320 000	320 000	85%	100%	91%	93%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	55 000	0	30 000	25 000	15%	0%	9%	7%
Autres prestations rendues	0	0	0	0	0%	0%	0%	0%
Total	375 000	320 000	350 000	345 000	100%	100%	100%	100%

	Deloitte							
	Montant par année				% par année			
	2022	2021	2020	2021	2022	2021	2020	2019
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	415 000	415 000	415 000	415 000	88%	100%	80%	88%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	55 000	0	105 000	55 000	12%	0%	20%	12%
Autres prestations rendues	0	0	0	0	0%	0%	0%	0%
Total	470 000	415 000	520 000	470 000	100%	100%	100%	100%

Rapport des
COMMISSAIRES
AUX COMPTES



7, Boulevard Driss Slaoui
20 000 Casablanca

Deloitte.

Boulevard Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina – Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires
Groupe RISMA
97, Boulevard Massira Khadra
Casablanca

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2022 AU 31 DECEMBRE 2022

AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Risma S.A. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.309.102 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 158.699.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Notre réponse
<p>Tests de dépréciation des actifs hôteliers</p> <p>Au 31 décembre 2022, la valeur comptable des goodwill et actifs hôteliers s'élève à un montant total de 3.000 MMAD.</p> <p>Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance du Groupe, l'évolution de l'environnement concurrentiel, des conditions de marché défavorables et des changements de législations ou de réglementations. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie du Groupe et par conséquent sur la détermination des valeurs recouvrables de ces actifs.</p> <p>Comme indiqué dans les notes annexes « Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs », le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie testée, déterminée sur la base de flux de trésoreries nets futurs actualisés.</p> <p>Les goodwill et les immobilisations corporelles impactent de manière significative les comptes du Groupe et font par ailleurs appel, pour les besoins de leur évaluation, au jugement et aux estimations de la Direction. De ce fait, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus appliqué par le Groupe pour l'identification des indices de pertes de valeur et la mise en œuvre des tests de dépréciation pour ces actifs, et examiner les contrôles clés y afférents ; - Examiner les éléments chiffrés utilisés par le Groupe pour déterminer les valeurs recouvrables ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par le Groupe.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les

éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 78 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Immeuble "C", Itaire 3, La Marina
Casablanca
Tél : 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax : 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina BENSOUA-KORACHI
Associée



7, Boulevard Driss Slaoui
20 000 Casablanca

Deloitte.

Boulevard Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina – Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société

RISMA S.A.

97, Boulevard Massira El Khadra
Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022**

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 5 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société RISMA S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1.953.280.043,34 dirhams dont un bénéfice net de 125.197.042,78 dirhams.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société **RISMA S.A** au 31 décembre 2022, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Notre réponse
<p>Evaluation des titres de participation</p> <p>Les titres de participation figurent au bilan au 31 décembre 2022 pour un montant net de 900 MMAD, compte tenu d'une provision pour dépréciation de 413 MMAD.</p> <p>Ces titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition. Comme indiqué dans l'état A.1, ces titres sont dépréciés par référence à la valeur actuelle à la clôture de l'exercice.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement de la Direction dans l'estimation de la valeur actuelle de ces titres de participation, nous avons considéré que l'évaluation de ces titres constitue un point clé de notre audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus de détermination de la valeur actuelle des titres de participation ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour déterminer les valeurs actuelles ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.
<p>Evaluation des fonds commerciaux</p> <p>Au 31 décembre 2022, la valeur nette comptable des fonds commerciaux s'élève à 148 MMAD.</p> <p>Comme indiqué dans l'état A.1, une dépréciation du fonds commercial doit être constatée lorsque sa valeur recouvrable devient inférieure à sa valeur nette comptable.</p> <p>La valeur recouvrable des fonds commerciaux est déterminée par la méthode des flux de trésorerie prévisionnels prenant en considération le risque marché et les risques spécifiques à Risma.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des fonds commerciaux constitue un point clé de notre audit en raison de l'importance du jugement et des estimations de la Direction dans la détermination de la valeur recouvrable.</p>	<p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus appliqué par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable des fonds commerciaux et examiner les contrôles clés y afférents ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par la Direction.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les

éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux comptes**FIDAROC GRANT THORNTON**

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Sicoulet - Casablanca
Tél : 05 22 54 45 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faiçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Boulevard Mohammed VI, Zone 3, La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 47.59

Sakina BENSOUA-KORACHI
Associée

Aux Actionnaires de la société
RISMA S.A.
97, Boulevard Massira Khadra
Casablanca

Rapport Spécial des commissaires aux comptes Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 95 à 97 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés par le Président du Conseil de Surveillance ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2022

Le Président de votre Conseil de Surveillance ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice 2022.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE :

2.1 - Conventions conclues avec la société MOUSSAFIR Hôtels S.A. :

❖ Personnes concernées :

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale MOUSSAFIR Hôtels S.A
- Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale MOUSSAFIR Hôtels S.A

2.1.1 - Convention de sous location des locaux :

- **Nature et objet de la convention** : Sous location des locaux de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles** : La société RISMA S.A procède à la sous-location de ses locaux à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : 288 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2022** : 346 KMAD TTC.

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A, MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A et EMIROTEL S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : 4.516 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2022** : 4.459 KMAD TTC.

2.1.3 - Convention de rémunération des comptes courants :

- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 4% H.T.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : 2.106 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2022** : 6.275 KMAD H.T.
- **Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2022** : 61.570 KMAD.

2.1.4 - Redevances HR Access :

- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : 134 KMAD HT.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2022** : 161 KMAD TTC.

2.1.5 - Honoraires constructions facturés par RISMA S.A. :

- **Nature et objet de la convention** : Honoraires du département construction.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre du développement des hôtels par RISMA S.A., cette dernière facture les honoraires du département construction pour les hôtels en cours de construction de MOUSSAFIR HÔTELS S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : 91 KMAD HT.
- **Montant encaissé par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : Néant.

2.2 - Convention conclue avec la société MOUSSAF Hôtels S.A.

❖ Personnes concernées :

- Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale MOUSSAF S.A
- Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale MOUSSAF S.A.

2.2.1 - Convention de sous location des locaux :

- **Nature et objet de la convention** : Sous location des locaux de la société RISMA à la société MOUSSAF S.A.
- **Modalités essentielles** : La société a procédé à la sous-location de ses locaux à la société MOUSSAF Hôtels S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : 24 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2022** : 29 KMAD TTC.

2.2.2 - Convention de refacturation des frais de sièges :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAF S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société

MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A., MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.

- Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 : 215 KMAD H.T.
- Montant encaissé au cours de l'exercice 2022 : 217 KMAD TTC.

2.2.3 - Redevances HR Access :

- Nature et objet de la convention : Logiciel de Paie HR Access.
- Modalités essentielles : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A , Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 : 11 KMAD HT.
- Montant encaissé au cours de l'exercice 2022 : 13 KMAD TTC.

2.3 - Convention conclue avec la société CHAYLA S.A. :

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale CHAYLA S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale CHAYLA S.A.

2.3.1 - Convention de sous location des locaux :

- Nature et objet de la convention : Sous location des locaux de la société RISMA à la société CHAYLA S.A.
- Modalités essentielles : Refacturation des frais de siège de la part de RISMA S.A CHAYLA S.A.
- Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 : 60 KMAD H.T.
- Montant encaissé au cours de l'exercice 2022 : 72 KMAD TTC.

2.3.2 - Convention de refacturation des frais de sièges :

- Nature et objet de la convention : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société CHAYLA S.A.
- Modalités essentielles : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A., MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.
- Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 : 860 KMAD H.T.
- Montant encaissé au cours de l'exercice 2022 : 868 KMAD TTC.

2.3.3 - Convention de rémunération des comptes courants :

- Nature et objet de la convention : Avances en comptes courants.
- Modalités essentielles : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 4% H.T.
- Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 : 1.347 KMAD H.T.
- Montant encaissé au cours de l'exercice 2022 : 2.596 KMAD TTC.
- Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2022 : 25.855 KMAD.

2.3.4 - Redevances HR Access :

- Nature et objet de la convention : Logiciel de Paie HR Access.
- Modalités essentielles : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A , Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 : 26 KMAD HT.
- Montant encaissé au cours de l'exercice 2022 : 31 KMAD TTC.

2.3.5 - Honoraires constructions facturés par RISMA S.A. :

- Nature et objet de la convention : Honoraires du département construction.

d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 2,21% H.T.

- Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 : 576 KMAD H.T.
- Montant encaissé au cours de l'exercice 2022 : Néant.
- Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2022 : 22.970 KMAD.
- Solde du prêt immobilisé au 31 décembre 2022 : 17.609 KMAD.

2.6 - Convention de rémunération des comptes courants entre RISMA S.A et SMHE S.A :

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale SMHE S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale SMHE S.A.
- Nature et objet de la convention : Avances en comptes courants.
- Modalités essentielles : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 6% H.T.
- Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 : 235 KMAD H.T.
- Montant encaissé au cours de l'exercice 2022 : Néant.
- Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2022 : 7.500 KMAD.

2.7 - Convention sur les redevances HR Access avec HCH S.A :

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale HCH S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale HCH S.A.
- Nature et objet de la convention : Logiciel de Paie HR Access.
- Modalités essentielles : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 : Néant.
- Montant encaissé au cours de l'exercice 2022 : Néant.

2.8 - Contrat de mandat de gestion conclu entre RISMA S.A. et la société ACCOR GESTION MAROC S.A. (AGM S.A.), tel que modifié par l'avenant signé en date du 2 mars 2020 avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 2019 :

- ❖ Personnes concernées (Administrateurs ou dirigeants communs) : Mme Sofia BENHAMIDA et Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI.
- ❖ La société RISMA détient une participation à hauteur de 33,33% des titres d'AGM.

2.8.1. Refacturation des redevances de marque et de base respectivement de 1% et 1,75% du chiffre d'affaires, ainsi que les redevances sur le résultat d'exploitation :

- Nature et objet de la convention : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- Modalités essentielles : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022 :
 - Redevances de base pour 13.013 KMAD HT,
 - Redevances de marque pour 7.935 KMAD HT,
 - Redevances sur le résultat d'exploitation pour 32.082 KMAD HT.

2.8.2. Refacturation aux hôtels des frais de gestion de réservation A/Club supportés par Accor France S.A. et facturés à AGM S.A. dans un premier temps :

- Nature et objet de la convention : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion

- d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 2,21% H.T.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : 576 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2022** : Néant.
- **Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2022** : 22.970 KMAD.
- **Solde du prêt immobilisé au 31 décembre 2022** : 17.609 KMAD.

2.6 - Convention de rémunération des comptes courants entre RISMA S.A et SMHE S.A :

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale SMHE S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale SMHE S.A.
- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 6% H.T.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : 235 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2022** : Néant.
- **Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2022** : 7.500 KMAD.

2.7 - Convention sur les redevances HR Access avec HCH S.A :

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale HCH S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale HCH S.A.
- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : Néant.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2022** : Néant.

2.8 - Contrat de mandat de gestion conclu entre RISMA S.A. et la société ACCOR GESTION MAROC S.A. (AGM S.A.), tel que modifié par l'avenant signé en date du 2 mars 2020 avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 2019 :

- ❖ Personnes concernées (Administrateurs ou dirigeants communs) : Mme Sofia BENHAMIDA et Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI.
- ❖ La société RISMA détient une participation à hauteur de 33,33% des titres d'AGM.

2.8.1. Refacturation des redevances de marque et de base respectivement de 1% et 1,75% du chiffre d'affaires, ainsi que les redevances sur le résultat d'exploitation :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** :
 - Redevances de base pour 13.013 KMAD HT,
 - Redevances de marque pour 7.935 KMAD HT,
 - Redevances sur le résultat d'exploitation pour 32.082 KMAD HT.

2.8.2. Refacturation aux hôtels des frais de gestion de réservation A/Club supportés par Accor France S.A. et facturés à AGM S.A. dans un premier temps :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion

des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.

- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2022** : 8.129 KMAD HT.

2.8.3. Refacturation aux hôtels de missions ponctuelles d'assistance technique :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : Néant.

2.8.4. Refacturation des frais de gestion des réservations et de prestations informatiques :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2022** : 5.306 KMAD HT.

2.8.5. Refacturation des frais de logiciel de comptabilité « Grand Back » :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2022** : 489 KMAD HT.

2.8.6. Refacturation des frais des redevances internes :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2022** : 395 KMAD HT.

2.8.7. Refacturation des frais de publicité :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2022** : 4.643 KMAD HT.

2.8.8. Autres refacturations internes divers (Cluster, HELP LINE, Législation travail Search Brand) :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2022** : 663 KMAD HT.

2.8.9. Frais de siège facturés :

- **Nature et objet de la convention** : Prestations d'organisation des services administratifs des hôtels (informatique).
- **Modalités essentielles** : Cette convention, renouvelable annuellement, prévoit la facturation de la société AGM S.A. des prestations d'organisation des services administratifs des hôtels (administration, comptabilité, informatique, gestion des ressources humaines, techniques).
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A au cours de l'exercice 2022** : 126 KMAD HT.
- **Montant décaissé au cours de l'exercice 2022** : 289 KMAD TTC.

2.9. Convention non écrite relative à la répartition des ristournes des fournisseurs étrangers référencés :

- **Personnes concernées (Administration ou dirigeant commun)** : Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI et Mme. Sofia BENHAMIDA.
- **Nature et objet de la convention** : Reversement par la société AGM S.A. aux hôtels des ristournes versées par les fournisseurs étrangers référencés.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre des contrats signés avec les fournisseurs référencés, les ristournes versées par ces derniers sont réparties à hauteur de 70% pour les hôtels concernés et 30% pour AGM S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2022** : Néant.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Boui Braoui - Casablanca
Tél : 05 22 29 66 00 - Fax : 05 22 29 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah
Bâtiment "C", Tour 3, La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 3
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59
DELOITTE AUDIT
SAKINA BENSOUA KORACHI
Associée

